



Bulletin Officiel

N°6570 Jeudi 24 Mars 2022

www.cmf.tn27^{ème} année

ISSN 0330 – 7174

AVIS ET COMMUNIQUEES DU CMF

DECISION DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMPTABILITE RELATIVE AU REPORT DE LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR
DES NORMES IFRS 2

RAPPEL DES OBLIGATIONS D'INFORMATION ANNUELLES DES SICAV A L'OCCASION DES AGO 3

AVIS DES SOCIETES

COMMUNIQUEES DE PRESSE

ONE TECH HOLDING : APPEL A CANDIDATURE 6

ONE TECH HOLDING : APPEL A CANDIDATURE 11

ONE TECH HOLDING 17

SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES -STA- 19

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM 20

ANNEXE I

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE (MISE A JOUR EN DATE DU 17/03/2022)

ANNEXE II

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2021

- FCP BNA CAPITALISATION
- FCP SÉCURITÉ

ANNEXE III

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2021 ELABORES CONFORMEMENT AU REFERENTIEL IFRS

- TUNIS INTERNATIONAL BANK -TIB-

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2021 ELABORES CONFORMEMENT AU REFERENTIEL IFRS

- TUNIS INTERNATIONAL BANK -TIB-

COMMUNIQUE DU CMF

**DECISION DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMPTABILITE RELATIVE AU REPORT DE
LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DES NORMES IFRS**

Le Conseil du Marché Financier porte à la connaissance des sociétés cotées à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, aux banques, aux établissements financiers et aux sociétés d'assurance et de réassurance; que l'assemblée générale du Conseil National de la Comptabilité du 31 décembre 2021, a décidé ce qui suit :

- L'entrée en vigueur des normes internationales d'information financière (IFRS) pour l'établissement des états financiers consolidés, est reportée au 1^{er} janvier 2023 au lieu du 1^{er} janvier 2021, avec la possibilité d'une application anticipée courant les années antérieures à 2023,
- Les sociétés qui décident volontairement, d'adopter les normes internationales IFRS avant la date d'entrée en application obligatoire, sont tenues de continuer durant cette période, à établir des états financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises.

A cet effet, le Conseil du Marché Financier, invite les institutions susvisées à poursuivre leurs démarches en vue de l'adoption du référentiel IFRS, notamment les différentes étapes prévues par le communiqué du CMF du 11 février 2020, et ce pendant la période restante jusqu'à l'entrée en application obligatoire dudit référentiel.

Dans ce cadre, le CMF appelle les institutions concernées à fournir dans les meilleurs délais, une information mise à jour portant notamment, sur l'impact de l'adoption des IFRS sur la situation financière et la performance du groupe, arrêtées au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022, et ce afin d'informer le marché sur l'impact du passage aux IFRS sur les états financiers consolidés.

COMMUNIQUE DU CMF

**RAPPEL DES OBLIGATIONS D'INFORMATION ANNUELLES DES SICAV A L'OCCASION
DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES**

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux Sociétés d'Investissement à Capital Variable – SICAV – et aux sociétés chargées de la gestion des SICAV, les obligations d'information annuelles à l'occasion des assemblées générales ordinaires :

I - Documents à communiquer au CMF :

1- Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117, les SICAV sont tenues de déposer ou d'adresser, sur supports papiers et magnétique, au Conseil du Marché Financier, **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**

- l'ordre du jour et le projet des résolutions proposées par le conseil d'administration
- les états financiers annuels arrêtés par le conseil d'administration et certifiés par le commissaire aux comptes
- les rapports du commissaire aux comptes. Lesdits rapports doivent contenir une évaluation générale du contrôle interne.
- le rapport annuel sur l'activité de la SICAV qui est destiné aux actionnaires et établi par le gestionnaire à la clôture de chaque exercice et prévu par l'article 140 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte de tiers.

Ce rapport doit comporter, notamment, les renseignements suivants :

- ✓ la ventilation de l'actif ;
- ✓ la ventilation du passif ;
- ✓ la ventilation du portefeuille titres ;
- ✓ le nombre d'actions en circulation ;
- ✓ l'orientation de la politique de placement dans le cadre de la politique énoncée dans le prospectus ;
- ✓ la manière avec laquelle la politique de placement a été suivie ;
- ✓ la ventilation des revenus de la SICAV ;
- ✓ les indications des mouvements intervenus dans les actifs de la SICAV au cours de l'exercice ;
- ✓ le compte des produits et charges ;
- ✓ les plus-values ou moins-values réalisées ;
- ✓ l'affectation des résultats ;
- ✓ les changements de méthodes de valorisation et leurs motifs ;
- ✓ le montant global des sommes facturées à la SICAV et leur nature et lorsque les bénéficiaires sont des entreprises liées au gestionnaire, le rapport indique leur identité ainsi que le montant global facturé ;
- ✓ les valeurs liquidatives constatées au début et à la fin de l'exercice.

2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 3 ter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent, **dans les quatre jours ouvrables qui suivent la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire**, déposer ou adresser au Conseil du Marché Financier :

- les documents visés à l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117 s'ils ont été modifiés ;
- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire ;
- la liste des actionnaires ;
- la liste des membres du conseil d'administration comprenant leurs principales activités professionnelles et, le cas échéant, leur mandat dans d'autres conseils d'administration

II - Documents à publier :

1 - Avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 276 nouveau du code des sociétés commerciales, l'assemblée générale ordinaire est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et au Journal Officiel du Centre National du Registre des Entreprises, **dans le délai de vingt et un jours au moins avant la date fixée pour la réunion**. L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion, ainsi que l'ordre du jour.

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues d'établir les états financiers conformément à la réglementation comptable en vigueur et de les publier au Journal Officiel de la République Tunisienne **trente jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire**.

Cette publication comporte :

- le bilan ;
- l'état de résultat ;
- l'état de variation de l'actif net ;
- la mention que les états financiers dans leur intégralité sont publiés dans le bulletin officiel du CMF.

En application des dispositions de l'article 3 bis de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis leurs états financiers annuels accompagnés du texte intégral de l'opinion du commissaire aux comptes **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire**.

Toutefois, à des fins de publication dans le quotidien, les SICAV peuvent se limiter à publier :

- le bilan ;
- l'état de résultat ;
- l'état de variation de l'actif net ;
- les notes aux états financiers obligatoires et les notes les plus pertinentes notamment le portefeuille titres, sous réserve de l'obtention de l'accord écrit du commissaire aux comptes.

2 - Après la tenue de l'assemblée générale ordinaire :

En application des dispositions de l'article 8 du Code des Organismes de Placement Collectif, les SICAV sont tenues de publier au Journal Officiel de la République Tunisienne à nouveau les états financiers après la réunion de l'assemblée générale, au cas où cette dernière les modifie.

De plus, en application des dispositions de l'article 3 quarter de la loi n° 94-117, les SICAV doivent publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis **dans un délai de trente jours après la tenue de l'assemblée générale ordinaire au plus tard** :

- les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire ;
- les états financiers lorsqu'ils ont subi des modifications ;
- la liste des membres du conseil d'administration comprenant leurs principales activités professionnelles et, le cas échéant, leur mandat dans d'autres conseils d'administration

Les dirigeants des SICAV ou les sociétés chargées de la gestion des SICAV sont appelés, chacun en ce qui le concerne, à respecter ces obligations.

2022 - AC - 006

AVIS DES SOCIÉTÉS(*)

COMMUNIQUE DE PRESSE

ONE TECH HOLDING

Siège Social : 16, rue des entrepreneurs – La Charguia 2 - 2035 Ariana - Tunisie

**APPEL A CANDIDATURE POUR LES POSTES D'ADMINISTRATEURS INDEPENDANTS
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

1. Objet

Conformément à la réglementation tunisienne en vigueur et notamment, la loi n°2019-47 du 29 mai 2019, relative à l'amélioration du climat de l'investissement et la décision générale du Conseil du Marché Financier n°23 du 10 mars 2020 relative aux critères et modalités de désignation des membres indépendants au conseil d'administration et au conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires, la Société One Tech Holding (ci-après « **OTH** ») lance un appel à candidature pour désigner deux administrateurs indépendants au sein de son Conseil d'Administration pour un mandat de trois (3) ans, couvrant les exercices sociaux 2022, 2023 et 2024.

Le candidat, au poste d'administrateur indépendant, **ne doit pas être actionnaire de OTH** et doit satisfaire aux conditions d'honorabilité, d'intégrité, d'impartialité, d'honnêteté, de confidentialité ainsi que de compétence et d'expérience adaptée à ses fonctions, et satisfaire les conditions ci-après.

2. Conditions d'éligibilité

Chaque candidat éligible au poste d'administrateur indépendant au conseil d'administration de OTH doit remplir les conditions et les critères suivants :

- Etre une personne physique qui jouit de ses droits civils ;
- Satisfaire aux conditions d'honorabilité, d'intégrité, d'impartialité, d'honnêteté, de confidentialité ainsi que de compétence et d'expérience adaptées à ses fonctions ;
- Avoir au moins une maîtrise (ou un diplôme équivalent) et une expérience professionnelle d'au moins 10 ans ;
- N'avoir aucun intérêt direct ou indirect avec OTH, ses actionnaires ou ses administrateurs, ou une tierce partie de nature à affecter l'indépendance de sa décision et la confidentialité des informations ou à le mettre dans une situation de conflit d'intérêt réel ou potentiel ;
- Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq (5) années qui précèdent le dépôt de candidature :
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire, Directeur Général Unique, ou salarié de OTH ;
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire, Directeur Général Unique ou salarié d'une société appartenant au même groupe que OTH ;
- Ne pas être ascendant ou descendant ou conjoint du :
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire ou salarié de OTH ;
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire ou salarié d'une société appartenant au même groupe que OTH ;

- Ne pas être Président Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Président du Directoire ou Directeur Général Unique d'une société dans laquelle OTH détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou est membre du conseil de surveillance ou dans laquelle le Président Directeur Général, le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint, le Président du Directoire ou le Directeur Général Unique de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) ou un salarié de OTH, désigné en tant que tel, détient un mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance ;
- Ne pas être prestataire de services, notamment conseiller, client, fournisseur ou banquier de OTH ;
- Ne pas détenir de participation directe dans le capital social de OTH ou de participation indirecte au titre de conjoint, ascendant ou descendant du Président directeur général, du directeur général, du Directeur général adjoint, du Président du Directoire, du Directeur Général Unique ou d'un salarié de OTH ;
- Ne pas être, en même temps, membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du Directoire d'une autre société admise à la cote de la bourse exerce au même secteur d'activité ou d'une société appartenant au même groupe ;
- Ne pas être Président Directeur Général, directeur général, directeur général adjoint, président du directoire, Directeur Général Unique, mandataire, actionnaire, associé ou salarié d'une société ayant des liens financiers, professionnels, commerciaux ou contractuels avec OTH ou d'une société concurrente ;
- Ne pas exercer d'activité professionnelle en lien direct ou indirect avec le marché financier et/ou de diffusion d'informations financières ou autres ; et
- Ne pas être membre d'une association dont l'objet a un lien direct ou indirect avec le marché financier.

Par ailleurs, ne peuvent être candidat au poste d'administrateur indépendant au conseil d'administration de OTH :

- Les faillis non réhabilités, les mineurs, les incapables et les personnes condamnées à des peines assorties de l'interdiction d'exercer des charges publiques ;
- Les personnes condamnées pour crime ou délit, portant atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, ou aux lois régissant les sociétés, ainsi que les personnes qui en raison de leur charge ne peuvent exercer le commerce ;
- Quiconque ayant fait l'objet d'un jugement définitif pour infraction à la réglementation des changes ou à la législation relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent ;
- Les personnes condamnées pour crime, ou délit portant atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, ou aux lois régissant les sociétés, les personnes qui en raison de leur charge ne peuvent exercer le commerce ;
- Le fonctionnaire au service de l'administration, sauf autorisation spéciale du ministère de tutelle ;
et
- Les personnes ayant fait l'objet d'une sanction de radiation et/ou de retrait d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice d'une activité professionnelle réglementée.

3. Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

- Une demande de candidature à l'intention du Président du Conseil d'Administration de la société OTH présentant le candidat, les motifs de sa candidature et son profil ;
- Une fiche de candidature dûment remplie, selon le modèle figurant en *Annexe 1* au présent appel à candidature ;
- Une copie de la Carte d'Identité Nationale ;
- Le curriculum vitae du candidat
- Une déclaration sur l'honneur, selon le modèle figurant en *Annexe 2* au présent appel à candidature, dûment remplie et signé par le candidat attestant qu'il répond aux critères d'éligibilité

prévus par la décision générale du Conseil du Marché Financier et par le présent appel à candidature ;

- Un extrait du casier judiciaire (bulletin numéro 3) datant de moins de trois (3) mois à la date du dépôt du dossier de candidature ; et
- Les documents justifiant les compétences et qualifications du candidat énoncées dans le curriculum vitae.

Tout dossier de candidature ne comportant pas l'un des documents ci-dessus listés ou parvenus hors délai, ne sera pas pris en compte par la société OTH.

4. Date limite de dépôt de candidatures

Les candidatures doivent être présentées dans une enveloppe fermée libellée au nom du Président du Conseil d'Administration de OTH et portant la mention « *Ne pas ouvrir/Appel à candidature pour les postes d'administrateurs indépendants* au conseil d'administration de la société OTH» et parvenir (i) soit par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la société OTH situé au 16, Rue des Entrepreneurs – La Charguia 2, 2035, Ariana - Tunisie, (le cachet de la poste faisant foi), (ii) soit déposée par porteur contre décharge au bureau d'ordre du siège social de la société OTH situé au 16, Rue des Entrepreneurs – La Charguia 2, 2035, Ariana – Tunisie, **au plus tard le Mercredi 13 Avril 2022 à 17 heures, date limite de réception des candidatures.**

Tout dossier de candidature incomplet ou parvenu après la date limite de réception des candidatures ne sera pas pris en compte par la société OTH.

5. Choix des membres indépendants au conseil d'administration

Un comité de nomination des administrateurs indépendants sera mis en place par OTH. Le candidat sera choisi après étude et évaluation des dossiers parvenus dans les délais fixés dans le présent avis d'appel à candidature,

Une liste préliminaire des candidats admis à concourir est arrêté par le comité de nomination créé à cet effet au sein de la société OTH et ce, en vertu d'un pouvoir qui lui est accordé par le Conseil d'Administration. Cette liste sera transmise, pour avis, au Conseil du Marché Financier, avant l'approbation définitive des candidats par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les candidats retenus seront informés de leur sélection, vingt-et-un (21) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire.

Lesdits membres indépendants seront élus, lors de la tenue d'une prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, dont la date et le lieu seront communiqués ultérieurement.

() Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

Annexe 1

FICHE DE CANDIDATURE

- Nom et Prénom :
- N° CIN :
- Adresse :
- Téléphone : Fixe GSM
- E-mail :
- Profession/Activité :
- Formation académique du candidat :
.....
.....
.....
- Autres qualifications du candidat dans le domaine :
.....
.....

Signature légalisée

() Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

Annexe 2

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Je soussigné :
- Nom & Prénom:
- N° CIN:
- Adresse :

Candidat à l'élection au poste d'un membre indépendant au sein du Conseil d'Administration de la société « One Tech Holding »,

Déclare formellement sur l'honneur :

- Ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 et 256 du code des sociétés commerciales ainsi que les interdictions mentionnées au sein de l'appel à candidature ;
- Répondre aux critères d'éligibilité prévus par la décision générale du Conseil du Marché Financier et l'appel à candidature lancé par la société One Tech Holding ; et
- Que les informations fournies dans mon curriculum vitae sont sincères et exactes.

Signature légalisée

() Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

AVIS DES SOCIÉTÉS(*)

COMMUNIQUE DE PRESSE

ONE TECH HOLDING

Siège Social : 16, Rue des Entrepreneurs – La Charguia 2 - 2035, Ariana – Tunisie

APPEL A CANDIDATURE POUR LE POSTE D'ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES ACTIONNAIRES MINORITAIRES

1. Objet

Conformément à la réglementation tunisienne en vigueur et notamment, la décision générale du Conseil du Marché Financier n°23 du 10 mars 2020, relative aux critères et modalités de désignation des membres indépendants au conseil d'administration et au conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires, la Société One Tech Holding (ci-après « **OTH** ») lance un appel à candidature pour désigner un administrateur représentant les actionnaires minoritaires pour un mandat de trois (3) ans, couvrant les exercices 2022, 2023 et 2024.

Conformément à la réglementation en vigueur, la société **One Tech Holding « OTH »** se doit de réserver un siège au sein de son conseil d'administration au profit d'un représentant des actionnaires minoritaires. A cet effet, la société **OTH informe ses actionnaires que la désignation d'un administrateur représentant les actionnaires minoritaires aura lieu par voie d'élection lors de la tenue d'une Assemblée Générale Elective réunissant les actionnaires minoritaires** qui sera convoquée dans ce sens par un communiqué de presse.

L'avis de convocation de l'Assemblée Générale Elective des actionnaires minoritaires sera également publié sur le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et sur le site web de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Par ailleurs, la société **OTH informe ses actionnaires que la ratification de l'élection par l'Assemblée Générale Elective de l'administrateur représentant les actionnaires minoritaires aura lieu lors de la tenue d'une prochaine Assemblée Générale Ordinaire** qui sera convoquée à la suite de la tenue de l'Assemblée Elective réunissant les actionnaires minoritaires susmentionnée.

L'avis de convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire sera également publié sur le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et sur le site web de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

2. Conditions d'éligibilité

Les candidats éligibles au poste d'administrateur représentant des actionnaires minoritaires doivent remplir les conditions et les critères suivants :

- Etre une personne physique qui jouit de ses droits civils ;
- Satisfaire aux conditions d'honorabilité, d'intégrité, d'impartialité, d'honnêteté, de confidentialité ainsi que de compétence et d'expérience adaptées à ses fonctions ;
- Avoir au moins une maîtrise (ou un diplôme équivalent) et une expérience professionnelle d'au moins 10 ans et ce, dans l'un des secteurs suivants : industriel, financier, IT, automobile, avec préférentiellement une exposition avérée à l'internationale ;

- Justifier d'une participation individuelle dans le capital social de OTH ne dépassant pas 0,5 % ;
- N'avoir aucun intérêt direct ou indirect avec la société OTH, ses actionnaires autres que minoritaires ou ses administrateurs, de nature à le mettre dans une situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel ;
- Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq (5) années qui précèdent le dépôt de candidature:
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire, Directeur Général Unique, ou salarié de OTH ;
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire, Directeur Général Unique ou salarié d'une société appartenant au même groupe que OTH ;
- Ne pas être ascendant ou descendant ou conjoint du :
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire ou salarié de OTH ;
 - Président directeur général, directeur général, Directeur général adjoint, Président du Directoire ou salarié d'une société appartenant au même groupe que OTH ;
- Ne pas être Président Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Président du Directoire ou Directeur Général Unique d'une société dans laquelle OTH détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou est membre du conseil de surveillance ou dans laquelle le Président Directeur Général, le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint, le Président du Directoire ou le Directeur Général Unique de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) ou un salarié de OTH, désigné en tant que tel, détient un mandat d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance ;
- Ne pas être, en même temps, membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du Directoire d'une autre société admise à la cote de la bourse exerce au même secteur d'activité ou d'une société appartenant au même groupe ;
- Ne pas être Président Directeur Général, directeur général, directeur général adjoint, président du directoire, Directeur Général Unique, mandataire, actionnaire, associé ou salarié d'une société ayant des liens financiers, professionnels, commerciaux ou contractuels avec OTH ou d'une société concurrente ;
- Ne pas être prestataire de services, notamment conseiller, client, fournisseur ou banquier de OTH ;
- Ne pas exercer d'activité professionnelle en lien direct ou indirect avec le marché financier et/ou de diffusion d'informations financières ou autres ; et
- Ne pas être membre d'une association dont l'objet a un lien direct ou indirect avec le marché financier.

Par ailleurs, ne peuvent être candidat au poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires :

- Les faillis non réhabilités, les mineurs, les incapables et les personnes condamnées à des peines assorties de l'interdiction d'exercer des charges publiques ;
- Les personnes condamnées pour crime ou délit, portant atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, ou aux lois régissant les sociétés, ainsi que les personnes qui en raison de leur charge ne peuvent exercer le commerce ;
- Quiconque ayant fait l'objet d'un jugement définitif pour infraction à la réglementation des changes ou à la législation relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent ;
- Les personnes condamnées pour crime, ou délit portant atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, ou aux lois régissant les sociétés, les personnes qui en raison de leur charge ne peuvent exercer le commerce ;
- Le fonctionnaire au service de l'administration, sauf autorisation spéciale du ministère de tutelle ; et Les personnes ayant fait l'objet d'une sanction de radiation et/ou de retrait d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice d'une activité professionnelle réglementée.

3. Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

- Une demande de candidature à l'intention du Président du Conseil d'Administration de la Société OTH présentant le candidat, les motifs de sa candidature et son profil ;
- Une fiche de candidature dûment remplie, selon le modèle figurant en *Annexe 1* au présent appel à candidature ;
- Une copie de la Carte d'Identité Nationale ;
- Le curriculum vitae du candidat ;
- Une déclaration sur l'honneur, selon le modèle figurant en *Annexe 2* au présent appel à candidature, dûment remplie et signé par le candidat attestant qu'il répond aux critères d'éligibilité prévus par la décision générale du Conseil du Marché Financier et l'appel à candidature ;
- Une attestation du nombre d'actions détenues par le candidat justifiant le taux de participation dans le capital social de OTH. Cette attestation doit être délivrée par l'intermédiaire agréé chez lequel les titres détenus sont inscrits en compte, ou par **LA BIAT**, intermédiaire agréé mandaté pour la tenue du registre des actionnaires de OTH, sis à 70-72, avenue Habib Bourguiba - Tunis.
- Un extrait du casier judiciaire (bulletin numéro 3) datant de moins de trois (3) mois à la date du dépôt du dossier de candidature ; et
- Les documents justifiant les compétences et qualifications du candidat énoncées dans le curriculum vitae.

Tout dossier de candidature ne comportant pas l'un des documents ci-dessus listés ou parvenu hors délai, ne sera pas pris en compte par la société OTH.

4. Date limite de dépôt de candidatures

Les candidatures doivent être présentées dans une enveloppe fermée libellée au nom du Président du Conseil d'Administration de OTH et portant la mention « Ne pas ouvrir/Appel à candidature pour le poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires de la société OTH » et parvenir (i) soit par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la société OTH situé au 16, rue des entrepreneurs – La Charguia 2 – 2035 Ariana - Tunisie, (le cachet de la poste faisant foi), (ii) soit déposée par porteur contre décharge au bureau d'ordre du siège social de la société OTH situé au 16, Rue des Entrepreneurs – La Charguia 2, 2035, Ariana – Tunisie, au plus tard le **Mercredi 13 Avril 2022 à 17 heures, date limite de réception des candidatures.**

Tout dossier de candidature incomplet ou parvenu après la date limite de réception des candidatures ne sera pas pris en compte par la société OTH.

5. Processus d'examen des candidats :

Les candidats sont choisis après étude et évaluation des dossiers parvenus dans les délais fixés dans le présent avis d'appel à candidature et compte tenu de la satisfaction des conditions exigées en application du processus d'examen des candidatures mis en place par la société.

Ce processus est divulgué aux actionnaires dans le rapport annuel de gestion.

Le management de la Société se chargera de la vérification du respect des conditions d'éligibilité des candidatures énumérées au point 2 ci-dessus du présent appel à candidature conformément aux dispositions de la décision générale du Conseil du Marché Financier n°23 du 10 mars 2020, relative aux critères et modalités de désignation des membres indépendants au conseil d'administration et au conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires.

6. Choix du candidat

Dès la clôture de l'appel à candidature, la société OTH transmettra la liste préalable des candidats admis à concourir au Conseil du Marché Financier, pour avis.

Dans un délai maximum de dix (10) jours qui suivent la clôture de l'appel à candidature, OTH convoquera les actionnaires minoritaires en Assemblée Générale Elective. L'avis de convocation sera publié sur le Bulletin Officiel du Conseil du Marché Financier et sur le site web de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, vingt et un (21) jours au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective.

Ledit représentant sera élu, lors de la tenue de l'Assemblée Générale Elective.

L'élection de l'administrateur représentant les actionnaires minoritaires par l'Assemblée Générale Elective sera soumise à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires (suivant la tenue de l'Assemblée Générale Elective), dont la date et le lieu seront communiqués ultérieurement.

() Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

Annexe 1

FICHE DE CANDIDATURE

- Nom et Prénom :

.....
.....

- N° CIN:

.....
.....

- Adresse :

.....
.....

- Téléphone : Fixe GSM

.....

- Email :

.....
.....

- Profession/Activité :

.....
.....

- Formation académique du candidat :

.....
.....
.....

- Autres qualifications du candidat dans le domaine :

.....
.....

Signature légalisée

() Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

Annexe 2

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Je soussigné :
- Nom & Prénom:
- N° CIN:
- Adresse :

Candidat à l'élection au poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires ausein du Conseil d'Administration de la société « One Tech Holding »,

Déclare formellement sur l'honneur :

- Ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 et 256 du code des sociétés commerciales ainsi que les interdictions mentionnées au sein de l'appel à candidature de la société One Tech Holding ;
- Répondre aux critères d'éligibilité prévus par la décision générale du Conseil du Marché Financier et par l'appel à candidature de la société One Tech Holding ; et
- Que les informations fournies dans mon curriculum vitae sont sincères et exactes.

Signature légalisée

() Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

2022 - AS - 0187

AVIS DES SOCIÉTÉS(*)

COMMUNIQUE DE PRESSE

ONE TECH HOLDING

16, Rue des entrepreneurs, Zone Industrielle Charguia II 2035 –Tunis

Le conseil d'administration du groupe ONE TECH s'est tenu en date du 24 mars 2022 pour la revue de l'activité du groupe sur l'année 2021.

Malgré la persistance d'un contexte économique encore difficile, le groupe One Tech a connu une importante reprise de son activité et de sa performance opérationnelle globale. En effet, le groupe a enregistré une très importante croissance des ventes consolidées de 26%, qui ont atteint, sur l'année 2021, 905 millions de Dinars.

Bien que l'économie mondiale ait enregistré une croissance de 5,5% en 2021, cette reprise ne s'est pas faite dans le calme. Entre les pénuries de certains composants, la hausse des prix des matières premières et des coûts de transport et la désorganisation de la supplychain, les répercussions de la crise mondiale provoquée par le Covid-19 se font toujours sentir et la stagnation du secteur de l'Automobile le symbolise bien.

L'importante croissance des revenus du groupe OTH a été fortement soutenue par :

- la mise en place d'une stratégie commerciale agile et de prospection qui a su transformer les perturbations de la supplychain mondiale en opportunités et tirer avantage du phénomène de retour vers de plus proches sources d'approvisionnement.
- le développement de nos ventes des produits mécatroniques sur le marché des USA.
- et la mise en place d'une stratégie de diversification des secteurs avec l'introduction du secteur médical et le renforcement du secteur industriel.

Aussi, le groupe a observé une très forte progression de plus de 70% de son résultat d'exploitation consolidé, quia atteint une enveloppe de 51,9 MDTen 2021.

Quant au résultat net consolidé de l'année 2021, il a largement dépassé celui des deux dernières années, avec une progression de 54,6% par rapport à l'année 2020.

Le pilotage de l'activité du groupe est plus que jamais orienté vers l'amélioration de la rentabilité ainsi que vers des investissements plus importants dans la qualité, la technologie et les systèmes d'information, qui ont enregistré une augmentation de 8% à 34,6 MDT.

Une attention particulière a été portée aux ressources humaines ainsi qu'à la responsabilité environnementale :

- Consolidation de la sécurité et santé au travail et engagement d'une campagne de vaccination massive sur l'ensemble des sociétés du groupe.
- Aménagement et amélioration des espaces dédiés au personnel.
- Lancement d'un centre de formation interne et d'une pépinière d'entreprise qui permet d'attirer et retenir les jeunes diplômés ayant un fort potentiel.
- Amélioration du système de traitement et recyclage de l'eau, du cuivre, du plastique et du carton.

En perspectives de l'année 2022, le groupe One Tech anticipe une croissance des revenus consolidés de 13%, notamment avec la reprise du marché et la stabilisation progressive de la chaîne logistique, et surtout un carnet de commandes bien rempli sur l'année 2022, particulièrement pour la branche mécatronique.

Enfin, le conseil d'administration a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire le 26 Mai 2022 à 11 heures au siège de la société ONE TECH HOLDING, et a proposé de fixer le dividende par action à 230 millimes.

() Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

AVIS DES SOCIÉTÉS(*)

COMMUNIQUE DE PRESSE

SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES -STA-
Siège social: Zone Industrielle Borj Ghorbel -2096 Ben Arous-

La Société Tunisienne d'Automobiles –STA- informe ses honorables actionnaires que son Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 23 mars 2022, a examiné les états financiers arrêtés au 31 décembre 2021 qui font ressortir un bénéfice net de 4 569 765 dinars et a proposé à l'assemblée générale ordinaire la distribution de 4 000 000 dinars soit 2 dinars par action.

** Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

2022 - AS - 0189

Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2021	VL antérieure	Dernière VL
OPCVM DE CAPITALISATION					
<i>SICAV OBLIGAIRES DE CAPITALISATION</i>					
1 TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	20/07/92	208,788	211,083	211,111
2 SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	16/04/07	143,113	144,917	144,939
3 UNION FINANCIERE SALAMMO SICAV	UBCI BOURSE	01/02/99	119,334	120,698	120,715
4 SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE	STB FINANCE	18/09/17	128,525	130,254	130,276
5 LA GENERALE OBLIG-SICAV	CGI	01/06/01	124,675	126,117	126,134
6 FIDELITY SICAV PLUS	MAC SA	27/09/18	124,360	126,092	126,113
7 FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	119,831	121,186	121,203
8 SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	48,476	48,932	48,937
9 SICAV BH CAPITALISATION	BH INVEST	22/09/94	34,865	35,273	35,278
10 POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	BH INVEST	06/07/09	118,444	119,930	119,949
<i>FCP OBLIGAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>					
11 FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	18,458	18,673	18,676
12 MCP SAFE FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	130,231	131,055	131,066
13 CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP	CGF	25/02/08	1,194	1,232	1,232
14 FCP WAFI OBLIGATAIRE CAPITALISATION	TSI	15/11/17	125,198	126,618	126,635
15 UGFS BONDS FUND	UGFS-NA	10/07/15	12,212	12,338	12,339
16 FCP BNA CAPITALISATION	BNA CAPITAUX	03/04/07	175,986	178,248	178,276
17 FCP SALAMETT PLUS	AFC	02/01/07	12,097	12,215	12,217
18 FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE	SMART ASSET MANAGEMENT	18/12/15	100,085	101,373	101,390
19 ATTJARI FCP OBLIGATAIRE	ATTJARI GESTION	23/08/21	102,185	103,588	103,604
20 FCP PROGRÈS OBLIGATAIRE***	BNA CAPITAUX	03/04/07	14,495	14,557	14,558
<i>FCP OBLIGAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>					
21 FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	1,952	1,975	1,978
<i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i>					
22 SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	17/05/93	65,900	66,468	66,475
23 SICAV PROSPERITY	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	25/04/94	139,219	136,836	136,959
24 SICAV OPPORTUNITY	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	11/11/01	109,364	104,050	104,233
25 AMEN ALLIANCE SICAV	AMEN INVEST	17/02/20	111,243	112,617	112,634
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>					
26 FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	139,028	139,061	139,126
27 FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	533,143	533,606	533,801
28 FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	137,906	136,944	136,973
29 FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	176,092	177,003	177,148
30 FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	06/09/10	98,227	99,423	99,620
31 FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	09/05/11	131,857	132,751	132,687
32 MCP CEA FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	167,720	164,319	164,672
33 MCP EQUITY FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	149,704	143,881	144,034
34 FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	04/06/07	23,129	22,530	22,545
35 STB EVOLUTIF FCP	STB FINANCE	19/01/16	92,104	93,458	93,483
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>					
36 FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	05/02/04	2242,121	2258,209	2261,218
37 FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	127,962	130,703	131,292
38 FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	216,057	217,147	216,524
39 FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	2,980	2,935	2,918
40 FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	2,679	2,652	2,639
41 UGFS ISLAMIC FUND	UGFS-NA	11/12/14	65,250	63,645	64,211
42 FCP HAYETT MODERATION	AMEN INVEST	24/03/15	1,336	1,347	1,349
43 FCP HAYETT PLENITUDE	AMEN INVEST	24/03/15	1,229	1,228	1,220
44 FCP HAYETT VITALITE	AMEN INVEST	24/03/15	1,200	1,201	1,192
45 MAC HORIZON 2022 FCP	MAC SA	09/11/15	106,676	105,874	106,254
46 AL AMANAH PRUDENCE FCP **	CGF	25/02/08			
47 FCP MOUASSASSET	AFC	17/04/17	1187,879	1157,793	1152,380
48 FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MAC SA	19/05/17	12,972	12,658	12,736
49 FCP BIAT-CEA PNT TUNISAIR	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	06/11/17	10,355	10,352	10,309
50 FCP ILBOURSA CEA	MAC SA	21/06/21	11,433	12,116	12,233
<i>SICAV ACTIONS DE CAPITALISATION</i>					
51 UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI BOURSE	10/04/00	88,113	86,192	86,213
<i>FCP ACTIONS DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>					
52 FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,288	1,262	1,267

OPCVM DE DISTRIBUTION								
Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende		VL au 31/12/2021	VL antérieure	Dernière VL	
			Date de paiement	Montant				
SICAV OBLIGATAIRES								
53 SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	18/05/21	4,548	109,644	110,683	110,695	
54 AMEN PREMIÈRE SICAV	AMEN INVEST	10/04/00	31/05/21	3,712	101,621	102,591	102,604	
55 AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	14/09/21	5,309	107,869	109,225	109,241	
56 ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	01/11/00	24/05/21	5,398	105,079	106,383	106,399	
57 TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GERE	07/05/07	28/05/21	6,883	107,086	108,597	108,616	
58 SICAV AXIS TRÉSORERIE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	01/09/03	26/05/21	5,411	109,883	111,183	111,199	
59 PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	21/05/21	5,277	106,472	107,728	107,743	
60 SICAV TRESOR	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	03/02/97	18/05/21	4,821	103,512	104,695	104,709	
61 MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12/11/01	29/06/21	2,630	103,245	103,618	103,620	
62 CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17/12/01	05/04/21	5,706	107,099	108,420	108,436	
63 INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	03/05/21	6,342	109,109	110,551	110,569	
64 FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	28/05/21	4,085	106,026	106,963	106,975	
65 MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	28/05/21	3,660	105,277	106,198	106,209	
66 SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	26/03/21	4,941	105,388	106,606	106,621	
67 UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16/10/00	25/05/21	4,129	104,652	105,899	105,914	
68 SICAV BH OBLIGATAIRE	BH INVEST	10/11/97	31/05/21	5,449	104,146	105,337	105,353	
69 MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05/06/08	28/05/21	3,709	106,957	107,753	107,762	
70 SICAV L'ÉPARGNANT	STB FINANCE	20/02/97	24/05/21	5,407	104,691	105,964	105,979	
71 AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	27/05/21	5,757	102,939	104,036	104,048	
72 SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	01/08/05	31/05/21	4,222	107,582	108,698	108,711	
73 UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UBCI BOURSE	15/11/93	28/04/21	4,022	103,256	104,205	104,216	
FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
74 FCP AXIS AAA	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	10/11/08	18/05/21	3,742	109,904	111,049	111,063	
75 FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	21/05/21	5,114	106,205	107,439	107,456	
76 FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	STB FINANCE	20/01/15	31/05/21	4,033	108,972	110,397	110,415	
FCP OBLIGATAIRE - VL HEBDOMADAIRE								
77 FCP HELION SEPTIM	HELION CAPITAL	07/09/18	21/05/21	7,610	111,053	112,373	112,528	
SICAV MIXTES								
78 ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	18/05/21	0,199	66,230	64,700	64,445	
79 SICAV BNA	BNA CAPITAUX	14/04/00	21/05/21	0,442	99,498	97,669	97,888	
80 SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26/07/99	05/04/21	0,730	18,119	18,138	18,154	
81 SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	26/03/21	5,216	289,132	290,026	289,970	
82 STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	31/05/21	15,763	2272,799	2244,503	2244,161	
83 SICAV L'INVESTISSEUR	STB FINANCE	30/03/94	19/05/21	1,823	70,374	70,294	70,365	
84 SICAV AVENIR	STB FINANCE	01/02/95	27/05/21	1,629	55,762	56,276	56,283	
85 UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI BOURSE	17/05/99	11/05/20	0,761	106,784	106,915	106,924	
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
86 FCP IRADETT 50	AFC	04/11/12	27/05/21	0,273	11,901	11,635	11,629	
87 FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	27/05/21	1,045	15,054	15,760	15,775	
88 ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	19/05/21	0,081	15,964	15,720	15,722	
89 ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	19/05/21	0,184	14,003	13,940	13,935	
90 FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	CGF	14/06/11	28/05/20	0,040	9,701	9,028	9,045	
91 FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB FINANCE	08/09/08	31/05/21	0,728	101,175	101,013	101,386	
92 FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	04/05/20	0,605	79,110	81,409	81,362	
93 FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	30/05/18	0,599	80,317	84,585	84,527	
94 TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	31/05/21	3,448	101,183	103,782	103,687	
95 UBCI - FCP CEA	UBCI BOURSE	22/09/14	08/04/20	1,830	93,645	91,173	91,359	
96 CGF TUNISIE ACTIONS FCP	CGF	06/01/17	-	-	10,316	10,026	10,070	
97 FCP BH CEA	BH INVEST	18/12/17	07/03/22	3,856	99,459	95,795	95,955	
98 FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	15/01/07	24/05/21	1,001	153,044	145,146	145,334	
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
99 FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	16/06/21	0,523	103,493	101,915	101,173	
100 FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	21/05/21	0,686	118,376	121,070	121,000	
101 FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	25/05/18	0,833	119,753	120,848	120,710	
102 MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	31/05/21	2,561	186,219	182,700	183,464	
103 MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	31/05/21	2,750	172,970	171,274	171,751	
104 MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	31/05/21	3,399	168,703	167,863	168,241	
105 MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20/07/09	31/05/21	0,127	22,411	22,142	22,253	
106 MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04/10/10	-	-	141,096	143,839	144,216	
107 FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	27/05/20	0,583	157,511	159,220	159,487	
108 FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	14/12/15	31/05/21	130,593	5414,197	5251,119	5275,274	
109 TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND *	CGF	29/07/16	28/05/20	99,012	En liquidation	En liquidation	En liquidation	
110 FCP AMEN SELECTION	AMEN INVEST	04/07/17	02/06/21	1,594	89,960	90,805	90,232	
111 FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	12/11/18	31/05/21	105,254	4559,325	4561,477	4592,654	
112 FCP CEA BANQUE DE TUNISIE	SBT	11/02/19	22/04/21	0,227	10,240	10,396	10,409	
113 FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	28/05/21	5,728	168,487	169,085	169,653	
114 FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	16/05/16	24/05/21	106,138	10967,515	11001,991	10973,425	
FCP ACTIONS - VL QUOTIDIENNE								
115 FCP INNOVATION	STB FINANCE	20/01/15	31/05/21	2,806	124,018	121,503	121,563	

* FCP en liquidation suite à l'expiration de sa durée de vie

** FCP en liquidation anticipée

*** Initialement dénommé BNAC PROGRÈS FCP

BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER
 Immeuble CMF – Centre Urbain Nord
 Avenue Zohra Faiza, Tunis -1003
 Tél : (216) 71 947 062
 Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériés
 www.cmf.tn
 email : cmf@cmf.tn
 Le Président du CMF
M. Salah ESSAYEL

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance du public et des intermédiaires en bourse qu'à la suite de sa mise à jour par l'admission au marché principal de la cote de la bourse de la « Société Tunisienne d'Automobile -STA - » et l'ouverture au public du fonds commun de placement à risque bénéficiant d'une procédure allégée « FCPR MOURAFIK II », la liste des sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne s'établit comme suit :

**LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES
FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE***

**I.- SOCIETES ADMISES A LA COTE
Marché Principal**

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adwya SA	Route de la Marsa GP 9, Km 14, BP 658 -2070 La Marsa	71 778 555
2.Adv e-Technologies- AeTECH	29, Rue des Entrepreneurs – Charguia II -2035 Tunis-	71 940 094
3. Air Liquide Tunisie	37,rue des entrepreneurs, ZI La Charguia II -2035 Ariana-	70 164 600
4. Amen Bank	Avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 835 500
5. Automobile Réseau Tunisien et Services -ARTES-	39, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 841 100
6. Arab Tunisian Bank "ATB"	9, rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 351 155
7. Arab Tunisian Lease "ATL"	Ennour Building, Centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	70 135 000
8. Attijari Leasing	Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac-	71 862 122
9. Banque Attijari de Tunisie "Attijari bank"	24, Rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord - 1080 Tunis -	70 012 000
10. BH ASSURANCE	Immeuble Assurances Salim lot AFH BC5 Centre Urbain Nord -1003 Tunis	71 948 700
11. BH BANK	18, Avenue Mohamed V 1080 Tunis	71 126 000
12.BH Leasing	Rue Zohra Faiza-Immeuble BH Assurance, Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 700
13.Banque de Tunisie "BT"	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
14. Banque de Tunisie et des Emirats S.A "BTE"	Boulevard Beji Caid Essebsi -lot AFH- DC8, Centre Urbain Nord -1082 TUNIS-	71 112 000
15. Banque Internationale Arabe de Tunisie "BIAT"	70-72, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 340 733
16. Banque Nationale Agricole "BNA"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 831 200
17.Best Lease	54, Avenue Charles Nicolle Mutuelle ville -1002 Tunis-	71 799 011
18.Carthage Cement	Rue 8002, Espace Tunis Bloc H, 3 ^{ème} étage Montplaisir -1073 Tunis-	71 964 593
19.CEREALIS S.A	Immeuble Amir El Bouhaira, Appt.N°1, rue du Lac Turkana, Les Berges du Lac -1053 Tunis -	71 961 996
20.Cellcom	25, rue de l'Artisanat Charguia II-2035 Ariana-	71 941 444
21. City Cars	31, rue des Usines, Zone Industrielle Kheireddine -2015 La Goulette-	36 406 200
22. Compagnie d'Assurances et de Réassurances "ASTREE"	45, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 792 211
23. Compagnie Internationale de Leasing "CIL"	16, avenue Jean Jaurès -1000 Tunis-	71 336 655
24. Délice Holding	Immeuble le Dôme, rue Lac Léman, Les Berges du Lac - 1053 Tunis-	71 964 969
25.Electrostar	Boulevard de l'environnement Route de Naâssen 2013 Bir El Kassâa Ben Arous	71 396 222
26.Essoukna	46, rue Tarak Ibnou Zied Mutuelle ville - 1082 TUNIS -	71 843 511
27.EURO-CYCLES	Zone Industrielle Kalâa Kébira -4060 Sousse-	73 342 036
28. Générale Industrielle de Filtration - GIF -	Km 35, GP1- 8030 Grombalia -	72 255 844
29.Hannibal Lease S.A	Immeuble Hannibal Lease, Rue du Lac Lemane, Les Berges du Lac – Tunis-1053	71 139 400

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

30. L'Accumulateur Tunisien ASSAD	Rue de la Fonte Zone Industrielle Ben Arous BP. N°7 -2013 Ben Arous-	71 381 688
31. Les Ateliers Mécaniques du Sahel "AMS"	Rue Ibn Khaldoun BP. 63 - 4018 SOUSSE-	73 231 111
32. Les Ciments de Bizerte	Baie de Sebra BP 53 -7018 Bizerte-	72 510 988
33. Maghreb International Publicité « MIP »	Impasse Rue des Entrepreneurs, Z.I Charguia 2, BP 2035, Tunis.	31 327 317
34. Manufacture de Panneaux Bois du Sud -MPBS-	Route de Gabes, km 1.5 -3003 Sfax-	74 468 044
35. One Tech Holding	16 Rue des Entrepreneurs – Zone Industrielle la Charguia 2 – 2035 Ariana.	70 102 400
36. OFFICEPLAST	Z.I 2, Medjez El Bab B.P. 156 -9070 Tunis	78 564 155
37. Placements de Tunisie -SICAF-	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
38. Poulina Group Holding	GP1 Km 12 Ezzahra, Ben Arous	71 454 545
39. Société Atelier du Meuble Intérieurs	Z.I Sidi Daoud La Marsa - 2046 Tunis -	71 854 666
40. SMART TUNISIE S.A	9, Bis impasse n°3, rue 8612 Z.I, Charguia 1-2035 Tunis	71 115 600
41. SANIMED	Route de Gremda Km 10.5-BP 68 Markez Sahnoun -3012 Sfax -	74 658 777
42. SERVICOM	65, rue 8610 Z.I Charguia I - 2035 Tunis-	70 730 250
43. Société Chimique "ALKIMIA"	11, rue des Lilas -1082 TUNIS MAHRAJENE-	71 792 564
44. Société ENNAKL Automobiles	Z.I Charguia II BP 129 -1080 Tunis	70 836 570
45. Société d'Articles Hygiéniques Tunisie -Lilas-	5, rue 8610, Zone Industrielle – La Charguia 1-1080 Tunis-	71 809 222
46. Société d'Assurances et de Réassurances "MAGHREBIA"	Angle 64, rue de Palestine-22, rue du Royaume d'Arabie Saoudite -1002 TUNIS-	71 788 800
47. Société LAND'OR	Bir Jedid, 2054 Khelidia -Ben Arous-	71 366 666
48. Sté de Placement & de Dévelop. Industriel et Touristique -SPDIT SICAF-	Avenue de la Terre Zone Urbain Nord Charguia I -1080 Tunis-	71 189 200
49. Société des Industries Chimiques du Fluor "ICF"	6, rue Amine Al Abbassi 1002 Tunis Belvédère	71 789 733
50. Société des Industries Pharmaceutiques de Tunisie -SIPHAT-	Fondouk Choucha 2013 Ben Arous	71 381 222
51. Société de Production Agricole Teboulba -SOPAT SA-	Avenue du 23 janvier BP 19 -5080 Téoulba-	73 604 149
52. Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines "SOTRAPIL"	Boulevard de la Terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis	71 766 900
53. Société de Fabrication des Boissons de Tunisie "SFBT"	Boulevard de la Terre, Centre urbain nord -1080 Tunis-	71 189 200
54. Société Immobilière et de Participations "SIMPAR"	14, rue Masmouda, Mutuelleville -1082 TUNIS-	71 840 869
55. Société Immobilière Tuniso-Séoudienne "SITS"	Centre Urbain Nord, International City center, Tour des bureaux, 5 ^{ème} étage, bureau n°1-1082 Tunis-	70 728 728
56. Société Industrielle d'Appareillage et de Matériels Electriques SIAME-	Zone Industrielle -8030 GROMBALIA-	72 255 065
57. Société Moderne de Céramiques - SOMOCER -	Menzel Hayet 5033 Zaramdine Monastir TUNIS	73 410 416
58. Société Magasin Général "SMG"	28, rue Mustapha Kamel Attaturk 1001	71 126 800
59. Société Nouvelle Maison de la Ville de Tunis "SNMVT" (Monoprix)	1, rue Larbi Zarrouk BP 740 -2014 MEGRINE-	71 432 599
60. Société NEW BODY LINE	Avenue Ali Balhaouane -5199 Mahdia –	73 680 435
61. Société Tawasol Group Holding « TAWASOL »	20, rue des entrepreneurs Charguia II -2035 Tunis-	71 940 389
62. Société Tunisienne d'Automobiles « STA »	Z.I Borj Ghorbel, la nouvelle médina -2096 Ben Arous-	31 390 290
63. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances "STAR"	Square avenue de Paris -1025 TUNIS-	71 340 866
64. Société Tunisienne de Banque "STB"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 340 477
65. Société Tunisienne de l'Air "TUNISAIR"	Boulevard Mohamed BOUAZIZI -2035 Tunis Carthage-	70 837 000
66. Société Tunisienne de l'Industrie Pneumatique -STIP-	Centre Urbain Nord Boulevard de la Terre 1003 Tunis El Khadra	71 230 400

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

67. société Tunisienne Industrielle du Papier et du Carton - SOTIPAPIER-	13, rue Ibn Abi Dhiyf, Zone Industrielle de Saint Gobain, Megrine Riadh - 2014 Tunis -	71 434 957
68. Société Tunisienne d'Email –SOTEMAIL-	Route de Sfax Menzel el Hayet -5033 Monastir-	73 410 416
69. Société Tunisienne d'Entreprises de Télécommunications "SOTETEL"	Rue des entrepreneurs ZI Charguia II, BP 640 - 1080 TUNIS-	71 713 100
70. Société Tunisienne des Marchés de Gros "SOTUMAG"	Route de Naâssen, Bir Kassaa -BEN AROUS-	71 384 200
71. Société Tunisienne de Réassurance "Tunis Re"	12 Avenue du Japon- Montplaisir BP 29 - Tunis 1073-	71 904 911
72. Société Tunisienne de Verreries "SOTUVER"	Nelle Z.I 1111 Djebel El Oust K 21 Route de Zaghouan BP n° 48	72 640 650
73. Telnet Holding	Immeuble Ennour –Centre Urbain Nord -1082 Tunis-	71 706 922
74. Tunisie Leasing et Factoring	Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 132 000
75. Tunisie Profilés Aluminium " TPR"	Rue des Usines, ZI Sidi Rézig, Mégrine -2033 Tunis-	71 433 299
76. TUNINVEST SICAR	Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 800
77. Universal Auto Distributors Holding -UADH-	62, avenue de Carthage -1000 Tunis-	71 354 366
78. Union Bancaire pour le Commerce & l'Industrie "UBCI"	139, avenue de la Liberté -1002 TUNIS-	71 842 000
79. Unité de Fabrication de Médicaments –UNIMED-	Zone Industrielle de Kalaa Kébira -4060 Sousse-	73 342 669
80. Union Internationale de Banques "UIB"	65, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 120 392
81. Wifack International Bank SA- WIFAK BANK-	Avenue Habib Bourguiba –Médenine 4100 BP 356	75 643 000

II.- SOCIETES ET ORGANISMES NON ADMIS A LA COTE

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1. Al Baraka Bank Tunisia (EX BEST-Bank)	90, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 790 000
2. Alubaf International Bank –AIB -	Avenue de la Bourse, les Berges du Lac- 1053 Tunis-	70 015 600
3. AL KHOUTAF ONDULE	Route de Tunis Km 13 –Sidi Salah 3091 SFAX	74 273 069
4. Arab Banking Corporation -Tunisie- "ABC-Tunisie"	ABC Building, rue du Lac d'Annecy -1053 Les Berges du Lac-	71 861 861
5. BTK Leasing	11, rue Hédi Noura, 8ème étage -1001 TUNIS-	70 241 402
6. Arije El Médina	3, Rue El Ksar, Imp1, 3 ^{ème} étage, BP 95, - 3079 Sfax -	
7. Assurances BIAT	Immeuble Assurance BIAT - Les Jardins du Lac-Lac II	30 300 100
8. Assurances Maghrébia Vie	24, rue du royaume d'Arabie Saoudite 1002 Tunis	71 155 700
9. Assurances Multirisques Ittihad S.A -AMI Assurances -	Cité Les Pins, Les Berges du Lac II -Tunis-	70 026 000
10. Banque de Coopération du Maghreb Arabe "BCMA"	Ministère du domaine de l'Etat et des Affaires foncières, 19, avenue de paris -1000 Tunis -	
11. Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises - BFPME-	34, rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord -1004 El Menzah IV-	70 102 200
12. Banque Franco-Tunisienne "BFT"	Rue Aboubakr Echahid – Cité Ennacim Montplaisir -1002 TUNIS-	71 903 505
13. Banque Tunisienne de Solidarité "BTS"	56, avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 844 040
14. Banque Tuniso-Koweïtienne	10bis, avenue Mohamed V, B.P.49 -1001 TUNIS-	71 340 000
15. Banque Tuniso-Lybiennne « BTL »	25, avenue Kheireddine Pacha, B.P. 102 -1002 TUNIS-	71 781 500
16. Banque Zitouna	2, Boulevard Qualité de la Vie -2015 Kram-	71 164 000
17. Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE"	Immeuble Carte, Lot BC4- Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 000
18. Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE VIE "	Immeuble Carte, Entrée B- Lot BC4-Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 160
19. Caisse Tunisienne d'Assurance Mutuelle Agricole "CTAMA"	6, avenue Habib Thameur -1069 TUNIS-	71 340 916
20. Compagnie d'Assurances Vie et de Capitalisation "HAYETT"	Immeuble COMAR, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 333 400
21. Compagnie Nouvelle d'Assurance "Attijari Assurance"	Angle rue Winnipeg et Annecy, les Berges du lac	71 141 420

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

22. Cie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances "COMAR"	26, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 340 899
23. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur "COTUNACE"	Rue Borjine (ex 8006), Montplaisir -1073 TUNIS	71 90 86 00
24. Comptoir National du Plastique	Route de Tunis, km 6,5 AKOUDA	73 343 200
25. Comptoir National Tunisien "CNT"	Route de Gabès Km 1,5, Cité des Martyrs -3003 SFAX-	74 467 500
26. Citi Bank	55, avenue Jugurtha -1002 TUNIS-	71 782 056
27. Evolution Economique	Route de Monastir -4018 SOUSSE-	73 227 233
28. ELBENE INDUSTRIE SA	Centrale Laitière de Sidi Bou Ali -4040 SOUSSE-	36 409 221
29. Groupe des Assurances de Tunisie "GAT"	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	31 350 000
30. International Tourism Investment "ITI SICAF"	9, rue Ibn Hamdiss Esskelli, El Menzah I - 1004 Tunis -	71 235 701
31. La Tunisienne des Assurances Takaful « At-Takâfoulia »	15, rue de Jérusalem 1002-Tunis Belvédère	31 331 800
32. Loan and Investment Co	Avenue Ouled Haffouz, Complexe El Mechtel, Tunis	71 790 255
33. Meublatex	Route de Tunis -4011 HAMMAM SOUSSE-	73 308 777
34. North Africa International Bank -NAIB -	Avenue Kheireddine Pacha Taksim Ennasim -1002 Tunis	71 950 800
35. Palm Beach Palace Jerba	Avenue Farhat Hached, BP 383 Houmt Souk -4128 DJERBA-	75 653 621
36. Plaza SICAF	Rue 8610 - Z.I. -2035 CHARGUIA-	71 797 433
37. Safety Distribution	Résidence El Fel, Rue Hédi Nouira Aiana	71 810 750
38. Société Al Majed Investissement SA	Avenue de la Livre Les Berges du Lac II -153 Tunis-	71 196 950
39. Société ALMAJED SANTE	Avenue Habib Bourguiba - 9100 Sidi Bouzid -	36 010 101
40. Société Al Jazira de Transport & de Tourisme	Centre d'animation et de Loisir Aljazira- Plage Sidi Mahrez Djerba-	75 657 300
41. Société Agro Technologies « AGROTECH »	Cité Jugurtha Bloc A, App n°4, 2 ^{ème} étage Sidi Daoud La Marsa	
42. Société Africaine Distribution Autocar -ADA-	Route El Fejja km2 El Mornaguia –1153 Manouba-	71 550 711
43. Société Carthage Médical - Centre International Carthage Médical-	Zone Touristique, Jinen El Ouest Dkhila -5000 Monastir-	73 524 000
44. Société Commerciale Import-Export du Gouvernorat de Nabeul « El Karama »	63, Avenue Bir Challouf -8000 Nabeul-	72 285 330
45. Société d'Engrais et de Produits Chimiques de Mégrine " SEPCM "	20, Avenue Taïb Mhiri 2014 Mégrine Riadh	71 433 318
46. Société de Commercialisation des Textiles « SOCOTEX »	5, bis Rue Charles de Gaulle -1000 Tunis-	71 237 186
47. Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK"	Siège de l'Office de Développement du Centre Ouest Rue Suffeitula, Ezzouhour -1200 KASSERINE-	77 478 680
48. Société de Développement et d'Investissement du Sud "SODIS-SICAR"	Immeuble Ettanmia -4119 MEDENINE-	75 642 628
49. Société de Développement & d'Investissement du Nord-Ouest "SODINO SICAR"	Avenue Taïb M'hiri –Batiment Société de la Foire de Siliana - 6100 SILIANA-	78 873 085
50. Société de Fabrication de Matériel Médical « SOFAMM »	Zone Industrielle El Mahres -3060 SFAX-	74 291 486
51. Société de Mise en Valeur des Iles de Kerkennah "SOMVIK"	Zone Touristique Sidi Frej -3070 Kerkennah-	74 486 858
52. Société de Promotion Immobilière & Commerciale " SPRIC "	5, avenue Tahar Ben Ammar EL Manar -2092 Tunis-	71 884 120
53. Société de services des Huileries	Route Menzel Chaker Km 3 Immeuble Salem 1 ^{er} étage app n°13-3013 Sfax-	74 624 424
54. Société des Aghlabites de Boissons et Confiseries " SOBOCO "	Rue de Métal Z. I. Ariana BP 303 -1080 TUNIS-	70 837 332
55. Société des Produits Pharmaceutique « SO.PRO.PHA »	Avenue Majida Bouleila –Sfax El Jadida-	74 401 510
56. Société de Tourisme Amel " Hôtel Panorama"	Boulevard Taïb M'hiri 4000 Sousse	73 228 156
57. Société de Transport du Sahel	Avenue Léopold Senghor -4001 Sousse-	73 221 910
58. Société Touristique TOUR KHALAF	Route Touristique -4051 Sousse-	73 241 844

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

59. Société HELA d'Electro-ménagers & de Confort -BATAM-	Rue Habib Maazoun, Im. Taparura n° 46-49 -3000 SFAX-	73 221 910
60.Société Gabesienne d'Emballage "SOGEMBAL"	GP 1 , km 14, Aouinet -GABES-	75 238 353
61. Société Groupe GMT « GMT »	Avenue de la liberté Zaghouan -1100 Tunis-	72 675 998
62.Société Immobilière & Touristique de Nabeul "SITNA"	Hôtel Nabeul Beach, BP 194 -8000 NABEUL-	72 286 111
63.Société Hôtelière & Touristique "le Marabout"	Boulevard 7 Novembre -Sousse-	73 226 245
64.Société Hôtelière & Touristique Syphax	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
65.Société Hôtelière KURIAT Palace	Hôtel KURIAT Palace Zone Touristique 5000 Skanés Monastir	73 521 200
66.Société Hôtelière Touristique & Balnéaire MARHABA	Route touristique -4000 SOUSSE -	73 242 170
67.Société Industrielle de l'Enveloppe et de Cartonnage "EL KHOUTAF"	Route de Gabès Km 1.5-3003 BP.E Safax	74 468 190
68.Société Industrielle de Textile "SITEX"	Avenue Habib Bourguiba -KSAR HELLAL-	73 455 267
69.Société Industrielle d'Ouvrage en Caoutchouc "SIOC"	Route de Gabès, Km 3,5, BP 362 -3018 SFAX-	74 677 072
70.Société Industrielle Oléicole Sfaxienne "SIOS ZITEX"	Route de Gabès, Km 2 -3003 SFAX-	74 468 326
71.Société LLOYD Vie	Avenue Tahar Haddad -1053 Les Berges du Lac-	71 963 293
72.Société Marja de Développement de l'Elevage "SMADEA"	Marja I, BP 117 -8170 BOU SALEM-	78 638 499
73. Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux International « SONEDE International »	Avenue Slimane Ben Slimane El Manar II- Tunis 2092-	71 887 000
74.Société Plasticum Tunisie	Z.I Innopark 8 & 9 El Agba -2087 Tunis-	71 646 360
75.Société Régionale de Transport du Gouvernorat de Nabeul "SRTGN"	Avenue Habib Thameur -8 000 NABEUL-	72 285 443
76.Société Régionale d'Importation et d'Exportation « SORIMEX »	Avenue des Martyrs -3000 SFAX-	74 298 838
77.Société Régionale Immobilière & Touristique de Sfax "SORITS "	Rue Habib Mâazoun, Imm. El Manar, Entrée D, 2ème entresol -3000 SFAX-	74 223 483
78.Société STEG International Services	Résidence du Parc, les Jardins de Carthage, 2046 Les Berges du Lac. Tunis	70 247 800
79.Société Touristique et Balnéaire "Hôtel Houria"	Port El Kantaoui 4011 Hammam Sousse	73 348 250
80.Société Touristique du Cap Bon "STCB"	Hôtel Riadh, avenue Mongi Slim -8000 NABEUL-	72 285 346
81.Société Touristique SANGHO Zarzis	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
82.Société Tunisienne d'Assurances "LLOYD Tunisien"	Avenue Tahar Haddad les Berges du Lac -1053 TUNIS-	71 962 777
83.Société Tunisienne d'Assurance Takaful –El Amana Takaful-	13, rue Borjine, Montplaisir -1073	70 015 151
84.GAT Vie	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 843 900
85.Société Tunisienne de l'Industrie Laitière "STIL"- En Liquidation -	Escalier A Bureau n°215, 2ème étage Ariana Center -2080 ARIANA-	71 231 172
86.Société Tunisienne d'Habillement Populaire	8, rue El Moez El Menzah -1004 TUNIS-	71 755 543
87.Société Tunisienne d'Industrie Automobile "STIA"	Rue Taha Houcine Khezama Est -4000 Sousse-	
88.Société Tunisienne des Arts Graphiques "STAG"	19, rue de l'Usine Z.I Aéroport -2080 ARIANA-	71 940 191
89. Société Tunisienne de Siderurgie « EL FOULADH »	Route de Tunis Km 3, 7050 Menzel Bourguiba, BP 23-24 7050 Menzel Bourguiba	72 473 222
90.Société Tunisienne du Sucre "STS"	Avenue Tahar Haddad -9018 BEJA-	78 454 768
91.Société UNION DE FACTORING	Building Ennour - Centre Urbain Nord- 1004 TUNIS	71 246 200
92.SYPHAX airlines	Aéroport International de Sfax BP Thyna BP 1119 - 3018 Sfax-	74 682 400
93.Tunisian Foreign Bank –TFB-	Angle Avenue Mohamed V et rue 8006, Montplaisir -1002 Tunis-	71 950 100
94.Tunisian Saudi Bank -TSB-	32, rue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 243 000
95. Tunis International Bank –TIB-	18, Avenue des Etats Unis, Tunis	71 782 411

96. QATAR NATIONAL BANK –TUNISIA-	Rue Cité des Sciences Centre Urbain Nord - B.P. 320 -1080 TUNIS-	36 005 000
97. Tyna Travaux	Route Gremda Km 0,5 Immeuble Phinicia Bloc « G » 1 ^{er} étage étage, App N°3 -3027 Sfax-	74 403 609
98. UIB Assurances	Rue du Lac Turkana –Les berges du Lac -1053 Tunis-	
99. Zitouna Takaful	Rue du Travail, immeuble Tej El Molk, Bloc B, 1 ^{er} étage, ZI Khair-Eddine –Le Kram-	71 971 370

III. ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

LISTE DES SICAV ET FCP

	OPCVM	Catégorie	Type	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	AL AMANAH PRUDENCE FCP (1)	MIXTE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte- Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
2	AL HIFADH SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
3	AMEN ALLIANCE SICAV	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
4	AMEN PREMIÈRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
5	AMEN TRESOR SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
6	ARABIA SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS - AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
7	ATTIJARI FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
8	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
9	ATTIJARI FCP OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
10	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
11	FCP PROGRÈS OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX - BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
12	CAP OBLIG SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCES -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
13	CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte- Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
14	CGF TUNISIE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte- Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
15	FCP AFEK CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
16	FCP AL IMTIEZ	MIXTE	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
17	FCP AMEN CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
18	FCP AMEN SELECTION	MIXTE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
19	FCP AXIS AAA	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
20	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

21	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
22	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
23	FCP BH CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis
24	FCP BIAT- CEA PNT TUNISAIR	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis
25	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis
26	FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis
27	FCP BNA CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX - BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
28	FCP CEA BANQUE DE TUNISIE	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis
29	FCP CEA MAXULA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
30	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
31	FCP HAYETT MODERATION	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
32	FCP HAYETT PLENITUDE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
33	FCP HAYETT VITALITE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
34	FCP HÉLION ACTIONS DEFENSIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
35	FCP HÉLION ACTIONS PROACTIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
36	FCP HÉLION MONEO	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
37	FCP HÉLION SEPTIM	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
38	FCP ILBOURSA CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
39	FCP INNOVATION	ACTIONS	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
40	FCP IRADETT 50	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS - AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
41	FCP IRADETT CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS - AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
42	FCP KOUNOUZ	MIXTE	CAPITALISATION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT- TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
43	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex
44	FCP MAGHREBIA MODERE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex
45	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex
46	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex
47	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
48	FCP MOUASSASSETT	MIXTE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

				AFC-	Tunis
49	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
50	FCP OPTIMA	MIXTE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX - BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
51	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte- Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
52	FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
53	FCP SALAMETT CAP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS - AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
54	FCP SALAMETT PLUS	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS - AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
55	FCP SECURITE	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX - BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
56	FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
57	FCP VALEURS AL KAOUTHER	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
58	FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
59	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
60	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
61	FCP VALEURS MIXTES	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
62	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	MIXTE	DISTRIBUTION	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	Rue du Lac Léman, Immeuble Nawrez, Bloc C, Appartement C21, Les Berges du Lac-1053 Tunis
63	FCP Wafa OBLIGATAIRE CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	LA TUNISO-SEOUIDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
64	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
65	FIDELITY SICAV PLUS	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
66	FINACORP OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	FINANCE ET INVESTISSEMENT IN NORTH AFRICA - FINACORP-	Rue du Lac Loch Ness (Angle de la rue du Lac Windermere) - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
67	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UIB FINANCE	Rue du Lac Turkana- Immeuble les Reflets du Lac - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
68	LA GENERALE OBLIG-SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT -CGI-	10, Rue Pierre de Coubertin - 1001 Tunis
69	MAC AL HOUDA FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
70	MAC CROISSANCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
71	MAC ÉPARGNANT FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
72	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
73	MAC EQUILIBRE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

74	MAC HORIZON 2022 FCP	MIXTE	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
75	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar-1002 Tunis Belvédère
76	MAXULA PLACEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
77	MCP CEA FUND	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
78	MCP EQUITY FUND	MIXTE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
79	MCP SAFE FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
80	MILLENIU OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte- Immeuble Lira- Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
81	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX - BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
82	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis
83	SANADETT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS - AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
84	SICAV AMEN	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
85	SICAV AVENIR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
86	SICAV AXIS TRÉSORERIE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
87	SICAV BH CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis
88	SICAV BH OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis
89	SICAV BNA	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX - BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
90	SICAV CROISSANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis
91	SICAV ENTREPRISE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
92	SICAV L'ÉPARGNANT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
93	SICAV L'ÉPARGNE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
94	SICAV L'INVESTISSEUR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
95	SICAV OPPORTUNITY	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis
96	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis
97	SICAV PLUS	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
98	SICAV PROSPERITY	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis
99	SICAV RENDEMENT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis
100	SICAV SECURITY	MIXTE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCES -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène

101	SICAV TRESOR	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis
102	STB EVOLUTIF FCP	MIXTE	CAPITALISATION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis
103	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar-1002 Tunis Belvédère
104	TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND (2)	MIXTE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
105	TUNISIAN PRUDENCE FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac-1053 Tunis
106	TUNISIE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
107	TUNISO-EMIRATIE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AUTO GEREE	5 bis, rue Mohamed Badra 1002 Tunis
108	UBCI-FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
109	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	ACTIONS	CAPITALISATION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
110	UGFS BONDS FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac-1053 Tunis
111	UGFS ISLAMIC FUND	MIXTE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac-1053 Tunis
112	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
113	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
114	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba-1000 Tunis
115	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	10 bis, Avenue Mohamed V-Immeuble BTK-1001 Tunis

(1) FCP en liquidation anticipée

(2) FCP en liquidation suite à l'expiration de sa durée de vie

LISTE DES FCC

	FCC	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	FCC BIAT CREDIMMO 1	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II-1053 Tunis
2	FCC BIAT CREDIMMO 2	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II-1053 Tunis

LISTE DES FONDS D'AMORÇAGE

		Gestionnaire	Adresse
1	PHENICIA SEED FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
2	SOCIAL BUSINESS	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
3	CAPITALEASE SEED FUND 2	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
4	ANAVA SEED FUND	FLAT6LABS Tunisia	15, Avenue de Carthage, Tunis
5	CAPITAL'ACT SEED FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
6	START UP MAXULA SEED FUND	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis

LISTE DES FCPR

		Gestionnaire	Adresse
1	ATID FUND I	ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT (A.T.I.D Co)	B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
2	FIDELIUM ESSOR	FIDELIUM FINANCE	Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax
3	FCPR CIOK	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
4	FCPR GCT	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
5	FCPR GCT II	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
6	FCPR GCT III	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
7	FCPR GCT IV	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
8	FCPR ONAS	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
9	FCPR ONP	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
10	FCPR SNCPA	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
11	FCPR SONEDE	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
12	FCPR STEG	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
13	FCPR-TAAHIL INVEST	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
14	FRPR IN'TECH	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
15	FCPR-CB	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
16	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
17	FCPR MAX-ESPOIR	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
18	FCPR AMENCAPITAL 1	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
19	FCPR AMENCAPITAL 2	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
20	FCPR THEEMAR INVESTMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
21	FCPR TUNINVEST CROISSANCE	TUNINVEST GESTION FINANCIÈRE	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
22	FCPR SWING	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis

DERNIERE MISE A JOUR DU 17/03/2022

23	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND II	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
24	FCPR PHENICIA FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 & 10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
25	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	CDC GESTION	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
26	FCPR AMENCAPITAL 3	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
27	FCPR INTILAQ FOR GROWTH	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
28	FCPR INTILAQ FOR EXCELLENCE	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
29	FCPR FONDS CDC CROISSANCE 1	CDC GESTION	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
30	FCPR MAXULA CROISSANCE ENTREPRISES	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
31	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND III	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
32	FCPR AFRICAMEN	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
33	FCPR AZIMUTS	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi, Mutuelleville, 1002-Tunis
34	TUNISIA AQUACULTURE FUND	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 -Tunis
35	FCPR MAXULA JASMIN	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 -Tunis
36	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL II	CDC GESTION	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
37	FCPR ESSOR FUND	STB MANAGER	Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, 1004-EI Menzah IV
38	FCPR PHENICIA FUND II	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 & 10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
39	MAXULA JASMIN PMN	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
40	FCPR ZITOUNA MOUCHARAKA I	ZITOUNA CAPITAL	Rue de la feuille d'érable, Cité les Pins, Résidence des Ambassadeurs, Bloc A, 4 ^{ème} étage, Les Berges du Lac 2, 1053-Tunis
41	FCPR AMENCAPITAL 4	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
42	FCPR SWING 2	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi, Mutuelleville, 1002-Tunis
43	FCPR GAT PRIVATE EQUITY 1	GAT INVESTISSEMENT	92-94, Avenue Hédi Chaker, Belvédère, 1002-Tunis
44	STB GROWTH FUND	STB MANAGER	Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, 1004-EI Menzah IV
45	FCPR MOURAFIK	ZITOUNA CAPITAL	Rue de la feuille d'érable, Cité les Pins, Résidence des Ambassadeurs, Bloc A, 4 ^{ème} étage, Les Berges du Lac 2, 1053-Tunis
46	FCPR INKADH	MAC PRIVATE MANAGEMENT	Immeuble Green Center, Bloc D, 2ème étage, Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
47	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND IV - MUSANADA	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
48	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND IV – MUSANADA II	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
49	FCPR ZITOUNA MOUCHARAKA II	ZITOUNA CAPITAL	Rue de la feuille d'érable, Cité les Pins, Résidence des Ambassadeurs, Bloc A, 4 ^{ème} étage, Les Berges du Lac 2, 1053-Tunis
50	FCPR BYRSA FUND I	DIDO CAPITAL PARTNERS	Avenue Neptune, Immeuble la Percée Verte, Bloc B, 5ème étage, Appartement B5.2, Les Jardins De Carthage, 1090-Tunis
51	FCPR TANMYA	MAC PRIVATE MANAGEMENT	Immeuble Green Center, Bloc D, 2ème étage, Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
52	FCPR MOURAFIK II	ZITOUNA CAPITAL	Rue de la feuille d'érable, Cité les Pins, Résidence des Ambassadeurs, Bloc A, 4 ^{ème} étage, Les Berges du Lac 2, 1053-Tunis

LISTE DES FONDS DE FONDS

		Gestionnaire	Adresse
1	FONDS DE FONDS ANAVA	SMART CAPITAL	Immeuble SAPHIR, Bloc A, 1er étage, Avenue du dinar, Les berges du lac II, 1053- Tunis.

LISTE DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPÉCIALISÉS

		Gestionnaire	Adresse
1	FIS INNOVATECH	SMART CAPITAL	Immeuble SAPHIR, Bloc A, 1er étage, Avenue du dinar, Les berges du lac II, 1053- Tunis.
2	FIS 216 CAPITAL FUND I	216 CAPITAL VENTURES	Immeuble Carte, Lot BC4, Centre Urbain Nord, 1082-Tunis

** Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative. Les sociétés ne figurant pas sur cette liste et qui répondent à l'un des critères énoncés par l'article 1er de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 peuvent se faire opposer le caractère de sociétés faisant appel public à l'épargne.*

FCP BNA CAPITALISATION

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos au 31 décembre 2021

1. Rapport sur l'audit des états financiers

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée et en application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif promulgué par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001, nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds Commun de Placement « FCP BNA CAPITALISATION », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour la période close à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du « FCP BNA CAPITALISATION » au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière et des variations de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du « FCP BNA CAPITALISATION » conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Gestionnaire du « FCP BNA CAPITALISATION ». Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du « FCP BNA CAPITALISATION » dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité du Gestionnaire et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Gestionnaire est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultant de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est aux responsables de la gouvernance qu'il incombe d'évaluer la capacité du « FCP BNA CAPITALISATION » à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité de l'exploitation, sauf si les responsables de la gouvernance ont l'intention de liquider le « FCP BNA CAPITALISATION » ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux. Il incombe au Gestionnaire de surveiller le processus d'information financière du « FCP BNA CAPITALISATION ».

Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une description plus détaillée des responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers se trouve sur le site Web de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, à www.oect.org.tn. Cette description fait partie du présent rapport de l'auditeur.

2. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du « FCP BNA CAPITALISATION ».

À ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience, incombe au Gestionnaire.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne du « FCP BNA CAPITALISATION ».

Vérifications spécifiques

Nous attirons votre attention sur le point suivant:

- Les emplois en liquidité et quasi liquidité représentent 23.09% de l'actif total au 31 décembre 2021. Cette proportion est en dépassement du maximum de 20% prévu par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001.

Tunis, le 16 février 2022
Le commissaire aux comptes :
ARBIA RIAHI

BILAN

Exercice clos le 31 décembre 2021

(Unité en dinars)

ACTIF	Note	31/12/2021	31/12/2020
AC1- Portefeuille titres	3.1	60 430 042,215	35 672 381,009
AC1-A Actions, valeurs assimilées et droit rattachés		3 620 048,000	3 611 820,000
AC1-B Obligations		33 728 446,417	28 436 171,968
AC-D Emprunts d'Etat		23 081 547,798	3 624 389,041
AC2- Placements monétaires et disponibilités	3.2	25 278 187,658	45 288 584,088
AC2- A Certificat de dépôt		5 489 392,358	26 981 208,970
AC2-B Disponibilités		202 666,533	2 978,099
AC2-C Placement à terme		19 586 128,767	18 304 397,019
AC3-Créances d'exploitation	3.3	497,535	39 243,057
TOTAL ACTIF		85 708 727,408	81 000 208,154
<u>PASSIF</u>			
PA1-Opérateurs créditeurs	3.4	385 699,698	303 460,594
PA2-Autres créditeurs divers	3.5	53 237,769	198 246,232
TOTAL PASSIF		438 937,467	501 706,826
<u>ACTIF NET</u>			
CP1-Capital	3.6	80 661 763,857	75 949 609,172
CP2-Sommes distribuables			
b-Sommes distribuables de l'exercice	3.7	4 608 026,084	4 548 892,156
ACTIF NET		85 269 789,941	80 498 501,328
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		85 708 727,408	81 000 208,154

ETAT DE RESULTAT
Exercice clos le 31 décembre 2021
(Unité en dinars)

	Note	31/12/2021	31/12/2020
PR1-Revenus du portefeuille titres	3.8	3 260 089,340	1 130 245,512
a-Revenus des actions et valeurs assimilées		179 418,000	48 985,600
b-Revenus des obligations et valeurs assimilées		2 886 941,910	997 628,131
c-Revenus des emprunts d'Etat et des valeurs assimilées		193 729,430	83 631,781
PR2-Revenus des placements monétaires	3.9	2 384 887,424	2 942 320,635
a-Revenus des bons de trésor et des placements à terme		1 715 105,412	2 175 747,557
b-Revenus des certificats de dépôts		665 284,028	762 480,268
c-Revenus des comptes de dépôts		4 497,984	4 092,810
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		5 644 976,764	4 072 566,147
CH1-A Charges de gestion des placements	3.10	917 890,501	672 497,858
REVENU NET DES PLACEMENTS		4 727 086,263	3 400 068,289
CH2-Autres charges	3.11	89 467,444	67 488,778
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 637 618,819	3 332 579,511
PR4-Régularisation du résultat d'exploitation		-29 592,735	1 216 312,645
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		4 608 026,084	4 548 892,156
PR4-Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		29 592,735	-1 216 312,645
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		-22 261,186	54 247,696
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres		0,000	182 907,000
Frais de négociation de titres		-2,120	-66,080
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		4 615 355,513	3 569 668,127

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

Exercice clos le 31 décembre 2021

(Unité en dinars)

	31/12/2021	31/12/2020
<u>AN1-VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION</u>	<u>4 615 355,513</u>	<u>3 569 668,127</u>
a-Résultat d'exploitation	4 637 618,819	3 332 579,511
b-Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	-22 261,186	54 247,696
c-Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	0,000	182 907,000
d-Frais de négociation de titres	-2,120	-66,080
<u>AN3-TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL</u>	<u>155 933,100</u>	<u>49 644 260,896</u>
a-Souscriptions	79 290 966,258	136 256 762,038
Capital	46 345 300,000	84 215 300,000
Régularisation des sommes non distribuables de l'exercice	30 819 197,879	47 812 655,925
Régularisation des sommes distribuables	2 126 468,379	4 228 806,113
b-Rachats	-79 135 033,158	-86 612 501,142
Capital	-46 235 800,000	-53 303 500,000
Régularisation des sommes non distribuables	-30 743 172,044	-30 296 507,674
Régularisation des sommes distribuables	-2 156 061,114	-3 012 493,468
VARIATION DE L'ACTIF NET	4 771 288,613	53 213 929,023
AN4-ACTIF NET		
a-en début d'exercice	80 498 501,328	27 284 572,305
b-en fin d'exercice	85 269 789,941	80 498 501,328
AN5-NOMBRE DE PARTS		
a-en début d'exercice	483 354	174 236
b-en fin d'exercice	484 449	483 354
VALEUR LIQUIDATIVE	176,014	166,542
a-En début d'exercice	166,541	156,595
b-Fin d'exercice	176,014	166,541
TAUX DE RENDEMENT	5,69%	6,35%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2021

FCP BNA CAPITALISATION

Présentation du Fonds Commun de Placement « FCP BNA CAPITALISATION »

"FCP BNA CAPITALISATION" initialement dénommé « BNAC CONFIANCE FCP », est un Fonds commun de Placement de catégorie obligataire dont l'objet est la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par l'utilisation de ses fonds, régi par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des Organismes de Placement Collectif et ayant obtenu l'agrément du Conseil du Marché Financier en date du 28/06/2006.

Étant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, « FCP BNA CAPITALISATION » se trouve hors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'il encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

Toutefois, les revenus provenant des dépôts à terme dans les comptes ouverts auprès des banques et de tout produit financier similaire, dont le taux de rémunération est supérieur au taux moyen du marché monétaire du mois de janvier diminué d'un point, ont subi durant la période allant du 10 juin au 31 décembre 2020, une retenue à la source libératoire de 35%. Ceci a été pratiqué en application des dispositions du Décret-loi du Chef du Gouvernement n° 2020-30 du 10 juin 2020, portant des mesures pour la consolidation des assises de la solidarité nationale et le soutien des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la propagation du Coronavirus « Covid-19 ».

La gestion du FCP est confiée à « BNA-CAPITAUX » qui agit pour le compte des porteurs des parts.

Le dépositaire exclusif des actifs du FCP est la Banque « BNA ».

Les distributeurs du FCP sont la « BNA » et « BNA-CAPITAUX ».

Le mode d'affectation des résultats du FCP a été modifié de distribution à capitalisation, par conséquent, les sommes distribuables ne sont plus distribuées et sont intégralement capitalisées et ce à compter de l'exercice 2018.

Suite à l'obtention de l'agrément du CMF de changement de la dénomination n°16-2018 du 19 septembre 2018, la dénomination du fonds est passée de « BNAC CONFIANCE FCP » à « FCP BNA CAPITALISATION ».

« BNA-CAPITAUX », intermédiaire en bourse, en sa qualité de gestionnaire de « BNAC CONFIANCE FCP » a obtenu l'agrément du CMF n°17-2018 du 19 septembre 2018 pour le changement de la catégorie dudit fonds de FCP mixte à FCP obligataire.

A partir du 2 janvier 2019, « BNAC CONFIANCE FCP » devient un FCP obligataire destiné à des investisseurs prudents, et investi de la manière suivante :

- Dans une proportion d'au moins 50% et maximum 80% de l'actif en :
 - Bons du Trésor Assimilables et emprunts garantis par l'Etat ;
 - Emprunts obligataires ayant fait l'objet d'émissions par appel public à l'épargne.
- Dans une proportion n'excédant pas 30% de l'actif en :
 - Valeurs mobilières représentant des titres de créances à court terme émis par l'Etat.
 - Valeurs mobilières représentant des titres de créances négociables sur les marchés relevant de la Banque Centrale de Tunisie.
- Dans une proportion n'excédant pas 5% de l'actif net en titres d'OPCVM Obligataires.
- Dans une proportion de 20% de l'actif en liquidités et quasi-liquidités.

Note n°1 : Référentiel d'élaboration des états financiers du « FCP BNA CAPITALISATION »

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2020 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie et selon les dispositions du Système Comptable des Entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, soit notamment les normes comptables : NCT16 «Présentation des états financiers des OPCVM » et NCT17 « Traitement du portefeuille titres et des autres opérations effectuées par les OPCVM.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Note n°2 : Principes comptables appliqués

Les états financiers du« FCP BNA CAPITALISATION » arrêtés au 31 décembre 2021 se composent de :

- Un bilan
- Un état de résultat
- Un état de variation de l'actif net, et
- Des notes aux états financiers.

Ils sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations, et valeurs assimilées et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2.2 Evaluation des obligations et valeurs assimilées

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- à la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- à la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31/12/2021, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations du fonds « FCP BNA CAPITALISATION » figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le procès-verbal de la réunion tenue le 29 août 2017 à l'initiative du

Ministère des Finances en présence des différentes parties prenantes, les Bons du Trésor Assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31 décembre 2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres) ;
- À la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1er janvier 2018.

Signalons, enfin, que le portefeuille-titres du « FCP BNA CAPITALISATION » ne comporte pas, au 31 décembre 2021, de BTA « Juillet 2032 » ni de Bons du Trésor Assimilables émis à compter du 1er janvier 2018.

2.3 Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont constitués de titres d'OPCVM et sont évalués à leur valeur liquidative, à la date d'arrêté.

La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

2.4 Evaluation des placements monétaires

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

2.5 Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable.

La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Note n°3 : Notes sur les éléments du bilan et de l'état de résultat

3.1 Note sur le portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2021 à 60 430 042,215 dinars contre un solde de 35 672 381,009 dinars au 31 décembre 2020 et il se détaille ainsi :

Désignation du titre	Nombre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2021	% de l'actif	% de l'actif net
<u>Emprunts de sociétés</u>		32 391 900,000	33 728 446,417	39,35%	37,99%
AB SUB 2020-03 9.2% CAT B	60 000	6 000 000,000	6 390 785,754	7,46%	7,04%
AB SUB 2021-01 TMM+2.7% CAT A	20 000	2 000 000,000	2 096 318,773	2,45%	2,35%
ABC 2018-01 5ANS TMM+2.2%	20 000	800 000,000	839 279,373	0,98%	0,94%
ABC TUNISIE CB 2020-1	15 000	1 500 000,000	1 572 969,863	1,84%	1,76%
AIL2015-1 7ANS CATB 7.85%	700	14 000,000	14 356,498	0,02%	0,02%
ATB2017 CAT A 7ANS TMM+2.05%	25 000	2 000 000,000	2 140 461,897	2,50%	2,35%
ATL 2017-1 7A 7.8%	500	30 000,000	31 497,600	0,04%	0,04%

Désignation du titre	Nombre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2021	% de l'actif	% de l'actif net
ATL 2019-1 5A 11.6%	11 800	708 000,000	712 680,171	0,83%	0,83%
ATL 2020-1 5A 10.3%	40 000	3 200 000,000	3 255 625,644	3,80%	3,75%
ATL 2021-1 5A 9.6%	14 000	1 400 000,000	1 403 534,904	1,64%	1,64%
ATT LEAS2020-1 SUB CA 10,25%	30 000	2 400 000,000	2 418 871,233	2,82%	2,81%
ATTIJ LEAS SUB 2018-1 CAT B	10 000	400 000,000	420 977,216	0,49%	0,47%
ATTIJ LEASING 2019-1 5ANS 11%	6 000	360 000,000	377 792,877	0,44%	0,42%
BH SUB 2019 CAT A TMM+2.1%	7 000	420 000,000	446 798,430	0,52%	0,49%
BH SUB2021-2 CAT C 7ANS 9.1%	20 000	2 000 000,000	2 029 518,904	2,37%	2,35%
BNA SUB 2017-1	900	18 000,000	18 642,279	0,02%	0,02%
BNA SUB 2018 CAT B TMM+2.25%	1 000	80 000,000	82 141,647	0,10%	0,09%
BTE 2019-1 11.5% C B 7 ANS	6 171	617 100,000	672 473,313	0,78%	0,72%
CIL 2018 10.6%	880	52 800,000	57 081,168	0,07%	0,06%
CIL 2020 -1 10.5% 5 ANS	10 000	700 000,000	704 349,589	0,82%	0,82%
HL 2015-2 CAT B 7 ANS	200	8 000,000	8 384,026	0,01%	0,01%
HL2018-2 5ANS TMM+3.5%	5 000	300 000,000	327 015,364	0,38%	0,35%
HL2020-2 CAT B 5ANS 10.6%	20 000	1 600 000,000	1 618 214,575	1,89%	1,88%
TL 2016 SUB CAT B 7ANS	1 300	78 000,000	82 106,604	0,10%	0,09%
TL 2018 SUB CAT A 5 ANS	100	6 000,000	6 409,942	0,01%	0,01%
TLF 2020-1 10.25% 5 ANS	20 000	2 000 000,000	2 151 419,178	2,51%	2,35%
TLF 2021 SUB 9.8% 5 ANS	10 000	1 000 000,000	1 013 961,644	1,18%	1,17%
TLF 2021-1 9.70% 5 ANS	23 000	2 300 000,000	2 427 625,425	2,83%	2,70%
UNIFACTOR 2018 9.25% CAT A	10 000	400 000,000	407 152,526	0,48%	0,47%
Emprunt Etat	3 500	22 000 000,000	23 081 547,798	26,93%	25,80%
ENT 2021 T3 CAT A TF	48 590	485 900,000	445 012,345	0,52%	0,57%
BTA 6.90 05/2022 (15 ANS)	3 500	3 500 000,000	3 625 447,671	4,23%	4,10%
EMPR NATIONAL 2021 T3 CAT B TV	20 000	2 000 000,000	2 017 323,398	2,35%	2,35%
EMPR NATIONAL 2021 T1 CAT B	80 000	8 000 000,000	8 283 914,521	9,67%	9,38%
EMPR NATIONAL 2021 T2 CAT B	85 000	8 500 000,000	8 709 849,863	10,16%	9,97%
Titres OPCVM	34 000	3 527 391,861	3 620 048,000	4,22%	4,14%
Placement Obligataire SICAV	34 000	3 527 391,861	3 620 048,000	4,22%	4,14%
Total en dinars		57 919 291,861	60 430 042,215	70,51%	67,92%

Les mouvements intervenus sur le portefeuille au cours de l'exercice 2021 se présentent comme suit :

▪ **Entrée du portefeuille**

Sortie du portefeuille	Coût d'acquisition	Prix de cession/ remboursement
Obligations	27 640 247, 377	4 019 600,000
Total en dinars	27 640 247, 377	27 640 247, 377

3.2 Placements monétaires et disponibilités

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2021 à 25 278 187,658 dinars contre un solde de 45 288 584,088 dinars au 31 décembre 2020. Il se détaille comme suit :

Désignation	Nombre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2021	% de l'actif net	% de l'actif
Placements	19 400	19 400 000,000	19 586 128,767	22,97%	22,85%
CPL LAC 100J 02 02 22 8.25%	1 300	1 300 000,000	1 315 749,589	1,54%	1,54%
CPL LAC 100J 02 03 2022 8.24%	1 100	1 100 000,000	1 107 747,858	1,30%	1,29%
CPL LAC 100J 04 02 2022 8.25%	500	500 000,000	505 876,712	0,59%	0,59%
CPL LAC 100J 06 03 2022 8.24%	1 400	1 400 000,000	1 408 849,534	1,65%	1,64%
CPL LAC 100J 07 03 2022 8.24%	1 200	1 200 000,000	1 207 368,592	1,42%	1,41%
CPL LAC 100J 13 01 22 8.25%	200	200 000,000	203 146,302	0,24%	0,24%
CPL LAC 100J 17 02 2022 8.24%	1 100	1 100 000,000	1 110 330,477	1,30%	1,30%
CPL LAC 100J 18 03 2022 8.25%	1 300	1 300 000,000	1 305 406,575	1,53%	1,52%
CPL LAC 100J 220122 8.25%	6 200	6 200 000,000	6 287 445,479	7,37%	7,34%
CPL LAC 100J 25 02 2022 8.24%	400	400 000,000	403 178,608	0,47%	0,47%
CPL LAC 100J 25 03 2022 8.25%	800	800 000,000	802 314,521	0,94%	0,94%
CPL LAC 100J 280122 8.25%	1 900	1 900 000,000	1 924 736,438	2,26%	2,25%
CPL LAC 100J 30 03 22 8.25%	2 000	2 000 000,000	2 003 978,082	2,35%	2,34%
Certificats de dépôt	11	5 411 083,894	5 489 392,358	6,44%	6,40%
CD LAC 90J 10012022 8.25%	5	2 459 583,588	2 495 427,146	2,93%	2,91%
CD LAC 90J 11012022 8.25%	6	2 951 500,306	2 993 965,212	3,51%	3,49%
Disponibilités			202 666,533	0,24%	0,24%
Avoirs en banques			202 666,533	0,24%	0,24%
Total en dinars		24 811 083,894	25 278 187,658	29,64%	29,49%

3.3 Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation sont constituées des retenues à la source sur obligations et des retenues à la source sur les bons de trésor assimilables. Cette rubrique affiche un solde de 497,535 dinars au 31 décembre 2021 contre un solde de 39 243,057 dinars au 31/12/2020. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Retenue à la source sur Bons de Trésor Assimilables	0,000	10 189,315	-10 189,315
Retenue à la source sur obligations	497,535	29 053,742	-28 556,207
Total général	497,535	39 243,057	-38 745,522

3.4 Opérateurs créditeurs

Le poste « Opérateurs créditeurs » totalise un solde de 385 699,698 dinars au 31 décembre 2021 contre 303 460,594 dinars pour l'exercice précédent, et il se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Distributeurs	196 250,283	122 272,343	73 977,940
Dépositaire	21 049,935	20 132,033	917,902
Gestionnaire BNAC	168 399,480	161 056,218	7 343,262
Total général	385 699,698	303 460,594	82 239,104

3.5 Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2021 à 53 237,769 dinars contre un solde de 198 246,232 dinars au 31 décembre 2020. Il se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Autres créditeurs (CMF)	7 287,708	6 940,161	347,547
Etat, retenue à la source	0,002	0,001	0,001
Honoraires Commissaire aux comptes	5 649,835	5 665,314	-15,479
Somme à régler	40 300,224	185 640,756	-145 340,532
Total général	53 237,769	198 246,232	-145 008,463

3.6 Capital

Les mouvements sur le capital au cours de la période allant du 01/01/2021 au 31/12/2021 se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Capital début de l'exercice	75 949 609,172	25 590 613,626
Montant en nominal	75 949 609,172	75 949 609,172
Nombre de parts	483 354	174 236
Nombre de porteurs de parts	1331	578
Souscriptions réalisées	77 164 497,879	132 027 955,925
Montant en nominal	46 345 300,000	84 215 300,000
Nombre de parts émises	463 453	842 153
Régularisation des sommes non distribuables	30 819 197,88	47 812 655,93
Rachats effectués	-76 978 972,044	-83 600 007,674
Montant en nominal	-46 235 800,000	-53 303 500,000
Nombre de parts rachetés	462 358	533 035
Régularisation des sommes non distribuables	-30 743 172,044	-30 296 507,674
Autres mouvements	4 526 628,850	1 931 047,295
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	-22 261,186	54 247,696
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession des titres	0,000	182 907,000
Frais de négociation de titres	-2,120	-66,080
Sommes distribuables de l'exercice antérieur	4 548 892,156	1 693 958,679
Capital fin de l'exercice	80 661 763,857	75 949 609,172
Montant en nominal	48 444 900,000	48 335 400,000
Nombre de titres	484 449	483 354
Nombre de porteurs de parts	1 801	1 331

3.7 Note sur les sommes distribuables

Les sommes distribuables correspondent au résultat distribuable de l'exercice et des exercices antérieurs augmentés ou diminués des régularisations correspondantes effectuées à l'occasion des

opérations de souscriptions ou de rachat de part. Le solde de ce poste se détaille au 31/12/2021, comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Résultat d'exploitation	4 637 618,819	3 332 579,511
Régul. Résultat distribuable de l'exercice (souscription)	2 126 468,379	4 228 806,113
Régul. Résultat distribuable de l'exercice (rachat)	-2 156 061,114	-3 012 493,468
Total en dinars	4 608 026,084	4 548 892,156

3.8 Revenus du portefeuille titres

Les revenus du portefeuille titres totalisent 3 260 089,635 dinars au 31 décembre 2021 contre 1 130 245, 512 dinars au 31 décembre 2020, ils se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Revenus des obligations de sociétés	2 886 941,910	997 628,131	1 889 313,779
Revenus des actions et valeurs assimilées	179 418,000	48 985,600	130 432,400
Revenus des emprunts d'Etat	193 729,430	83 631,781	110 097,649
Total en dinars	3 260 089,340	1 130 245,512	2 129 843,828

3.9 Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2021 à 2 384 887,424 dinars contre un solde de 2 942 320,635 dinars au 31 décembre 2020 et il se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Revenus des certificats de dépôts	665 284,028	762 480,268	-97 196,240
Revenus des placements à terme	1 715 105,412	2 175 747,557	-460 642,145
Intérêts sur comptes de dépôt	4 497,984	4 092,810	405,174
Total en dinars	2 384 887,424	2 942 320,635	-557 433,211

3.10 Charges de gestion des placements

Les charges de gestion des placements s'élèvent pour l'exercice 2021 à 917 890,501 dinars contre 672 497, 858 dinars pour l'exercice précédent et elles se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Commission de gestion (BNAC)	667 556,713	489 089,337	178 467,376
Commission de dépôt (BNA)	83 444,598	61 136,179	22 308,419
Commission de distribution (BNA et BNAC)	166 889,190	122 272,342	44 616,848
Total en dinars	917 890,501	672 497,858	245 392,643

3.11 Autres charges

Le solde de ce poste se détaille d'une manière comparative comme suit :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Autres charges d'exploitation	206,600	524,954	-318,354
Impôts et Taxes	105,000	105,000	0,000
Redevance CMF	83 439,474	61 132,586	22 306,888
Rémunération CAC	5 649,835	5 665,314	-15,479
Frais divers bancaires	66,535	60,924	5,611
Total en dinars	89 467,444	67 488,778	21 978,666

Note n° 4 : Autres informations

4.1 Données par part :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Revenus des placements	11,652	8,426	6,832	7,166	6,947
Charges de gestion des placements	-1,895	-1,391	-0,883	-1,642	-1,534
Revenu net des placements	9,758	7,034	5,949	5,524	5,413
Autres produits	-	-	-	-	-
Autres charges	-0,185	-0,140	-0,115	-1,639	-1,626
Résultat d'exploitation	9,573	6,895	5,834	3,885	3,787
Régularisation du résultat d'exploitation	-0,061	2,516	3,888	-	-
Sommes distribuables de l'exercice	9,512	9,411	9,722	3,885	3,787
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)	0,000	-2,516	-3,888	0,000	0,000
Variation des plus ou moins-values potentielles sur titres	-0,046	0,112	-0,116	2,848	1,917
Plus ou moins valeurs réalisées sur cession de titres	0,000	0,378	0,176	3,705	0,000
Frais de négociation de titres	0,000	0,000	-0,001	-0,011	0,000
Plus/moins-value sur titres et frais de négociation	-0,046	0,491	0,059	6,543	1,917
Résultat net de l'exercice	9,527	7,385	5,893	10,428	5,704
Résultat non distribuable de l'exercice	-0,046	0,491	0,059	6,543	1,917
Régularisation du résultat non distribuable	0,008	0,044	-1,211	0,000	0,000
Sommes non distribuables de l'exercice	-0,038	0,534	-1,152	6,543	1,917
Distribution de dividendes	0,000	0,000	0,000	3,787	2,663
Valeur liquidative	176,014	166,541	156,595	148,025	141,384

4.2 Ratios de gestion des placements

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Charges de gestion des placements/Actif net moyen	1,10%	1,10%	1,09%	1,10%	1,10%
Autres charges /Actif net moyen	0,11%	0,11%	0,14%	1,10%	1,17%
Résultat distribuable de l'exercice/Actif net moyen	5,51%	7,43%	11,99%	2,60%	2,71%

4.3 Rémunération du gestionnaire, du dépositaire et des distributeurs

▪ Gestionnaire :

La gestion du « FCP BNA CAPITALISATION » est confiée à l'établissement gestionnaire « BNA Capitaux » chargé des choix des placements et de la gestion administrative et comptable du fonds commun de placement.

En contrepartie de ses prestations, la « BNA CAPITAUX », reçoit une rémunération de 0.8% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien et payable trimestriellement.

La commission de gestion s'élève au 31/12/2021 à 667 556, 713dinars.

▪ Dépositaire :

La Banque Nationale Agricole « BNA » assure les fonctions de dépositaire des titres et des fonds du fonds commun de placement « FCP BNA CAPITALISATION », et ce en vertu d'une convention datée du 10/01/2006.

Elle est chargée, notamment, à ce titre :

_ de la conservation des titres et des fonds du fonds commun de placement « FCP BNA CAPITALISATION » ;

_de l'encaissement des revenus s'y rattachant ;

_du contrôle de la régularité des décisions d'investissement, de l'établissement de la valeur liquidative ainsi que du respect des règles relatives aux ratios d'emploi et au montant de l'actif minimum et maximum du fonds commun de placement.

En contrepartie de ses prestations, la Banque Nationale Agricole « BNA » perçoit une rémunération de 0.1% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien et payable trimestriellement.

La commission de dépositaire s'élève au 31/12/2021 à 83444, 598dinars.

▪ **Distributeurs :**

La recherche de nouveaux souscripteurs est assurée par les agences de la Banque Nationale Agricole « BNA » et « BNA CAPITAUX ». La rémunération accordée en contrepartie de cette prestation est de 0.2% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien et payable trimestriellement.

La commission de distribution s'élève au 31/12/2021 à 166 889,190 dinars.

FCP SÉCURITÉ

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée et en application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif promulgué par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001, nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds Commun de Placement « FCP SÉCURITÉ », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour la période close à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir un actif net de 31.689.081DT et une valeur liquidative égale à 168,882par part.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du « FCP SÉCURITÉ » au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière et des variations de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du « FCP SÉCURITÉ » conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention sur la Note 2.3 des états financiers, qui décrit la nouvelle méthode adoptée par le « FCP SÉCURITÉ » pour la valorisation des Bons de Trésor Assimilables suite aux recommandations énoncées par le procès-verbal de la réunion tenue le 29 août 2017 à l'initiative du Ministère des Finances et en présence des différentes parties prenantes. Ce traitement comptable devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Gestionnaire du « FCP SÉCURITÉ ». Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du « FCP SÉCURITÉ » dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité du Gestionnaire et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Gestionnaire est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultant de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est aux responsables de la gouvernance qu'il incombe d'évaluer la capacité du « FCP SÉCURITÉ » à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité de l'exploitation, sauf si les responsables de la gouvernance ont l'intention de liquider le « FCP SÉCURITÉ » ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux. Il incombe au Gestionnaire de surveiller le processus d'information financière du « FCP SÉCURITÉ ».

Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une description plus détaillée des responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers se trouve sur le site Web de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, à www.oect.org.tn. Cette description fait partie du présent rapport de l'auditeur.

Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du « FCP SÉCURITÉ ». À ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficacité incombent au Gestionnaire. Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne du « FCP SÉCURITÉ ».

Autres obligations légales et réglementations

- 1) Nous avons procédé à l'appréciation du respect, par le « FCP SÉCURITÉ », des normes prudentielles prévues par l'article 29 du Code des Organismes de Placement Collectif, promulgué par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 et l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001, portant application des dispositions des articles 15, 29, 35, 36 et 37 dudit Code. De cette appréciation, il ressort que les actifs du « FCP SÉCURITÉ » représentés en valeurs mobilières totalisent 95,51% de l'actif total au 31 décembre 2021.
- 2) Nous estimons utile de vous faire part des points suivants, relatifs au choix d'investissement du fonds :
 - Le pourcentage d'emploi de l'actif net dans des valeurs mobilières composées de Bons de Trésor doit être d'environ 60%. Au 31 décembre 2021, l'actif du « FCP SÉCURITÉ » est employé à raison de 54,39% dans des Bons de Trésor Assimilables (BTA).

- Le pourcentage d'emploi de l'actif en actions cotées en bourse est d'environ 35%. Au 31 décembre 2021, l'actif du « FCP SÉCURITÉ » est employé à raison de 40,31% dans des actions cotées en bourse.
 - Le pourcentage d'emploi de l'actif en titres OPCVM est d'environ 5%. Au 31 décembre 2020, l'actif du « FCP SÉCURITÉ » est employé à raison de 0,80% dans des titres OPCVM.
- 3)** Nous signalons également que les emplois en liquidité et quasi-liquidité, constituées de disponibilités et de placements en comptes à terme, représentent au 31 décembre 2021 une proportion de 4,49% de l'actif total du « FCP SÉCURITÉ ».

Tunis, le 15 février 2022

Le Commissaire aux Comptes :
Sawssen DALHOUMI

BILAN
Au 31 Décembre 2021
(Unité : Dinars Tunisiens)

		31 Décembre 2021	31 Décembre 2020
ACTIF	Notes		
AC 1 - Portefeuille-titres	3.1	30 333 558	30 137 820
a - Actions, valeurs assimilées et droits rattachés		13 056 906	13 270 584
b - Obligations et valeurs assimilées		17 276 652	16 867 236
AC 2 - Placements monétaires et disponibilités		1 427 247	2 561 105
a - Placements monétaires		-	-
b - Disponibilités	3.2	28 898	59 937
c - Placement à terme	3.3	1 398 349	2 501 168
AC 3 - Créances d'exploitation		-	-
AC 4 - Autres actifs		-	-
TOTAL ACTIF		31 760 805	32 698 925
PASSIF			
PA 1 - Opérateurs créditeurs	3.4	47 926	46 360
PA 2 - Autres créditeurs divers	3.5	23 798	1 468 770
TOTAL PASSIF		71 724	1 515 130
ACTIF NET			
CP 1 - Capital	3.6	30 440 316	30 108 936
CP 2 - Sommes distribuables		1 248 765	1 074 859
a - Sommes distribuables des exercices antérieurs		57	29
b - Sommes distribuables de l'exercice		1 248 708	1 074 830
ACTIF NET		31 689 081	31 183 795
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		31 760 805	32 698 925

(Voir les notes ci-jointes afférentes aux états financiers)

ÉTAT DE RÉSULTAT

Période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2021

(Unité : Dinars Tunisiens)

	Notes	Exercice clos le 31 Décembre 2021	Exercice clos le 31 Décembre 2020
PR 1 - Revenus du portefeuille-titres	4.1	1 451 944	1 080 174
a -Revenus des actions		505 190	170 800
b - Revenus des BTA		907 704	887 809
c- Revenusdes titres OPCVM		39 050	21 565
PR 2 - Revenus des placements monétaires	4.2	32 454	223 675
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		1 484 398	1 303 849
CH 1 - Charges de gestion des placements	4.3	-188 466	-182 352
REVENU NET DES PLACEMENTS		1 295 932	1 121 497
PR 3 - Autres produits d'exploitation			
CH 2 - Autres charges d'exploitation	4.4	-47 224	-46 667
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		1 248 708	1 074 830
PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation		-	-
SOMME DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		1 248 708	1 074 830
PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		-	-
* Variation des +/- values potentielles sur titres		249 406	736133
* +/- values réalisées sur cessions de titres		92 342	-115364
* Frais de négociation de titres		-10 368	-49 211
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	4.5	1 580 088	1 646 388

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
Période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2021
(Unité : Dinars Tunisiens)

	Exercice clos le 31 Décembre 2021	Exercice clos le 31 Décembre 2020
AN 1 - Variation de l'actif net résultant des opérations d'exploitation	1 580 088	1 646 388
a - Résultat d'exploitation	1 248 708	1 074 830
b - Variation des +/- values potentielles sur titres	249 406	736133
c - +/- values réalisées sur cessions de titres	92 342	-115364
d - Frais de négociation de titres	-10 368	-49 211
AN 2 - Distribution des dividendes	-1 074 802	-1 729 290
AN 3 - Transactions sur le capital	-	-
a - Souscriptions	-	-
* Capital	-	-
* Régularisation des sommes non distribuables	-	-
*Régularisation des sommes distribuables	-	-
b - Rachats	-	-
*Capital	-	-
*Régularisation des sommes non distribuables	-	-
*Régularisation des sommes distribuables	-	-
*Droits de sortie	-	-
VARIATION DE L'ACTIF NET	505 286	-82 902
AN 4 - Actif net		
a - En début d'exercice	31 183 795	31 266 697
b - En fin d'exercice	31 689 081	31183795
AN 5 - Nombre de parts		
a - En début d'exercice	187 640	187 640
b - En fin d'exercice	187 640	187 640
VALEUR LIQUIDATIVE	168,882	166,189
TAUX DE RENDEMENT	5,067%	5,266%

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

NOTE N°1 : PRÉSENTATION DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT

" FCP SÉCURITÉ" est un Fonds Commun de Placement de catégorie mixte de type distribution régi par le code des organismes de placement collectif promulgué par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 (agrément du Conseil du Marché Financier n°30-2008 du 24 octobre 2008). Il a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières au moyen de l'utilisation exclusive de ses fonds à l'exclusion de toutes autres ressources.

Les fondateurs de ce FCP sont la Banque Nationale Agricole (BNA) et la BNA Capitaux.

La BNA Capitaux assure la fonction de gestionnaire du Fonds. En rémunération de ses services, la BNA Capitaux perçoit une commission de gestion annuelle de (0,4%) TTC de l'actif net quotidien.

La BNA assure la fonction du Dépositaire des actifs du FCP. En contrepartie de ses services, la BNA perçoit une rémunération de 0,2% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

Le capital du FCP n'a pas connu des variations en 2021, il s'élève à 18.764.000 DT (en nominal) et se décompose de 187.640 parts de 100 DT chacune.

La durée de vie du FCP SÉCURITÉ a été prorogée de 10 ans à 15 ans à compter du 27/10/2018, et ce, par décision du Conseil d'Administration de la BNA Capitaux en date du 19 juillet 2018 (communiqué publié par le CMF en date du 11 octobre 2018).

NOTE N°2 : RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES, BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES SPÉCIFIQUES

Les états financiers du FCP SÉCURITÉ ont été arrêtés, au 31 décembre 2021, conformément aux dispositions du Système Comptable des Entreprises, promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, et notamment des normes comptables NCT 16 relative à la présentation des états financiers des OPCVM et NCT 17 relative au traitement du portefeuille-titres et des autres opérations effectuées par les OPCVM.

Ils se composent de :

- un bilan,
- un état de résultat,
- un état de variation de l'actif net, et
- des notes aux états financiers.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année civile.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

1) Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'acquisition. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés directement en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date du détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en bons du Trésor et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

2) Évaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, à la date de clôture, à leur valeur de marché. La valeur de marché applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote correspond au cours moyen pondéré du jour de calcul de la valeur liquidative ou à la date antérieure la plus récente.

Les titres OPCVM sont évalués à leurs valeurs liquidatives à la date de clôture. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres en tant que somme non distribuable et apparaît aussi comme composante du résultat net de l'exercice.

3) Évaluation des Bons de Trésor Assimilables (BTA)

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les placements en Bons de Trésor sont évalués, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- à la valeur de marché lorsqu'ils font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- au coût amorti lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- à la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le procès-verbal de la réunion tenue le 29 août 2017 à l'initiative du Ministère des Finances en présence des différentes parties prenantes, les Bons du Trésor Assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31 décembre 2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres) ;
- À la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1^{er} janvier 2018.

Signalons, enfin, que le portefeuille-titres du FCP SÉCURITÉ ne comporte pas, au 31 décembre 2021, de BTA « Juillet 2032 » ni de Bons du Trésor Assimilables émis à compter du 1^{er} janvier 2018.

4) Évaluation des placements monétaires

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

5) Cession des placements

La sortie des placements est constatée au coût moyen pondéré. La différence entre la valeur de sortie et le prix de cession hors frais est portée directement en capitaux propres, en tant que sommes non distribuables et apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

NOTE N°3 RELATIVE AU BILAN

NOTE N°3.1 : PORTEFEUILLE-TITRES

	Nombre de titres	Prix d'acquisition	Valeur au 31/12/2021	Plus ou moins- values potentielles	% de l'Actif	% de l'Actif Net	% du Capital de l'émetteur
Actions cotées :		12 842 767	12 801 373	-41 394	40,306	40,397	-
- ASS MAGHREBIA	26 036	1 444 998	1 663 258	218 260	5,237	5,249	0,579
- ATL	231 276	734027	420922	-313105	1,325	1,328	0,712
- BH	36 678	622507	344443	-278064	1,084	1,087	0,077
- ATTIJARI BANK	10 000	337828	304140	-33688	0,958	0,960	0,025
- BNA	49 000	566307	382249	-184058	1,204	1,206	0,077
- DELICE HOLDING	42 604	629834	636503	6669	2,004	2,009	0,078
- ESSOUKNA	60 000	287792	110460	-177332	0,348	0,349	1,188
- EURO-CYCLE	25 000	662846	801550	138704	2,524	2,529	0,281
- HANNIBAL LEASE	14 252	83571	41473	-42098	0,131	0,131	0,130
- SOTIPAPIER	25 000	142500	141400	-1100	0,445	0,446	0,089
- SAH	65 500	768030	728884	-39146	2,295	2,300	0,100
- ASSURANCE BH	28 729	837365	1 364628	527263	4,297	4,306	1,080
- SFBT	108 573	1031834	1977006	945172	6,225	6,239	0,044
- SOTRAPIL	20 000	245831	256900	11069	0,809	0,811	0,483
- SOTUVER	40 000	302013	291680	-10333	0,918	0,920	0,120
- SYPHAX	5 000	50000	5	-49995	-	-	
- STAR	6 000	912768	731940	-180828	2,305	2,310	0,260
- TPR	100 000	413182	430000	16818	1,354	1,357	0,200
- TUNIS-RE	310 473	2769534	2173932	-595602	6,845	6,860	1,552
Titres OPCVM :	2 400	249 307	255 533	6 226	0,805	0,806	-
- PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	2 400	249307	255533	6 226	0,805	0,806	-
Emprunts d'Etat :	18 010	16 407 110	17 276 652	869 542	54,396	54,519	-
- BTA à 6,30%-12/2023 sur 7 ans (*)	18 010	16 407 110	17 276 652	869 542	54,396	54,519	-
Total en Dinars		29 499 184	30 333 558	834 374	95,507	95,722	-

(*) Pour les BTA, le coût amorti (hors intérêts courus) s'élève, au 31 décembre 2021, à 17 276 652DT et se détaille comme suit :

Désignation	Quantité	Valeur de remboursement (1)	Décote à l'acquisition (2)	Prix d'acquisition (3) = (1) + (2)	Amortisse- ment cumulé de décote (4)	Coût amorti (hors intérêts courus) (5) = (3) + (4)	Intérêts courus (6)	Valeur comptable (5) + (6)
BTA à 6.30 12/2023 (7)	18 010	18 010 000	(1 602 890)	16 407 110	809 858	17 216 968	59 684	17 276 652

ANS)

Total en DT	18 010 000	(1 602 890)	16 407 110	809 858	17 216 968	59 684	17 276 652
--------------------	-------------------	--------------------	-------------------	----------------	-------------------	---------------	-------------------

Les entrées et sorties en portefeuille de l'exercice clos au 31 décembre 2021 se détaillent comme suit :

Entrées en portefeuille :

Actions et droits rattachés	1 833 708
Titres OPCVM	-
Entrées de titres (conversion de droits...)	484 629
BTA	-
Total en Dinars	2 318 337

Sorties du portefeuille :

	Coût d'acquisition	Prix de cession/ Remboursement	+/-Values réalisées
Actions et droits rattachés	1 085 856	1 170 750	84 894
Titres OPCVM	801 521	808 969	7 448
BTA	-	-	-
Sorties de titres (détachement de droits...)	484 629	-	-
Total en Dinars	2 372 006	1 979 719	92 342

NOTE N°3.2 : DISPONIBILITÉS

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Compte courant de gestion	28 898	59 937
Sommes à l'encaissement	-	-
Total en Dinars	28 898	59 937

NOTE N°3.3 : PLACEMENT À TERME

	Taux	Nombre	Prix d'acquisition	Valeur au 31/12/2021	% de l'Actif Net
Placements à terme :		1 390	1 390 000	1 398 349	4,413
- CPL 10-02-22100 J 8,24% (BNA)	8,24	310	310 000	313 303	0,989
- CPL 27-02-22100 J 8,24% (BNA)	8,24	175	175 000	176 327	0,556
- CPL 17-03-22100 J 8,25% (BNA)	8,25	800	800 000	803 472	2,535

- CPL 28-03-22100 J 8,25% (BNA)	8,25	105	105 000	105 247	0,332
Total en Dinars			1 390 000	1 398 349	4,413

NOTE N°3.4 : OPÉRATEURS CRÉDITEURS

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Gestionnaire (BNA Capitaux)	31 951	30 907
Dépositaire (BNA)	15 975	15 453
Total en Dinars	47 926	46 360

NOTE N°3.5 : AUTRES CRÉDITEURS DIVERS

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Honoraires à payer (CAC)	15 255	15 297
Conseil du Marché Financier (CMF)	2 687	2 619
Sommes à régler	5 856	1450854
Total en Dinars	23 798	1 468 770

NOTE N°3.6 : CAPITAL

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Capital au début de l'exercice :	30 108 936	29 537 378
- Montant en nominal	18 764 000	18 764 000
- Sommes non distribuables des exercices antérieurs	11 344 936	10 773 378
- Nombre de parts	187 640	187 640
- Nombre de porteurs de parts	8	8
Souscriptions réalisées :		
- Montant	-	-
- Nombre de parts	-	-
Rachats effectués :		
- Montant	-	-
- Nombre de parts	-	-
Capital à la fin de l'exercice :	30 440 316	30 108 936

- Montant en nominal	18 764 000	18 764 000
- Sommes non distribuables des exercices antérieurs	11 344 936	10 773 378
- Frais de négociation de titres	-10 368	-49 211
- Variation plus ou moins-values potentielles sur titres	249 406	736 133
- Plus ou moins-values réalisées sur cession de titres	92 342	-115 364
- Nombre de parts	187 640	187 640
- Nombre de porteurs de parts	8	8

NOTE N°4 RELATIVE À L'ÉTAT DE RÉSULTAT

NOTE N°4.1 : REVENUS DU PORTEFEUILLE-TITRES

	Exercice clos le 31 décembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Revenus des actions	505 190	170 800
Revenus des BTA	907 704	887 809
Revenus des titres OPCVM	39 050	21 565
Total en Dinars	1 451 944	1 080 174

NOTE N°4.2 : REVENUS DES PLACEMENTS MONÉTAIRES

	Exercice clos le 31 décembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Revenus des Bons de Trésor à court terme	32 454	221 413
Revenus des certificats de dépôt	-	2 262
Total en Dinars	32 454	223 675

NOTE N°4.3 : CHARGES DE GESTION DES PLACEMENTS

	Exercice clos le 31 décembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Rémunération du Gestionnaire	125 644	121 568
Rémunération du Dépositaire	62 822	60 784
Total en Dinars	188 466	182 352

NOTE N°4.4 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	Exercice clos le 31 décembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Redevance CMF	31 410	30 391
Honoraires (CAC)	15 255	15 297
Impôts et taxes	105	90
Autres (frais de publication CMF...)	454	889
Total en Dinars	47 226	46 667

NOTE N°4.5 : RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE

	Exercice clos le 31 décembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Résultat d'exploitation	1 248 708	1 074 830
Résultat non distribuable (*)	331 380	571 558
Total en Dinars	1 580 088	1 646 388

(*) Le résultat non distribuable de l'exercice s'analyse comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Variation des plus ou moins-values potentielles sur titres	249 406	736 133
Plus ou moins-values réalisées sur cession de titres	92 342	-115 364
Frais de négociation de titres	-10 368	-49 211
Total en Dinars	331 380	571 558

NOTE N°5 : AUTRES INFORMATIONS**5-1 DONNÉES PAR PART :**

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Revenus des placements	7,911	6,949	10,439	19,295	7,434
Charges de gestion des placements	- 1,004	- 0,972	- 0,978	- 2,317	-0,898
Revenu net des placements	6,907	5,977	9,462	16,978	6,536

Autres charges	- 0,252	- 0,249	- 0,246	- 0,470	-0,183
Résultat d'exploitation	6,655	5,728	9,216	16,508	6,353
Régularisation du résultat d'exploitation	-	-	-	-9,508	-
Sommes distribuables de l'exercice	6,655	5,728	9,216	6,999	6,353
Variation des plus ou moins-values potentielles sur titres	1,329	3,923	-2,553	5,432	3,314
Plus ou moins-values réalisées sur cession de titres	0,492	-0,615	-4,269	2,009	0,349
Frais de négociation de titres	-0,055	-0,262	-0,089	-0,244	-0,092
+/- Value/titre et frais de négociation	1,766	3,046	-6,912	7,197	3,571
Résultat net de l'exercice	8,421	8,774	2,305	23,705	9,924
Droits d'entrée et droits de sortie	-	-	-	-	-
Résultat non distribuable de l'exercice	1,766	3,046	-6,912	7,197	3,571
Régularisation du résultat non distribuable	-	-	-	-4,154	-
Sommes non distribuables de l'exercice	1,766	3,046	-6,912	3,043	3,571
Distribution de dividendes	5,728	9,216	-	-	-
Valeur liquidative	168,882	166,189	166,631	164,326	154,283

5-2 RATIOS DE GESTION DES PLACEMENTS :

Libellé	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Charges de gestion des placements / actif net moyen	0,60%	0,60%	0,60%	0,60%	0,60%
Autres charges d'exploitation / actif net moyen	0,15%	0,15%	0,15%	0,12%	0,12%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	3,98%	3,54%	5,66%	4,28%	4,25%
Actif net moyen	31 402 950	30 397 319	30 578 417	72 375 665	68 781 840

5-3 RÉMUNÉRATION DU GESTIONNAIRE :

La gestion du FCP SÉCURITÉ est confiée à l'établissement gestionnaire « BNA Capitaux » chargé des choix des placements et de la gestion administrative et comptable du Fonds. En contrepartie de ses services, la « BNA Capitaux » perçoit une rémunération de 0,4% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La commission de la « BNA Capitaux » s'élève à 125.644 DT au 31 décembre 2021.

5-4 RÉMUNÉRATION DU DÉPOSITAIRE :

La Banque Nationale Agricole « BNA » assure les fonctions du Dépositaire pour le FCP SÉCURITÉ. Elle est chargée à ce titre de :

- Conserver les titres et les fonds du FCP SÉCURITÉ ;
- Contrôler la régularité des décisions, le calcul de la valeur liquidative, ainsi que les ratios de composition du portefeuille.

En contrepartie de ses services, la « BNA » perçoit une rémunération de 0,2% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La commission de la « BNA Capitaux » s'élève à 62.822 DT au 31 décembre 2021.

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS ELABORES CONFORMEMENT AU REFERENTIEL IFRS

Tunis International Bank -TIB -

Siège Social : 18, avenue des états Unis d'Amérique 1002 Tunis-Belvédère

Tunis International Bank - TIB- publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2021, élaborés conformément au référentiel IFRS, tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date 14 avril 2022. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes,. M. Walid MOUSSA cabinet S.C.M.G et M Foued AMIRI cabinet ARC Tunisie.

BALANCE SHEET **As at December 31, 2021** (Amounts in US Dollars)

ASSETS	Notes	2021	2020
Bank demand and call deposits	3	105 178 420	58 978 457
Time deposits	4	134 234 424	215 612 509
Financial assets designated at fair value through P&L		856 466	895 245
Financial assets at fair value through other comprehensive income	5	30 710 338	33 377 001
Financial assets measured at amortized cost	6	56 502 248	42 245 021
Investments in associated companies	7	49 155 151	49 155 151
Loans and advances, net	8	142 064 986	151 882 930
Accrued interest and other assets	9	6 124 224	4 757 416
Property and equipments	10	1 700 519	2 019 211
TOTAL ASSETS		526 526 776	558 922 941
LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY			
LIABILITIES		377 804 117	411 741 157
Deposits from banks and financial institutions	11	167 431 882	168 787 990
Deposits from customers	12	191 197 442	225 431 255
Accrued interest and other liabilities	13	19 174 793	17 521 912
SHAREHOLDERS' EQUITY	14	148 722 659	147 181 784
Share capital		50 000 000	50 000 000
Reserves		32 771 380	32 215 226
Retained earnings		65 951 279	64 966 558
TOTAL LIABILITIES AND SHAREOLDERS' EQUITY		526 526 776	558 922 941

INCOME STATEMENT
For the year ended December 31, 2021
(Amounts in US Dollars)

	Notes	2021	2020
TOTAL INCOME		16 870 757	26 622 053
Interest income	15	7 423 273	7 478 667
Other income, net	16	9 447 484	19 143 386
INTEREST EXPENSES		1 157 759	1 348 489
Interest expenses	17	1 157 759	1 348 489
OPERATING INCOME		15 712 998	25 273 564
Salaries and benefits	18	3 931 245	3 717 654
General and administrative expenses	19	3 202 735	4 026 415
NET OPERATING INCOME (BEFORE WRITE DOWN AND PROVISIONS)		8 579 018	17 529 495
Provision for doubtful loans		160 000	950 000
NET INCOME FOR THE YEAR BEFORE TAX		8 419 018	16 579 495
Tax expenses		2 194 297	2 059 402
NET INCOME FOR THE YEAR		6 224 721	14 520 093
Number of shares		5 000 000	5 000 000
Earning per share	20	1,24	2,90

STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

For the year ended December 31, 2021

(Amounts in US Dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
PROFIT FOR THE YEAR	6 224 721	14 520 093
Net fair value loss (gain) from financial assets at fair value through other comprehensive income	-443 846	362 913
Other comprehensive (loss) income for the year	-443 846	362 913
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME FOR THE YEAR	5 780 875	14 883 006

CASH FLOW STATEMENT
For the year ended December 31, 2021
(Amounts in US Dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
OPERATING ACTIVITIES		
Net income of the year	6 224 721	14 520 093
Adjustments for :		
Depreciation	416 513	393 258
Social fund	-240 000	-240 000
Operating profit before changes in operating assets and liabilities	6 401 233	14 673 351
Changes in operating assets and liabilities		
Time deposits	81 378 085	2 698 290
Loans and advances	9 817 944	-24 993 895
Accrued interest and other assets	-1 366 808	-1 453 538
Deposits from banks and financial institutions	-1 356 108	-105 272
Deposits from customers	-34 233 813	-46 190 969
Accrued interest and other liabilities	1 652 881	120 666
Net cash provided by operating activities	62 293 414	-55 251 367
INVESTING ACTIVITIES		
Purchase of financial assets designated at fair value through P&L	34 177	0
Sales of financial assets designated at fair value through P&L	0	0
Purchase of financial assets at fair value through other comprehensive income	-8 279 214	-3 695 300
Sales of financial assets at fair value through other comprehensive income	10 506 329	4 926 123
Purchase of financial assets measured at amortized cost	-22 328 774	-8 000 000
Sales of financial assets measured at amortized cost	8 071 547	11 502 589
Purchase of investment in associated companies	0	0
Purchase of fixed assets net	-97 821	-132 671
Net cash used by investing activities	-12 093 756	4 600 741
FINANCING ACTIVITIES		
Dividends paid	-4 000 000	0
Net cash used by financing activities	-4 000 000	0
Increase / Decrease in cash and cash equivalents	46 199 658	-50 650 625
Cash and cash equivalents as of January 1st	58 978 762	109 629 387
Cash and cash equivalents at 31 December	105 178 420	58 978 762

STATEMENT OF CHANGES IN SHAREHOLDERS' EQUITY
For the year ended December 31, 2021
(Amounts in US Dollars)

	Share Capital	Statutory Reserve	General Reserve	Revaluation Reserve	Investment FV reserve	Retained Earnings	Total
Balance at December 31, 2019	50 000 000	7 556 427	20 658 734	1 000 000	1 637 151	56 686 465	137 538 778
Net income for the period						14 520 093	14 520 093
Other comprehensive income					362 913		362 913
<i>Total comprehensive income</i>					<i>362 913</i>	<i>14 520 093</i>	<i>14 883 006</i>
Transfer to general reserve			1 000 000			-1 000 000	0
Dividends distributed						-5 000 000	-5 000 000
Transfer to social fund						-240 000	-240 000
Balance at December 31, 2020	50 000 000	7 556 427	21 658 734	1 000 000	2 000 064	64 966 559	147 181 784
Net income for the period						6 224 721	6 224 721
Other comprehensive income					-443 846		-443 846
<i>Total comprehensive income</i>					<i>-443 846</i>	<i>6 224 721</i>	<i>5 780 875</i>
Transfer to general reserve			1 000 000			-1 000 000	0
Dividends distributed						-4 000 000	-4 000 000
Transfer to social fund						-240 000	-240 000
Balance at December 31, 2021	50 000 000	7 556 427	22 658 734	1 000 000	1 556 218	65 951 279	148 722 659

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

1. CORPORATE INFORMATION

The financial statements of Tunis International Bank for the year ended December 31, 2021 were authorised for issue in accordance with a resolution of the Board of Directors on January 2022.

Tunis International Bank S.A. (TIB) was established in June 1982 in Tunisia as a fully licensed Bank operating mainly with non-residents under the current Tunisian law 2009-64 of August 12th, 2009 and under the supervision of the Central Bank of Tunisia. The main activity of the Bank is corporate and private Banking and Money Market operations. The Bank is subject to 35% corporate tax for activities with residents and non-residents.

The Bank's registered address is 18, avenue des Etats Unis d'Amerique P.O. Box 81 – Le Belvedere 1002, Tunis, Tunisia.

TIB is a subsidiary of Burgan Bank (Kuwait), member of KIPCO Group (Kuwait).

2. ACCOUNTING POLICIES

2.1. Basis of preparation

The financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the International Accounting Standards Board (IASB).

The financial statements are prepared under the historical cost convention, except for financial assets classified at fair value through profit or loss, fair value through other comprehensive income and financial assets measured at amortized cost.

The financial statements are presented in US Dollars being the functional currency of the Bank.

2.2. Significant accounting judgments and estimates

In the process of applying the Bank's accounting policies, management has used its judgment and made estimates in determining the amounts recognised in the financial statements. The most significant use of judgment and estimates are as follows:

Impairment losses on loans and advances

The Bank reviews its non performing portfolio at each reporting date to assess whether an allowance for impairment should be recorded in the income statement. In particular, judgement by management is required in the estimation of the amount and timing of future cash flows when determining the level of allowance required. Such estimates are based on assumptions about a number of factors and actual results may differ, resulting in future changes to the allowance.

In addition to specific allowances, the Bank also makes a collective impairment allowance against exposures which, although not specifically identified as requiring a specific allowance, have a collectively risk of default, based on historical experience, from the existing overall credit portfolio over its remaining life. In determining the level of collective allowances, management also refers to the composition of the portfolio, industry, collateral values, significant increase in credit risk, rating model, macro-economic variables and the Tunisian Central Bank requirements.

2.3. Change in financial statement disclosure

The expected Credit Loss as per IFRS9 is deducted from each related balance sheet heading to reflect the net amounts.

The main effects resulting from ECL allocation are shown under the below table:

Balance sheet heading	2020	ECL allocation	2020 Amended
Bank demand and call deposits	58 978 761	(304)	58 978 457
Time deposits	215 685 448	(72 939)	215 612 509
Financial assets measured at amortized cost	42 418 019	(172 998)	42 245 021
Loans and advances, net	151 471 540	411 390	151 882 930
Accrued interest and other liabilities	17 356 763	165 149	17 521 912

2.4. Summary of significant accounting policies

(a) Foreign currency translation

Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the functional currency rate of exchange ruling at the balance sheet date. All differences are recognised in the income statement. Income and expenses items incurred in foreign currencies are translated, into the functional currency monthly using the functional currency rate of exchange prevailing at that date.

(b) Financial Instruments

Recognition

A financial asset or a financial liability is recognised when the Bank becomes a party to the contractual provisions of the instrument. All regular way purchase and sale of financial assets are recognised using settlement date accounting. Changes in fair value between the trade date and settlement date are recognised in the statement of income or in other comprehensive income in accordance with the policy applicable to the related instrument. Regular way purchases or sales are purchases or sales of financial assets that require delivery of assets within the time frame generally established by regulations or conventions in the market place.

Classification and measurement

Initial classification and measurement of financial instruments

The classification of financial instruments at initial recognition depends on the business model for managing the instruments and on their contractual cash flow characteristics. Financial instruments are initially measured at their fair value, except in the case of financial assets and financial liabilities recorded at FVTPL, transaction costs are added to, or subtracted from this amount. When the fair value of financial instruments at initial recognition differs from the transaction price, the Bank accounts for the Day 1 profit or loss.

Business model assessment

The Bank determines its business model at the level that best reflects how it manages groups of financial assets to achieve its business objective. The Bank's business model is not assessed on an instrument-by-instrument basis, but at a higher level of aggregated portfolios and is based on observable factors such as:

How the performance of the business model and the financial assets held within that business model are evaluated and reported to the entity's key management personnel;

The risks that affect the performance of the business model (and the financial assets held within that business model) and, in particular, the way those risks are managed;

The expected frequency, value and timing of sales are also important aspects of the Bank's assessment.

The business model assessment is based on reasonably expected scenarios without taking 'worst case' or 'stress case' scenarios into account. If cash flows after initial recognition are realised in a way that is different from the Bank's original expectations, the Bank does not change the classification of the remaining financial assets held in that business model, but incorporates such information when assessing newly originated or newly purchased financial assets going forward.

Contractual cashflow characteristics

The Bank also assesses the characteristics of the contractual cashflow of the financial asset to identify whether the contractual cashflow is Solely for purpose of Payment of Principal and Interest (SPPI test).

'Principal' for the purpose of this test is defined as the fair value of the financial asset at initial recognition and may change over the life of the financial asset. The most significant elements of 'interest' within a lending arrangement are typically the consideration for the time value of money and credit risk. The Bank also considers relevant factors such as the currency in which the financial asset is denominated, and the period for which the interest rate is set during its assessment of the SPPI test.

The Bank reclassifies when and only when its business model for managing those assets changes. The reclassification takes place from the start of the first reporting period following the change.

Subsequent classification and measurement categories of financial assets

The Bank classifies all of its financial assets as either:

- Financial asset carried at amortised cost;
- Financial asset at fair value through other comprehensive income (FVOCI);
- Financial asset at fair value through profit or loss (FVTPL).

Financial asset carried at amortised cost:

A financial asset is carried at amortised cost if it meets both of the following conditions:

- It is held within a business model whose objective is to hold assets to collect contractual cash flows; and
- Its contractual terms give rise on specified dates, to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

Financial assets carried at amortised cost are subsequently measured at amortised cost using the effective interest method. Interest income, foreign exchange gains and losses, impairment and gain or loss on derecognition is recognised in the statement of income.

Cash and cash equivalents, Treasury bills and bonds with CBT and others, due from banks and other financial institutions, loans and advances to customers, certain investment securities and certain other assets are classified as financial asset carried at amortised cost.

Financial asset at fair value through other comprehensive income:

****)Debt instruments carried at FVOCI***

A debt instrument is carried at FVOCI if it meets both of the following conditions:

- It is held within a business model whose objectives are both to hold asset to collect contractual cash flows and selling financial assets; and
- Its contractual terms give rise on specified dates, to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

Debt instruments carried at FVOCI are subsequently measured at fair value with gains and losses arising due to changes in fair value recognised in OCI. Interest income and foreign exchange gains and losses and gain or loss on derecognition is recognised in statement of income in the same manner as financial assets carried at amortised cost.

*****Equity instruments carried at FVOCI***

Upon initial recognition, the Bank may elect to classify irrevocably some of its equity investments as equity instruments at FVOCI when they meet the definition of Equity under “IAS 32 Financial Instruments: Presentation” and are not held for trading. Such classification is determined on an instrument-by instrument basis.

Equity instruments carried at FVOCI are subsequently measured at fair value with gains and losses arising due to changes in fair value recognised in OCI and is not recycled to statement of income on derecognition.

Dividend income on equity instruments carried at FVOCI is recognised in statement of income, when the right of the payment has been established, except when the Bank benefits from such proceeds as a recovery of part of the cost of the instrument, in which case, such gains are recorded in OCI.

Financial assets carried at FVTPL:

Financial assets carried at FVTPL is initially recorded in the statement of financial position at fair value. The financial assets classified under this category are either designated by management upon initial recognition or are mandatorily required to be measured at fair value under IFRS 9.

Management designates an instrument as financial asset carried at FVTPL where even though it meets the classification criteria of financial asset carried at amortised cost or financial asset carried at FVOCI, this designation eliminates, or significantly reduces, the inconsistent accounting treatment that would otherwise arise. Such designation is determined on an instrument-by instrument basis.

Financial assets carried at FVTPL are subsequently measured at fair value. The changes in fair value are recorded in the statement of income. Interest earned or incurred on instruments designated at FVTPL is accrued in interest income using the effective interest rate method, taking into account any discount/premium and qualifying transaction costs being an integral part of instrument.

Dividend income from equity instruments measured at FVTPL is recorded in the statement of income as other operating income when the right to the payment has been established.

Subsequent classification and measurement categories of financial liabilities

Financial liabilities, other than financial guarantees and loan commitments, are measured at amortised cost or at FVTPL when they are held for trading and derivative instruments or the fair value designation is applied.

Due to banks, due to other financial institutions, deposits from customers, other borrowed fund and certain other liabilities are classified as financial liabilities carried at amortised cost.

Financial guarantees and loan commitments

In the ordinary course of business, the Bank issues financial guarantees, consisting of letters of credit, guarantees and acceptances.

Financial guarantees are initially recognised as off balance sheet at fair value. Subsequent to initial recognition, the Bank's liability under each guarantee is measured at the amount initially recognised less cumulative amortisation recognised in the statement of income, which is the higher of ECL under IFRS 9 and provision required by the Central Bank of Tunisia instructions.

Undrawn loan commitments and letters of credits are commitments under which, over the duration of the commitment, the Bank is required to provide a loan with pre-specified terms to the customer.

Similar to financial guarantee contracts, under IAS 39, a provision was made if they were an onerous contract and the higher of ECL under IFRS 9 and provision required by the Central Bank of Tunisia instructions.

De-recognition

****)De-recognition of financial assets and financial liabilities other than substantial modification of terms and conditions***

A financial asset (or where applicable, a part of a financial asset or part of a group of similar financial assets) is derecognised where:

- The rights to receive cash flows from the asset have expired, or
- The Bank has transferred its rights to receive cash flows from the asset or has assumed an obligation to pay the received cash flows in full without material delay to a third party under a 'pass-through' arrangement; and either (a) the Bank has transferred substantially all the risks and rewards of the asset, or (b) the Bank has neither transferred nor retained substantially all the risks and rewards of the asset, but has transferred control of the asset.

When the Bank has transferred its rights to receive cash flows from an asset or has entered into a pass-through arrangement, it evaluates if and to what extent it has retained the risks and rewards of ownership. When it has neither transferred nor retained substantially all of the risks and

rewards of the asset, nor transferred control of the asset, the Bank continues to recognise the transferred asset to the extent of the Bank's continuing involvement. In that case, the Bank also recognises an associated liability. The transferred asset and the associated liability are measured on a basis that reflects the rights and obligations that the Bank has retained.

Continuing involvement that takes the form of a guarantee over the transferred asset is measured at the lower of the original carrying amount of the asset and the maximum amount of consideration that the Bank could be required to repay.

A financial liability is derecognised when the obligation under the liability is discharged or cancelled or expires. Where an existing financial liability is replaced by another from the same lender on substantially different terms, or the terms of an existing liability are substantially modified, such an exchange or modification is treated as a de-recognition of the original liability and the recognition of a new liability. The difference in the respective carrying amounts is recognised in the statement of income.

*****De-recognition of financial assets due to substantial modification of terms and conditions***

The Bank de-recognises a financial asset, such as loans and advances to customers, when the terms and conditions have been renegotiated to the extent that, substantially, it becomes a new loan, with the difference recognised as a de-recognition gain or loss, to the extent that an impairment loss has not already been recorded. The newly recognised loans are classified as Stage 1 for ECL measurement purposes, unless the new loan is deemed to be purchased or originated credit-impaired (POCI).

When assessing whether or not to de-recognise a financing receivable, amongst others, the Bank considers the following factors:

- Change in currency of the loan
- Introduction of an equity feature
- Change in counterparty
- If the modification is such that the instrument would no longer meet the SPPI criterion

If the modification does not result in cash flows that are substantially different, the modification does not result in de-recognition. Based on the change in cash flows discounted at original effective interest rate, the Bank records a modification gain or loss, to the extent that an impairment loss has not already been recorded.

Fair value measurement

The Bank measures financial instruments, such as, derivatives, investment securities etc., at each reporting date.

Fair value is the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date. The fair value measurement is based on the presumption that the transaction to sell the asset or transfer the liability takes place either:

- In the principal market for the asset or liability, or
- In the absence of a principal market, in the most advantageous market for the asset or liability.

The principal or the most advantageous market must be accessible to by the Bank. The fair value of an asset or a liability is measured using the assumptions that market participants would use when pricing the asset or liability, assuming that market participants act in their economic best interest.

A fair value measurement of a non-financial asset takes into account a market participant's ability to generate economic benefits by using the asset in its highest and best use or by selling it to another market participant that would use the asset in its highest and best use.

The Bank uses valuation techniques that are appropriate in the circumstances and for which sufficient data are available to measure fair value, maximising the use of relevant observable inputs and minimising the use of unobservable inputs.

All assets and liabilities for which fair value is measured or disclosed in the financial statements are categorised within the fair value hierarchy, described as follows, based on the lowest level input that is significant to the fair value measurement as a whole:

- Level 1 - Quoted (unadjusted) market prices in active markets for identical assets or liabilities
- Level 2 - Valuation techniques for which the lowest level input that is significant to the fair value measurement is directly or indirectly observable
- Level 3 - Valuation techniques for which the lowest level input that is significant to the fair value measurement is unobservable

For financial instruments quoted in an active market, fair value is determined by reference to quoted market prices. Bid prices are used for assets and offer prices are used for liabilities. The fair value of investments in mutual funds, unit trusts or similar investment vehicles are based on the last published net assets value.

For unquoted financial instruments fair value is determined by reference to the market value of a similar investment, discounted cash flows, other appropriate valuation models or brokers' quotes. For financial instruments carried at amortised cost, the fair value is estimated by discounting future cash flows at the current market rate of return for similar financial instruments.

For assets and liabilities that are recognised in the financial statements on a recurring basis, the Bank determines whether transfers have occurred between Levels in the hierarchy by re-assessing categorisation (based on the lowest level input that is significant to the fair value measurement as a whole) at the end of each reporting period.

For the purpose of fair value disclosures, the Bank has determined classes of assets and liabilities on the basis of the nature, characteristics and risks of the asset or liability and the level of the fair value hierarchy as explained above.

(c) Impairment of financial assets

The Bank records impairment of financial assets as the higher of expected credit loss "ECL" computed under IFRS 9 or the provisions as required by Central Bank of Tunisia instructions. Financial assets consists of loans and advances to customers, non-cash credit facilities, investment in debt securities measured at amortised cost or FVOCI and on balances and deposits with banks. Equity investments are not subject to ECL.

Expected credit losses under IFRS 9

The Bank performs an assessment at the end of each reporting period of whether there has been a significant increase in credit risk since initial recognition by considering the change in the risk of default occurring over the remaining life of the financial instrument. ECLs are estimated based on the present value of all cash shortfalls over the remaining expected life of the financial asset, i.e., the difference between:

- The contractual cash flows that are due to the Bank under the contract; and
- The cash flows that the Bank expects to receive, discounted at the effective profit rate of the financing facility.

The Bank applies a three-stage approach to classify and measure the ECL on the financial assets classified as credit facilities, as described below:

Stage 1: 12-month ECL

For financial assets classified as credit facilities where there has not been any significant increase in credit risk since their initial recognition or those credit facilities which are determined to have a low credit risk at the reporting date, the Bank classifies these facilities under Stage 1 and measures the loss allowance which is a result of defaults that are expected to arise over the next 12 months (12-month ECL) on these financial assets.

Stage 2: Lifetime ECL – not credit impaired

For financial assets classified as credit facilities where there has been a significant increase in credit risk since initial recognition but are not credit impaired, the Bank classifies these facilities under Stage 2 and measures loss allowance which is a result of defaults that are expected to arise over the lifetime (Lifetime ECL) on these financial assets.

Stage 3: Lifetime ECL – credit impaired

For financial assets classified as credit facilities which are in default and credit impaired, the Bank classifies these facilities under Stage 3 and measures loss allowance at an amount equal to 100% of net exposure i.e. exposure after deduction of eligible collaterals.

Staging of credit facilities

The Bank continuously monitors all financial assets classified as credit facilities and applies a series of absolute thresholds and other criteria to determine the staging. All financial assets classified as credit facilities that are more than 30 days past due are deemed to have significant increase in credit risk since initial recognition and are classified under Stage 2. All rescheduled credit facilities are classified under the Stage 2 unless it qualifies for Stage 3. The Bank also applies other criteria to determine a significant increase in credit risk for financial assets, such as:

- Deterioration in the customer rating of the borrower indicating default;
- A material decrease in the underlying collateral value where the recovery of the loan is expected from the sale of the collateral;
- A material deterioration in the customer's financial position in the opinion of the Bank causing concerns on the repayment ability;
- A material covenant breach in a committed facility;
- Filing for bankruptcy or liquidation;
- Downgrade in the facility's credit rating by 2 grades.

The transfer of credit facility from Stage 2 to Stage 1 is made after a curing period of 12 months from the satisfaction of all conditions that triggered classification of the credit facility to Stage 2.

Definition of default

The Bank considers a financial asset to be in default and therefore Stage 3 (credit impaired) when:

- The borrower is past due for more than 90 days on its credit obligation to the Bank;
- The borrower is facing significant financial difficulty;
- The borrower is assessed as credit impaired based on internal qualitative and quantitative assessment;
- Other indicators such as breach of covenants, customer being deceased etc;

The Bank assess whether objective evidence of impairment exists on an individual basis for each individually significant asset and collectively for others not deemed individually significant.

Measurement of ECLs

ECLs are probability weighted estimates of credit losses and are measured as the present value of all cash shortfalls discounted at the effective interest rate of the financial instrument. Cash shortfall represent the difference between cashflows due to the Bank in accordance with the

contract and the cashflows that the Bank expects to receive. The key elements in the measurement of ECL includes exposure at default, probability of default and loss given default. The Exposure at Default (“EAD”) is an estimate of the exposure at a future default date, taking into account expected changes in the exposure after the reporting date, including expected drawdowns on committed facilities, repayments of principal and interest, whether scheduled by contract or otherwise.

The Probability of Default (“PD”) is an estimate of the likelihood of default over a given time horizon. Through-The-Cycle PD (TTC PD) are generated from the rating tool based on internal / external credit ratings. The Bank converts the TTC PD to Point In Time (PIT) PD term structure using appropriate models and techniques.

The Loss Given Default (“LGD”) is an estimate of the loss arising in the case where a default occurs at a given time. It is based on the difference between the contractual cash flows due and those that the lender would expect to receive, including from the realisation of any eligible collateral after hair-cuts.

Incorporation of forward looking information

The Bank incorporates forward-looking economic inputs that are relevant to the region in which the Bank is located, for both its assessment of significant increase in credit risk and its measurement of ECL. Qualitative overlays are made as and when necessary to correctly reflect the impact of the movement in the relevant economy on the Bank. Incorporating forward-looking information based on a three probability-weighted scenarios increases the degree of judgement required. The methodologies and assumptions including any forecasts of future economic conditions are reviewed regularly.

(d) End of service benefits

Provision is made under the Tunisian Labour Law, employee contracts and the Bank internal procedure. This liability, which is unfunded, represents the amount payable to each employee and is a reliable approximation of the present value of the obligation as at the reporting date.

(e) Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash and those balances of the demand and call deposits with Banks including Central Bank and financial institutions.

(f) Offsetting

Financial assets and financial liabilities are only offset and the net amount reported in the balance sheet when there is a legally enforceable right to set off the recognised amounts and the Bank intends to either settle on a net basis, or to realise the asset and settle the liability simultaneously.

(g) Interest income and expenses

The Bank recognises interest income and expenses on an accrual basis. The Bank does not recognise interest income on loans or other income earning assets which are classified as non-performing.

Loans and other income earning assets are classified as non-performing when these are classified as doubtful or loss, respectively class 2, 3 and 4 following the regulations issued by Central

Bank of Tunisia, or when in the opinion of management, collection of interest and/or principal is doubtful.

When a loan is classified as non-performing, any interest income previously recognised but not yet collected is reversed. Interest on non-performing loans and other income earning assets under Central Bank of Tunisia guidelines is recognised in the statement of income only to the extent of cash received.

(h) Fixed assets and depreciation

Fixed assets are stated at cost less accumulated depreciation. Expenditures which extend the future useful life of assets or provide further economic benefits are capitalised and depreciated. Fixed assets are depreciated using the straight line method over their estimated useful life.

3. BANK DEMAND AND CALL DEPOSITS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cash	679 760	802 786
Due from Banks	104 499 191	58 175 975
Less: Expected credit losses	(531)	(304)
	<u><u>105 178 420</u></u>	<u><u>58 978 457</u></u>

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	79 689 217			79 689 217
Standard quality	24 809 974			24 809 974
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	<u><u>104 499 191</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>104 499 191</u></u>

31 December 2020	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	44 374 454			44 374 454
Standard quality	13 801 521			13 801 521
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	<u><u>58 175 975</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>58 175 975</u></u>

31 December 2021	<i>Stage 1 USD</i>	<i>Stage 2 USD</i>	<i>Stage 3 USD</i>	<i>Total USD</i>
Opening ECL allowance	304			304
Impact due to transfer between stages				-
ECL allowance for the year	227			227
Amounts written off				-
Foreign exchange adjustments				-
Closing ECL allowance	531	-	-	531

4. TIME DEPOSITS

	2021	2020
Up to 3 months	124 356 104	195 685 448
From 3 months to 1 year	10 000 000	20 000 000
Less: Expected credit losses	(121 680)	(72 939)
	134 234 424	215 612 509

31 December 2021	<i>Stage 1 USD</i>	<i>Stage 2 USD</i>	<i>Stage 3 USD</i>	<i>Total USD</i>
Internal rating grade				
High quality	15 000 000			15 000 000
Standard quality	119 356 104			119 356 104
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	134 356 104	-	-	134 356 104

31 December 2020	<i>Stage 1 USD</i>	<i>Stage 2 USD</i>	<i>Stage 3 USD</i>	<i>Total USD</i>
Internal rating grade				
High quality	44 813 600			44 813 600
Standard quality	170 871 848			170 871 848
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	215 685 448	-	-	215 685 448

31 December 2021	<i>Stage 1 USD</i>	<i>Stage 2 USD</i>	<i>Stage 3 USD</i>	<i>Total USD</i>
------------------	------------------------	------------------------	------------------------	----------------------

Opening ECL allowance	72 939			72 939
Impact due to transfer between stages				-
ECL allowance for the year	48 741			48 741
Amounts written off				-
Foreign exchange adjustments				-
Closing ECL allowance	121 680	-	-	121 680

5. FINANCIAL ASSETS AT FAIR VALUE THROUGH OTHER COMPREHENSIVE INCOME

A - By nature	2021	2020
Listed securities	3 174 691	13 264 342
Unlisted securities	27 535 647	20 112 659
	30 710 338	33 377 001

B - By currency	2021	2020
US Dollars	12 101 270	22 160 607
Pound Sterling	8 782 150	763 425
Tunisian Dinars	3 697 530	3 995 621
Bahrain Dinars	3 133 302	3 135 797
Kuwaiti Dinars	2 995 451	3 320 916
Jordanian Dinars	635	635
	30 710 338	33 377 001

6. FINANCIAL ASSETS MEASURED AT AMORTIZED COST

A - By nature	2021	2020
Government bonds and debt securities	39 622 191	26 526 771
Other bonds and debts securities	17 289 316	15 891 248
Less: Expected credit losses	(409 259)	(172 998)
	56 502 248	42 245 021

B - By currency	2021	2020
USD	40 200 432	28 932 573
EUR	16 711 075	8 554 804
KWD	-	4 930 642
Less: Expected credit losses	(409 259)	(172 998)
	56 502 248	42 245 021

C - By maturity	2021	2020
Up to 3 months	-	2 000 453
From 3 months to 1 year	4 981 090	4 930 642
Over 1 year	51 930 417	35 486 924
Less: Expected credit losses	(409 259)	(172 998)
	56 502 249	42 245 021

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality				-
Standard quality	46 239 799	10 671 708		56 911 507
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	46 239 799	10 671 708	-	56 911 507

31 December 2020	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	3 000 000			3 000 000
Standard quality	39 418 019			39 418 019
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	42 418 019	-	-	42 418 019

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Opening ECL allowance</i>	172 998			172 998

Impact due to transfer between stages	(54 707)	54 707	-
ECL allowance for the year	160 419	75 842	236 261
Amounts written off			-
Foreign exchange adjustments			-
Closing ECL allowance	278 710	130 549	409 259

7. INVESTMENTS IN ASSOCIATED COMPANIES

The Bank has a participation in Gulf Bank Algeria (AGB), a Bank incorporated in Algeria. The shares of AGB are not listed in any public exchange.

8. LOANS AND ADVANCES, NET

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Bank and financial institutions	114 454 735	123 037 562
Corporate businesses, private and others	32 414 573	33 614 094
	<u>146 869 308</u>	<u>156 651 656</u>
Allowances for loan losses	(4 804 322)	(4 768 726)
	<u>142 064 986</u>	<u>151 882 930</u>

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	3 355 418			3 355 418
Standard quality	122 157 057	16 904 682		139 061 739
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities			4 452 151	4 452 151
Total	<u>125 512 475</u>	<u>16 904 682</u>	<u>4 452 151</u>	<u>146 869 308</u>

31 December 2020	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	4 931 396			4 931 396

Standard quality	146 581 966	686 144		147 268 110
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities			4 452 151	4 452 151
Total	151 513 362	686 144	4 452 151	156 651 657

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
Opening ECL allowance	752 093	637	4 015 996	4 768 726
Impact due to transfer between stages				-
ECL allowance for the year	(247 722)	123 318	160 000	35 596
Amounts written off				-
Foreign exchange adjustments				-
Closing ECL allowance	504 371	123 955	4 175 996	4 804 322

8.1 Geographical analysis

	2021	2020
Middle East/Africa	142 064 986	151 882 930
	142 064 986	151 882 930

8.2 Maturity analysis

	2021	2020
Up to 3 months	17 141 609	17 100 664
From 3 months to 1 year	66 766 584	60 940 858
Over 1 year	58 156 793	73 841 408
	142 064 986	151 882 930

8.3 Allowances for loan losses

	2021	2020
Specific provision	4 175 996	4 015 996
General provision	628 326	752 730
	4 804 322	4 768 726

The movements of allowance for loan losses are as follows:

	Specific allowance	General allowance	Total
Balance at 31 December 2020	4 015 996	752 730	4 768 726
Allowances of the year	160 000	-	160 000
Reclassification	-	-124 404	-124 404
Balance at 31 December 2021	4 175 996	628 326	4 804 322

In line with Central Bank instruction addressed to all banks in order to build up collective provision to cover potential risks arising from the ongoing, local as well as international, economic and financial environment. TIB has made a collective provision allocation amounting to 628 KUS\$. This amount has been calculated using, the maximum between, the model indicated in the CBT circular N°2012-02 of January 11th, 2012 followed by the circular N°2012-8 of March 2nd, 2012, the circular N°2012-20 of December 6th, 2012 and the circular N°2021-01 of January 11th, 2021 and ECL as per IFRS9.

8.4 Non-performing loans

	Loans and advances	Interest suspended	Provisions	Collateral against NPL
Bank and financial institutions	3 951 458	179 112	3 675 303	-
Corporate businesses, private and others	500 693	-	500 693	500 693
	4 452 150	179 112	4 175 996	500 693

9. ACCRUED INTEREST AND OTHER ASSETS

	2021	2020
Accrued interest receivable	2 236 090	2 152 441
Prepayments	2 191 840	868 265
Deferred tax assets	1 696 294	1 736 710
	6 124 224	4 757 416

10. PROPERTY AND EQUIPMENT

	Net value 2021	Net value 2020
Land	700 000	700 000
Building	376 777	478 157
Office furniture and other fixed assets	623 742	841 054
Total net	1 700 519	2 019 211

11. DEPOSITS FROM BANKS AND FINANCIAL INSTITUTIONS

	2021	2020
Repayable on demand	106 091	83 917
Up to 3 months	155 994 791	144 170 073
From 3 months to 1 year	11 331 000	24 534 000
	167 431 882	168 787 990

12. DEPOSITS FROM CUSTOMERS

	2021	2020
Up to 3 months	182 384 177	214 412 604
From 3 months to 1 year	8 313 265	11 018 651
Over 1 year	500 000	-
	191 197 442	225 431 255

13. ACCRUED INTEREST AND OTHER LIABILITIES

	2021	2020
Accrued interest payable	79 494	62 488
Provision for non-cash credit facilities	4 324	165 149
Waiting for settlement	1 222 067	1 644 654
Accrued expenses	4 883 430	3 145 740
Retirement benefits provision	4 463 931	4 570 288
Deferred tax liabilities	1 236 722	1 408 805
Other liabilities	7 284 825	6 524 788
	19 174 793	17 521 912

14. SHAREHOLDERS' EQUITY

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Share capital	50 000 000	50 000 000
Reserves including: (a)	32 771 380	32 215 226
<i>Investments Fair Value reserve</i>	<i>1 556 219</i>	<i>2 000 064</i>
Retained earnings	59 726 558	50 446 465
Net profit of the period	6 224 721	14 520 093
	<u>148 722 659</u>	<u>147 181 784</u>

The ordinary general meeting of 2021 decided the allocation of 2020 net profit and retained earnings as follows:

Net profit 2020	14 520 093
Retained earnings as at 31/12/2020	50 446 465
	<u>64 966 558</u>

Allocation

Social fund	240 000
General reserve	1 000 000
Dividends distributed	4 000 000
Retained earnings as at 31/12/2021	59 726 558
	<u>64 966 558</u>

a- Reserves are detailed as follows :

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Statutory Reserves	7 556 427	7 556 427
General reserve	22 658 734	21 658 734
Revaluation reserve	1 000 000	1 000 000
Fair value Reserve	1 556 219	2 000 065
	<u>32 771 380</u>	<u>32 215 226</u>

15. INTEREST INCOME

	2021	2020
Interest on interbank placements	1 910 461	1 868 889
Interest on loans and advances	5 512 812	5 609 778
	7 423 273	7 478 667

16. OTHER INCOME

	2021	2020
Investment income (16.1)	4 285 164	14 080 283
Foreign exchange	2 003 048	2 354 227
Fees and commissions	3 159 272	2 708 876
	9 447 484	19 143 386

16.1 Investment income

	2021
Interest on financial assets at amortized cost	2 571 058
Dividends from investment in associated companies	809 871
Dividends from financial assets at fair value through OCI	1 010 782
Loss on financial assets designated at fair value through P&L	(7 530)
Investment fees	(99 017)
	4 285 164

17. INTEREST EXPENSES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Interest expenses on deposits and collaterals	103 546	144 716
Interest expenses on interbank deposits	1 054 213	1 203 773
	<u>1 157 759</u>	<u>1 348 489</u>

18. SALARIES AND BENEFITS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Wages and salaries	3 069 367	2 833 294
Social security costs	692 866	577 610
Pension costs	160 000	300 000
Other	9 012	6 750
	<u>3 931 245</u>	<u>3 717 654</u>

19. GENERAL AND ADMINISTRATIVE EXPENSES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Depreciation	416 513	393 258
Premises costs	301 798	298 656
IT costs	304 022	309 356
Communication	255 936	250 948
Marketing & Advertising costs	63 111	59 022
Government donation COVID-19	-	1 382 890
Board fees	273 000	213 000
Tax	26 232	21 744
Administration costs	1 562 123	1 097 541
	<u>3 202 735</u>	<u>4 026 415</u>

20. EARNINGS PER SHARE

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Net profit attributable to ordinary equity holders	6 224 721	14 520 093
Weighted average number of ordinary shares	5 000 000	5 000 000
	<u>1,24</u>	<u>2,90</u>

21. COMMITMENTS AND CONTINGENCIES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Forward exchange contracts purchases	7 465 398	12 027 532
Forward exchange contracts sales	7 457 325	11 989 544
Letters of credit, guarantees and acceptances	9 322 119	11 124 742
	<u>24 244 842</u>	<u>35 141 818</u>

22. FAIR VALUE HIERARCHY

IFRS 7 specifies a hierarchy of valuation techniques based on whether the inputs to those valuation techniques are observable or unobservable. Observable inputs reflect market data obtained from independent sources; unobservable inputs reflect the Bank's market assumptions. These two types of inputs have created the following fair value hierarchy:

- **Level 1** – Quoted prices in active markets for identical assets or liabilities. This level includes listed equity securities and debt instruments on exchanges.
- **Level 2** – Inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices).
- **Level 3** – Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (unobservable inputs). This level includes equity investments and debt instruments with significant unobservable components.

This hierarchy requires the use of observable market data when available. The Bank considers relevant and observable market prices in its valuations where possible.

	<u>Level 1</u>	<u>Level 2</u>	<u>Level 3</u>	<u>TOTAL</u>
Financial assets designated at FV through P&L				
Equity Securities	856 466	-	-	856 466
Debt Securities	-	-	-	-
Financial assets at fair value through OCI				
Equity Securities		27 535		
	3 174 691	647	-	30 710 338
Debt Securities	-	-	-	-
Financial assets measured at amortized cost				
Equity Securities	-	-	-	-
Debt Securities	56 502			
	248	-	-	56 502 248
Investments in associated companies				
Equity Securities		49 155		
	-	151	-	49 155 151
Debt Securities	-	-	-	-
	<u>60 533</u>	<u>76 690</u>		<u>137 224</u>
	<u>405</u>	<u>798</u>	-	<u>203</u>

23. INTEREST RATE RISK

Interest rate risk arises from the possibility that changes in interest rates will affect future profitability or the fair values of financial instruments.

The Bank's interest sensitivity position is based on maturity dates and contractual repricing arrangements. As at **31 December 2021** it was as follows:

	Up to 3 months	3 month to 1 year	Over 1 year	Non interest bearing items	TOTAL
Bank demand and call deposits	104 498 660	-	-	679 759	105 178 420
Time deposits	124 234 424	10 000 000	-	-	134 234 424
Financial assets designated at fair value through P&L	-	-	-	856 466	856 466
Financial assets at fair value through other comprehensive income	-	-	-	30 710 338	30 710 338
Financial assets measured at amortized cost	-	4 981 090	51 521 158	-	56 502 248
Investments in associated companies	-	-	-	49 155 151	49 155 151
Loans and advances, net	17 141 609	66 766 584	58 156 793	-	142 064 986
Accrued interest and other assets	-	-	-	6 124 224	6 124 224
Property and equipment	-	-	-	1 700 519	1 700 519
Total assets	<u>245 874 693</u>	<u>81 747 674</u>	<u>109 677 951</u>	<u>89 226 457</u>	<u>526 526 776</u>
Deposits from Banks and financial institutions	156 100 882	11 331 000	-	-	167 431 882
Deposits from customers	182 384 177	8 313 265	500 000	-	191 197 442
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	19 174 793	19 174 793
Shareholders' equity	-	-	-	148 722 659	148 722 659
Total liabilities and shareholders' equity	<u>338 485 059</u>	<u>19 644 265</u>	<u>500 000</u>	<u>167 897 452</u>	<u>526 526 776</u>

Currency wise interest rates are as follows:

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
US Dollars	%	%
Assets	0.03 - 10.50	0.02 - 10.50
Liabilities	0.06 – 2.15	0.06 – 2.95
Kuwaiti Dinars		
Assets	–	–
Liabilities	1.63 – 2.63	2.63 – 3.25
Tunisian Dinars		
Assets	6.43 – 8.75	7.10 – 14.00
Liabilities	2.00 - 8.00	3.00 - 10.50
Euros		
Assets	0.10 - 6.35	0.10 - 6.35
Liabilities	0.03 - 0.65	0.02 - 1.25
British Pounds		
Assets	–	–
Liabilities	0.15 – 0.55	0.25 – 0.25

24. CURRENCY RISK

Currency risk is the risk that the value of a financial instrument will fluctuate due to changes in foreign exchange rates. The Bank considers the US Dollar as its functional currency. Positions are monitored on a daily basis and hedging strategies are used to ensure positions are maintained within established limits. The Bank had the following net exposures as of 31 December 2021:

	<u>2021 - 000'USD</u>	
	<u>Long position</u>	<u>Short position</u>
Euros	-	-393
Tunisian Dinar	652	-
Saudi Riyals	46	-
Canadian Dollar	-	-1
Kuwaiti Dinar	-	-13
Bahraini Dinar	-	-81
Libyan Dinar	6	-
Algerian Dinar	4	-
Swiss Francs	-	-3
Arab Emirate Dirham	3	-
Japanese Yen	59	-
Pound Sterling	1	-
Other	5	-
	<u>776</u>	<u>-491</u>

25. LIQUIDITY RISK

The maturity profile of the assets and liabilities at **31 December 2021** was as follows:

	Up to 3 months	3 month to 1 year	1 year to 5 years	Undated	TOTAL
Bank demand and call deposits	105 178 420	-	-	-	105 178 420
Time deposits	124 234 424	10 000 000	-	-	134 234 424
Financial assets designated at fair value through P&L	856 466	-	-	-	856 466
Financial assets at fair value through other comprehensive income	-	-	-	30 710 338	30 710 338
Financial assets measured at amortized cost	-	4 981 090	51 521 158	-	56 502 248
Investments in associated companies	-	-	-	49 155 151	49 155 151
Loans and advances, net	17 141 609	66 766 584	58 156 793	-	142 064 986
Accrued interest and other assets	-	-	-	6 124 224	6 124 224
Property and equipment	-	-	-	1 700 519	1 700 519
Total assets	<u>247 410 918</u>	<u>81 747 674</u>	<u>109 677 951</u>	<u>87 690 232</u>	<u>526 526 776</u>
Deposits from Banks and financial institutions	156 100 882	11 331 000	-	-	167 431 882
Deposits from customers	182 384 177	8 313 265	500 000	-	191 197 442
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	19 174 793	19 174 793
Shareholders' equity	-	-	-	148 722 659	148 722 659
Total liabilities and shareholders' equity	<u>338 485 059</u>	<u>19 644 265</u>	<u>500 000</u>	<u>167 897 452</u>	<u>526 526 776</u>

26. RELATED PARTIES BALANCES & TRANSACTIONS

December 2021

	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Key management	Others Related Parties	Total
Assets					
Bank demand and call deposits	5 088 753	-	-	315 677	5 404 430
Time deposits	-	-	-	52 951 490	52 951 490
Financial assets designated at fair value through P&L	-	-	-	232 807	232 807
Financial assets at fair value through other comprehensive income	-	-	-	1 206 383	1 206 383
Financial assets measured at amortized cost	-	-	-	3 000 000	3 000 000
Investment managed by a related party	-	-	-	277 909	277 909
Investments in Associated Companies	-	49 155 151	-	-	49 155 151
Loans and advances, net	-	221	1 782 760	5 000 000	6 782 981
Accrued Interest receivable	-	-	12 578	248 081	260 659
	5 088 753	49 155 372	1 795 338	63 232 346	119 271 809

Liabilities

Deposits from Banks and financial institutions	17 799 795	22	-	35 616 788	53 416 605
Deposits from customers	-	-	269	8 162	8 430
Accrued Interest payable	6 133	-	-	5 744	11 877
	17 805 928	22	269	35 630 693	53 436 912

December 2021

	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Key management	Others Related Parties	Total
Income Statement					
Interest Income	-	-	31 614	1 541 114	1 572 728
Other Income, net	-	809 871	-	152 738	962 609
Interest Expense	-207 449	-	-	-121 696	-329 145
General & Administrative expenses	-	-	-	-590 000	-590 000
Tax expenses	-	-121 481	-	-	-121 481
	-207 449	688 390	31 614	982 156	1 494 712

Key management compensation

Remuneration paid or accrued in relation to key management, including Directors and other Senior Officers was as follows:

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Short term employee benefits - including salary & bonus	917 244	686 273
Accrual for end of services indemnity	48 721	34 000
	<u>965 965</u>	<u>720 273</u>

27. SEGMENTAL INFORMATION

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Assets		
North America	44 985 195	41 294 349
Europe	63 546 658	83 815 396
Middle East/ Africa	417 994 923	433 813 196
	<u>526 526 776</u>	<u>558 922 941</u>

Liabilities

Europe	33 331 000	49 534 000
Middle East/ Africa	344 473 117	362 207 157
	<u>377 804 117</u>	<u>411 741 157</u>

Investment Income

Middle East/ Africa	3 340 281	13 095 539
North America	627 387	524 214
Europe	317 495	460 530
	<u>4 285 163</u>	<u>14 080 283</u>

Interest Income

Europe	632 747	827 681
Middle East/ Africa	6 790 526	6 650 986
	<u>7 423 273</u>	<u>7 478 667</u>

Other Income

Middle East/ Africa	5 162 320	5 063 104
	<u>5 162 320</u>	<u>5 063 104</u>

28. CREDIT RISK

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Bank manages credit risk by setting limits for individual counterparties, and groups of counterparties and for geographical and industry segments. The Bank also monitors credit exposures, and continually assesses the creditworthiness of counterparties. In addition, the Bank obtains security where appropriate, enters into master netting agreements and collateral arrangements with counterparties, and limits the duration of exposures.

For details of the composition of the assets by geographic segment refer to note 27.

Credit risk in respect of derivative financial instruments is limited to those with positive fair values.

29. CONCENTRATIONS

Concentrations arise when a number of counterparties are engaged in similar business activities, or activities in the same geographic region, or have similar economic features that would cause their ability to meet contractual obligations to be similarly affected by changes in economic, political or other conditions. Concentrations indicate the relative sensitivity of the Bank's performance to developments affecting a particular industry or geographic location.

The distribution of assets and liabilities by geographic region is disclosed in note 27.

30. MARKET RISK

Market risk is defined as the risk of loss in the value of on or off balance sheet financial instruments caused by a change in market prices, including changes in interest rates, foreign exchange rates and equity prices.

Independent Auditor's Report

To the Shareholders of Tunis International Bank,
Report on the Audit of the Financial Statements

Opinion

We have audited the accompanying individual financial statements of Tunis International Bank which comprise the individual balance sheet as at December 31st, 2021, the individual income statement, the individual statement of comprehensive income, the individual statement of cash flows, the individual statement of changes in shareholders' equity for the year then ended, a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

In our opinion, the individual financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Tunis International Bank as at December 31st, 2021 and of the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs).

Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* sections of our report. We are independent of the Bank in accordance with the requirements of the IESBA Code of Ethics for Professional Accountants, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other Information in the Annual Report

The Board of Directors is responsible for the other information in the annual report. The other information comprises all information included in the annual report, but does not include the stand-alone financial statements of the Bank and our auditor's report thereon.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information in the annual report and we do not express any form of conclusion thereon.

Our responsibility is to read the other information in the annual report and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the Management and Those Charged With Governance for the Financial Statements

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with IFRSs, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the Bank's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concerns basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the Bank or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Bank's financial process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error; and issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintains professional skepticism throughout the planning and performance of the audit, we also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from

fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the management.
- Conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Bank's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Bank to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the Board of Directors or its relevant committee with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

Tunis, March 10th, 2022

Walid MOUSSA

S.C.M.G

Foued AMIRI

ARC

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ELABORES CONFORMEMENT AU REFERENTIEL IFRS

Tunis International Bank -TIB -

Siège Social : 18, avenue des états Unis d'Amérique 1002 Tunis-Belvédère

Tunis International Bank - TIB- publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2021, élaborés conformément au référentiel IFRS, tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date 14 avril 2022. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes,. M. Walid MOUSSA cabinet S.C.M.G et M Foued AMIRI cabinet ARC Tunisie.

CONSOLIDATED BALANCE SHEET

As at December 31, 2021

(Amounts in US Dollars)

	Notes	2021	2020
ASSETS			
Bank demand and call deposits	3	105 178 420	58 978 457
Time deposits	4	134 234 424	215 612 509
Financial assets designated at fair value through P&L		856 466	895 245
Financial assets at fair value through other comprehensive income	5	30 710 338	33 377 001
Financial assets measured at amortized cost	6	56 502 248	42 245 021
Investments in associated companies	7	87 100 659	80 946 409
Loans and advances, net	8	142 064 986	151 882 930
Accrued interest and other assets	9	6 124 224	4 757 416
Property and equipment, net	10	1 700 519	2 019 211
TOTAL ASSETS		564 472 284	590 714 199
LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY			
LIABILITIES		377 804 117	411 741 157
Deposits from banks and financial institutions	11	167 431 882	168 787 990
Deposits from customers	12	191 197 442	225 431 255
Accrued interest and other liabilities	13	19 174 793	17 521 912
SHAREHOLDERS' EQUITY	14	186 668 167	178 973 042
Share capital		50 000 000	50 000 000
Reserves		32 771 380	32 215 226
Foreign currency translation reserve		-37 455 245	-33 754 418
Retained earnings		141 352 032	130 512 234
TOTAL LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY		564 472 284	590 714 199

CONSOLIDATED INCOME STATEMENT
For the year ended December 31, 2021
(Amounts in US Dollars)

	Notes	2021	2020
TOTAL INCOME		26 882 316	27 145 308
Interest income	15	7 423 273	7 478 667
Other income, net	16	8 637 613	8 816 672
Share of results of associated companies		10 821 430	10 849 969
INTEREST EXPENSES		1 157 759	1 348 489
Interest expenses	17	1 157 759	1 348 489
OPERATING INCOME		25 724 557	25 796 819
Salaries and benefits	18	3 931 245	3 717 654
General and administrative expenses	19	3 202 735	4 026 415
NET OPERATING INCOME (BEFORE WRITE DOWN AND PROVISIONS)		18 590 577	18 052 750
Allowance for doubtful loans		160 000	950 000
NET INCOME FOR THE YEAR BEFORE TAX		18 430 577	17 102 750
Tax expenses		2 072 816	510 395
NET INCOME FOR THE YEAR		16 357 761	16 592 356
Number of shares		5 000 000	5 000 000
Earning per share	20	3,27	3,32

STATEMENT OF CONSOLIDATED COMPREHENSIVE INCOME
For the year ended December 31, 2021
(Amounts in US Dollars)

	2021	2020
PROFIT FOR THE YEAR	16 357 761	16 592 356
Net fair value (loss) gain from financial assets at fair value through other comprehensive income	-443 846	362 913
Other comprehensive (loss) income for the year	-443 846	362 913
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME FOR THE YEAR	15 913 915	16 955 269

CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT
For the year ended December 31, 2021
(Amounts in US Dollars)

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
OPERATING ACTIVITIES		
Net income of the year	16 357 761	16 592 356
Adjustments for :		
Depreciation	416 513	393 258
Social fund	-240 000	-240 000
Share of profit from associates companies	-10 133 040	-2 072 263
Operating profit before changes in operating assets and liabilities	6 401 234	14 673 351
Changes in operating assets and liabilities		
Time deposits	81 378 085	2 698 290
Loans and advances	9 817 944	-24 993 895
Accrued interest and other assets	-1 366 808	-1 453 538
Deposits from banks and financial institutions	-1 356 108	-105 272
Deposits from customers	-34 233 813	-46 190 969
Accrued interest and other liabilities	1 652 881	120 666
Net cash provided by operating activities	62 293 415	-55 251 367
INVESTING ACTIVITIES		
Purchase of financial assets designated at fair value through P&L	34 177	-
Sales of financial assets designated at fair value through P&L	-	-
Purchase of financial assets at fair value through other comprehensive income	-8 279 214	-3 695 300
Sales of financial assets at fair value through other comprehensive income	10 506 329	4 926 123
Purchase of financial assets measured at amortized cost	-22 328 774	-8 000 000
Sale of financial assets measured at amortized cost	8 071 547	11 502 589
Purchase of fixed assets net	-97 821	-132 671
Net cash used by investing activities	-12 093 756	4 600 741
FINANCING ACTIVITIES		
Dividends paid	-4 000 000	-
Net cash used by financing activities	-4 000 000	-
Increase / Decrease in cash and cash equivalents	46 199 659	-50 650 626
Cash and cash equivalents as of 1st January	58 978 761	109 629 387
Cash and cash equivalents as of 31 December	105 178 420	58 978 761

CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN SHAREHOLDERS' EQUITY

For the year ended December 31, 2021

(Amounts in US Dollars)

	Share Capital	Statutory Reserve	General Reserve	Revaluatio n Reserve	Investmen t FV reserve	Foreign Currency reserve	Retained Earnings	Total
Balance at December 31, 2019	50 000 000	7 556 427	20 658 734	1 000 000	1 637 151	-26 599 952	122 718 921	176 971 283
Net income for the period							16 592 356	16 592 356
Other comprehensive income					362 913			362 913
<i>Total comprehensive income</i>					<i>362 913</i>		<i>16 592 356</i>	<i>16 955 269</i>
Transfer to general reserve			1 000 000				-1 000 000	-
Dividends distributed							-5 000 000	-5 000 000
Transfer to social fund							-240 000	-240 000
Share of changes recognised directly in associate's equity						-7 154 466	-2 559 045	-9 713 511
Balance at December 31, 2020	50 000 000	7 556 427	21 658 734	1 000 000	2 000 064	-33 754 418	130 512 232	178 973 042
Net income for the period							16 357 761	16 357 761
Other comprehensive income					-443 846			-443 846
<i>Total comprehensive income</i>					<i>-443 846</i>		<i>16 357 761</i>	<i>15 913 915</i>
Transfer to general reserve			1 000 000				-1 000 000	-
Dividends distributed							-4 000 000	-4 000 000
Transfer to social fund							-240 000	-240 000
Share of changes recognised directly in associate's equity						-3 700 827	-277 964	-3 978 791
Balance at December 31, 2021	50 000 000	7 556 427	22 658 734	1 000 000	1 556 218	-37 455 245	141 352 029	186 668 167

NOTES TO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

1. CORPORATE INFORMATION

The consolidated financial statements of Tunis International Bank for the year ended December 31, 2021 were authorised for issue in accordance with resolution of the Board of Directors on January 2022.

Tunis International Bank S.A. (TIB) was established in June 1982 in Tunisia as a fully licensed Bank operating mainly with non residents under the current Tunisian law 2009-64 of August 12th, 2009 and under the supervision of the Central Bank of Tunisia. The main activity of the Bank is corporate and private banking and Money Market operations. The Bank is subject to 35% corporate tax for activities with residents and non residents. The Bank's registered address is 18, avenue des Etats Unis d'Amerique P.O. Box 81 – Le Belvedere 1002, Tunis, Tunisia.

TIB is a subsidiary of Burgan Bank (Kuwait), member of KIPCO Group (Kuwait).

2. ACCOUNTING POLICIES

2.1. Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the International Accounting Standards Board (IASB).

The consolidated financial statements are prepared under the historical cost convention, except for financial assets classified at fair value through profit or loss, fair value through other comprehensive income and financial assets measured at amortized cost.

The consolidated financial statements have been presented in US Dollars being the functional currency of the Bank.

2.2. Principles of consolidation

TIB has an associated company located in Algeria. For the preparation of the consolidated financial statement of the Bank, TIB has consolidated its shares in AGB using equity method. The associated company included in the consolidated financial statements of TIB is the following:

<u>Name of associated company</u>	<u>Country</u>	<u>Year of incorporation</u>
Algeria Gulf Bank	Algeria	2003

An associated company is one in which the Bank exercises significant influence (but not control) over its operations, generally accompanying, directly or indirectly, a shareholding of between 20% and 50% of the equity share capital.

Under the equity method, the investment in an associate is initially recognised at cost and adjusted thereafter for the post-acquisition change in the Bank's share of net assets of the investee. The Bank recognises in the consolidated statement of income its share of the total recognised profit or loss of the associate from the date that influence or ownership effectively commences until the date that it effectively ceases.

Distributions received from an associate reduce the carrying amount of the investment. Adjustments to the carrying amount may also be necessary for changes in the Bank's share in the associate arising from changes in its equity that have not been recognised in the associate's profit or loss. The Bank's share of those changes is recognised directly in equity.

Whenever impairment requirements of IAS 36 indicate that investment in an associate may be impaired, the entire carrying amount of the investment is tested by comparing its recoverable amount with its carrying value. Goodwill is included in the carrying amount of an investment in an associate and, therefore, is not separately tested for impairment.

Unrealised gains on transactions with an associate are eliminated to the extent of the Bank's share in the associate. Unrealised losses are also eliminated unless the transaction provides evidence of impairment in the asset transferred. An assessment of an associate is performed when there is an indication that the asset has been impaired, or that impairment losses recognised in prior years no longer exist.

2.3. Significant accounting judgments and estimates

In the process of applying the Bank's accounting policies, management has used its judgment and made estimates in determining the amounts recognised in the consolidated financial statements. The most significant use of judgment and estimates are as follows:

Impairment allowances on loans and advances

The Bank reviews its non performing portfolio at each reporting date to assess whether an allowance for impairment should be recorded in the income statement. In particular, judgement by management is required in the estimation of the amount and timing of future cash flows when determining the level of allowance required. Such estimates are based on assumptions about a number of factors and actual results may differ, resulting in future changes to the allowance.

In addition to specific allowances, the Bank also makes a collective impairment allowance against exposures which, although not specifically identified as requiring a specific allowance, have a collectively risk of default, based on historical experience, from the existing overall credit portfolio over its remaining life. In determining the level of collective allowances, management also refers to the composition of the portfolio, industry, collateral values, significant increase in credit risk, rating model, macro-economic variables and the Tunisian Central Bank requirements.

2.4. Change in the consolidated financial statement disclosure

The expected Credit Loss as per IFRS9 is deducted from each related balance sheet heading to reflect the net amounts.

The main effects resulting from ECL allocation are shown under the below table:

Balance sheet heading	2020	ECL allocation	2020 Amended
Bank demand and call deposits	58 978 761	(304)	58 978 457
Time deposits	215 685 448	(72 939)	215 612 509
Financial assets measured at amortized cost	42 418 019	(172 998)	42 245 021
Loans and advances, net	151 471 540	411 390	151 882 930
Accrued interest and other liabilities	17 356 763	165 149	17 521 912

2.5. Summary of significant accounting policies

(a) Foreign currency translation

Translation of foreign currency transactions

Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the functional currency rate of exchange ruling at the balance sheet date. All differences are recognised in the consolidated income statement. Income and expenses items incurred in foreign currencies are translated, into the functional currency monthly using the functional currency rate of exchange prevailing at that date.

Translation of financial statements of foreign operations

Assets and liabilities of foreign operations are translated at exchange rates prevailing at the balance sheet date. Income and expense items are translated at average exchange rates for the relevant period. All resulting exchange differences are taken directly to a *foreign currency translation reserve* the consolidated statement of changes in equity table.

(b) Financial Instruments

Recognition

A financial asset or a financial liability is recognised when the Bank becomes a party to the contractual provisions of the instrument. All regular way purchase and sale of financial assets are recognised using settlement date accounting. Changes in fair value between the trade date and settlement date are recognised in the consolidated statement of income or in other comprehensive income in accordance with the policy applicable to the related instrument. Regular way purchases or sales are purchases or sales of financial assets that require delivery of assets within the time frame generally established by regulations or conventions in the market place.

Classification and measurement

Initial classification and measurement of financial instruments

The classification of financial instruments at initial recognition depends on the business model for managing the instruments and on their contractual cash flow characteristics. Financial instruments are initially measured at their fair value, except in the case of financial assets and financial liabilities recorded at FVTPL, transaction costs are added to, or subtracted from this amount. When the fair value of financial instruments at initial recognition differs from the transaction price, the Bank accounts for the Day 1 profit or loss.

Business model assessment

The Bank determines its business model at the level that best reflects how it manages groups of financial assets to achieve its business objective. The Bank's business model is not assessed on an instrument-by-instrument basis, but at a higher level of aggregated portfolios and is based on observable factors such as:

How the performance of the business model and the financial assets held within that business model are evaluated and reported to the entity's key management personnel;

The risks that affect the performance of the business model (and the financial assets held within that business model) and, in particular, the way those risks are managed;

The expected frequency, value and timing of sales are also important aspects of the Bank's assessment.

The business model assessment is based on reasonably expected scenarios without taking 'worst case' or 'stress case' scenarios into account. If cash flows after initial recognition are realised in a way that is different from the Bank's original expectations, the Bank does not change the classification of the remaining financial assets held in that business model, but incorporates such information when assessing newly originated or newly purchased financial assets going forward.

Contractual cashflow characteristics

The Bank also assesses the characteristics of the contractual cashflow of the financial asset to identify whether the contractual cashflow is Solely for purpose of Payment of Principal and Interest (SPPI test).

'Principal' for the purpose of this test is defined as the fair value of the financial asset at initial recognition and may change over the life of the financial asset. The most significant elements of 'interest' within a lending arrangement are typically the consideration for the time value of money and credit risk. The Bank also considers relevant factors such as the currency in which the financial asset is denominated, and the period for which the interest rate is set during its assessment of the SPPI test.

The Bank reclassifies when and only when its business model for managing those assets changes. The reclassification takes place from the start of the first reporting period following the change.

Subsequent classification and measurement categories of financial assets

The Bank classifies all of its financial assets as either:

- Financial asset carried at amortised cost;
- Financial asset at fair value through other comprehensive income (FVOCI);
- Financial asset at fair value through profit or loss (FVTPL).

Financial asset carried at amortised cost:

A financial asset is carried at amortised cost if it meets both of the following conditions:

- It is held within a business model whose objective is to hold assets to collect contractual cash flows; and
- Its contractual terms give rise on specified dates, to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

Financial assets carried at amortised cost are subsequently measured at amortised cost using the effective interest method. Interest income, foreign exchange gains and losses, impairment and gain or loss on derecognition is recognised in the consolidated statement of income.

Cash and cash equivalents, Treasury bills and bonds with CBT and others, due from banks and other financial institutions, loans and advances to customers, certain investment securities and certain other assets are classified as financial asset carried at amortised cost.

Financial asset at fair value through other comprehensive income:

****)Debt instruments carried at FVOCI***

A debt instrument is carried at FVOCI if it meets both of the following conditions:

- It is held within a business model whose objectives are both to hold asset to collect contractual cash flows and selling financial assets; and
- Its contractual terms give rise on specified dates, to cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

Debt instruments carried at FVOCI are subsequently measured at fair value with gains and losses arising due to changes in fair value recognised in OCI. Interest income and foreign exchange gains and losses and gain or loss on derecognition is recognised in consolidated statement of income in the same manner as financial assets carried at amortised cost.

*****)Equity instruments carried at FVOCI***

Upon initial recognition, the Bank may elect to classify irrevocably some of its equity investments as equity instruments at FVOCI when they meet the definition of Equity under “IAS 32 Financial Instruments: Presentation” and are not held for trading. Such classification is determined on an instrument-by instrument basis.

Equity instruments carried at FVOCI are subsequently measured at fair value with gains and losses arising due to changes in fair value recognised in OCI and is not recycled to consolidated statement of income on derecognition.

Dividend income on equity instruments carried at FVOCI is recognised in consolidated statement of income, when the right of the payment has been established, except when the Bank benefits from such proceeds as a recovery of part of the cost of the instrument, in which case, such gains are recorded in OCI.

Financial assets carried at FVTPL:

Financial assets carried at FVTPL is initially recorded in the consolidated statement of financial position at fair value. The financial assets classified under this category are either designated by management upon initial recognition or are mandatorily required to be measured at fair value under IFRS 9.

Management designates an instrument as financial asset carried at FVTPL where even though it meets the classification criteria of financial asset carried at amortised cost or financial asset carried at FVOCI, this designation eliminates, or significantly reduces, the inconsistent accounting treatment that would otherwise arise. Such designation is determined on an instrument-by instrument basis.

Financial assets carried at FVTPL are subsequently measured at fair value. The changes in fair value are recorded in the consolidated statement of income. Interest earned or incurred on instruments designated at FVTPL is accrued in interest income using the effective interest rate method, taking into account any discount/premium and qualifying transaction costs being an integral part of instrument.

Dividend income from equity instruments measured at FVTPL is recorded in the consolidated statement of income as other operating income when the right to the payment has been established.

Subsequent classification and measurement categories of financial liabilities

Financial liabilities, other than financial guarantees and loan commitments, are measured at amortised cost or at FVTPL when they are held for trading and derivative instruments or the fair value designation is applied.

Due to banks, due to other financial institutions, deposits from customers, other borrowed fund and certain other liabilities are classified as financial liabilities carried at amortised cost.

Financial guarantees and loan commitments

In the ordinary course of business, the Bank issues financial guarantees, consisting of letters of credit, guarantees and acceptances.

Financial guarantees are initially recognised as off balance sheet at fair value. Subsequent to initial recognition, the Bank's liability under each guarantee is measured at the amount initially recognised less cumulative amortisation recognised in the consolidated statement of income, which is the higher of ECL under IFRS 9 and provision required by the Central Bank of Tunisia instructions.

Undrawn loan commitments and letters of credits are commitments under which, over the duration of the commitment, the Bank is required to provide a loan with pre-specified terms to the customer.

Similar to financial guarantee contracts, under IAS 39, a provision was made if they were an onerous contract and the higher of ECL under IFRS 9 and provision required by the Central Bank of Tunisia instructions.

De-recognition

****)De-recognition of financial assets and financial liabilities other than substantial modification of terms and conditions***

A financial asset (or where applicable, a part of a financial asset or part of a group of similar financial assets) is derecognised where:

- The rights to receive cash flows from the asset have expired, or
- The Bank has transferred its rights to receive cash flows from the asset or has assumed an obligation to pay the received cash flows in full without material delay to a third party under a 'pass-through' arrangement; and either (a) the Bank has transferred substantially all the risks and rewards of the asset, or (b) the Bank has neither transferred nor retained substantially all the risks and rewards of the asset, but has transferred control of the asset.

When the Bank has transferred its rights to receive cash flows from an asset or has entered into a pass-through arrangement, it evaluates if and to what extent it has retained the risks and rewards of ownership. When it has neither transferred nor retained substantially all of the risks and rewards of the asset, nor transferred control of the asset, the Bank continues to recognise the transferred asset to the extent of the Bank's continuing involvement. In that case, the Bank also recognises an associated liability. The transferred asset and the associated liability are measured on a basis that reflects the rights and obligations that the Bank has retained.

Continuing involvement that takes the form of a guarantee over the transferred asset is measured at the lower of the original carrying amount of the asset and the maximum amount of consideration that the Bank could be required to repay.

A financial liability is derecognised when the obligation under the liability is discharged or cancelled or expires. Where an existing financial liability is replaced by another from the same lender on substantially different terms, or the terms of an existing liability are substantially modified, such an exchange or modification is treated as a de-recognition of the original liability and the recognition of a new liability. The difference in the respective carrying amounts is recognised in the consolidated statement of income.

*****De-recognition of financial assets due to substantial modification of terms and conditions***

The Bank de-recognises a financial asset, such as loans and advances to customers, when the terms and conditions have been renegotiated to the extent that, substantially, it becomes a new loan, with the difference recognised as a de-recognition gain or loss, to the extent that an impairment loss has not already been recorded. The newly recognised loans are classified as Stage 1 for ECL measurement purposes, unless the new loan is deemed to be purchased or originated credit-impaired (POCI).

When assessing whether or not to de-recognise a financing receivable, amongst others, the Bank considers the following factors:

- Change in currency of the loan
- Introduction of an equity feature
- Change in counterparty
- If the modification is such that the instrument would no longer meet the SPPI criterion

If the modification does not result in cash flows that are substantially different, the modification does not result in de-recognition. Based on the change in cash flows discounted at original effective interest rate, the Bank records a modification gain or loss, to the extent that an impairment loss has not already been recorded.

Fair value measurement

The Bank measures financial instruments, such as, derivatives, investment securities etc., at each reporting date.

Fair value is the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date. The fair value measurement is based on the presumption that the transaction to sell the asset or transfer the liability takes place either:

- In the principal market for the asset or liability, or
- In the absence of a principal market, in the most advantageous market for the asset or liability.

The principal or the most advantageous market must be accessible to by the Bank.

The fair value of an asset or a liability is measured using the assumptions that market participants would use when pricing the asset or liability, assuming that market participants act in their economic best interest.

A fair value measurement of a non-financial asset takes into account a market participant's ability to generate economic benefits by using the asset in its highest and best use or by selling it to another market participant that would use the asset in its highest and best use.

The Bank uses valuation techniques that are appropriate in the circumstances and for which sufficient data are available to measure fair value, maximising the use of relevant observable inputs and minimising the use of unobservable inputs.

All assets and liabilities for which fair value is measured or disclosed in the consolidated financial statements are categorised within the fair value hierarchy, described as follows, based on the lowest level input that is significant to the fair value measurement as a whole:

- Level 1 - Quoted (unadjusted) market prices in active markets for identical assets or liabilities
- Level 2 - Valuation techniques for which the lowest level input that is significant to the fair value measurement is directly or indirectly observable
- Level 3 - Valuation techniques for which the lowest level input that is significant to the fair value measurement is unobservable

For financial instruments quoted in an active market, fair value is determined by reference to quoted market prices. Bid prices are used for assets and offer prices are used for liabilities. The fair value of investments in mutual funds, unit trusts or similar investment vehicles are based on the last published net assets value.

For unquoted financial instruments fair value is determined by reference to the market value of a similar investment, discounted cash flows, other appropriate valuation models or brokers' quotes. For financial instruments carried at amortised cost, the fair value is estimated by discounting future cash flows at the current market rate of return for similar financial instruments.

For assets and liabilities that are recognised in the consolidated financial statements on a recurring basis, the Bank determines whether transfers have occurred between Levels in the hierarchy by re-assessing categorisation (based on the lowest level input that is significant to the fair value measurement as a whole) at the end of each reporting period.

For the purpose of fair value disclosures, the Bank has determined classes of assets and liabilities on the basis of the nature, characteristics and risks of the asset or liability and the level of the fair value hierarchy as explained above.

(c) Impairment of financial assets

The Bank records impairment of financial assets as the higher of expected credit loss "ECL" computed under IFRS 9 or the provisions as required by Central Bank of Tunisia instructions. Financial assets consists of loans and advances to customers, non-cash credit facilities, investment in debt securities measured at amortised cost or FVOCI and on balances and deposits with banks. Equity investments are not subject to ECL.

Expected credit losses under IFRS 9

The Bank performs an assessment at the end of each reporting period of whether there has been a significant increase in credit risk since initial recognition by considering the change in the risk of default occurring over the remaining life of the financial instrument. ECLs are estimated based on the present value of all cash shortfalls over the remaining expected life of the financial asset, i.e., the difference between:

- The contractual cash flows that are due to the Bank under the contract; and
- The cash flows that the Bank expects to receive, discounted at the effective profit rate of the financing facility.

The Bank applies a three-stage approach to classify and measure the ECL on the financial assets classified as credit facilities, as described below:

Stage 1: 12-month ECL

For financial assets classified as credit facilities where there has not been any significant increase in credit risk since their initial recognition or those credit facilities which are determined to have a low credit risk at the reporting date, the Bank classifies these facilities under Stage 1 and measures the loss allowance which is a result of defaults that are expected to arise over the next 12 months (12-month ECL) on these financial assets.

Stage 2: Lifetime ECL – not credit impaired

For financial assets classified as credit facilities where there has been a significant increase in credit risk since initial recognition but are not credit impaired, the Bank classifies these facilities under Stage 2 and measures loss allowance which is a result of defaults that are expected to arise over the lifetime (Lifetime ECL) on these financial assets.

Stage 3: Lifetime ECL – credit impaired

For financial assets classified as credit facilities which are in default and credit impaired, the Bank classifies these facilities under Stage 3 and measures loss allowance at an amount equal to 100% of net exposure i.e. exposure after deduction of eligible collaterals.

Staging of credit facilities

The Bank continuously monitors all financial assets classified as credit facilities and applies a series of absolute thresholds and other criteria to determine the staging. All financial assets classified as credit facilities that are more than 30 days past due are deemed to have significant increase in credit risk since initial recognition and are classified under Stage 2. All rescheduled credit facilities are classified under the Stage 2 unless it qualifies for Stage 3. The Bank also applies other criteria to determine a significant increase in credit risk for financial assets, such as:

- Deterioration in the customer rating of the borrower indicating default;
- A material decrease in the underlying collateral value where the recovery of the loan is expected from the sale of the collateral;
- A material deterioration in the customer's financial position in the opinion of the Bank causing concerns on the repayment ability;
- A material covenant breach in a committed facility;
- Filing for bankruptcy or liquidation;
- Downgrade in the facility's credit rating by 2 grades.

The transfer of credit facility from Stage 2 to Stage 1 is made after a curing period of 12 months from the satisfaction of all conditions that triggered classification of the credit facility to Stage 2.

Definition of default

The Bank considers a financial asset to be in default and therefore Stage 3 (credit impaired) when:

- The borrower is past due for more than 90 days on its credit obligation to the Bank;
- The borrower is facing significant financial difficulty;
- The borrower is assessed as credit impaired based on internal qualitative and quantitative assessment;
- Other indicators such as breach of covenants, customer being deceased etc;

The Bank assess whether objective evidence of impairment exists on an individual basis for each individually significant asset and collectively for others not deemed individually significant.

Measurement of ECLs

ECLs are probability weighted estimates of credit losses and are measured as the present value of all cash shortfalls discounted at the effective interest rate of the financial instrument. Cash shortfalls represent the difference between cashflows due to the Bank in accordance with the contract and the cashflows that the Bank expects to receive. The key elements in the measurement of ECL include exposure at default, probability of default and loss given default.

The Exposure at Default (“EAD”) is an estimate of the exposure at a future default date, taking into account expected changes in the exposure after the reporting date, including expected drawdowns on committed facilities, repayments of principal and interest, whether scheduled by contract or otherwise.

The Probability of Default (“PD”) is an estimate of the likelihood of default over a given time horizon. Through-The-Cycle PD (TTC PD) are generated from the rating tool based on internal / external credit ratings. The Bank converts the TTC PD to Point In Time (PIT) PD term structure using appropriate models and techniques.

The Loss Given Default (“LGD”) is an estimate of the loss arising in the case where a default occurs at a given time. It is based on the difference between the contractual cash flows due and those that the lender would expect to receive, including from the realisation of any eligible collateral after hair-cuts.

Incorporation of forward looking information

The Bank incorporates forward-looking economic inputs that are relevant to the region in which the Bank is located, for both its assessment of significant increase in credit risk and its measurement of ECL. Qualitative overlays are made as and when necessary to correctly reflect the impact of the movement in the relevant economy on the Bank. Incorporating forward-looking information based on a three probability-weighted scenarios increases the degree of judgement required. The methodologies and assumptions including any forecasts of future economic conditions are reviewed regularly.

(d) End of service benefits

Provision is made under the Tunisian Labour Law, employee contracts and the Bank internal procedure. This liability, which is unfunded, represents the amount payable to each employee and is a reliable approximation of the present value of the obligation as at the reporting date.

(e) Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash and those balances of the demand and call deposits with banks including Central Banks and financial institutions.

(f) Offsetting

Consolidated financial assets and consolidated financial liabilities are only offset and the net amount reported in the balance sheet when there is a legally enforceable right to set off the recognised amounts and the Bank intends to either settle on a net basis, or to realise the asset and settle the liability simultaneously.

(g) Interest income and expenses

The Bank recognises interest income and expenses on an accrual basis. The Bank does not recognise interest income on loans or other income earning assets which are classified as non-performing.

Loans and other income earning assets are classified as non-performing when these are classified as doubtful or loss, respectively class 2, 3 and 4 following the regulations issued by Central Bank of Tunisia, or when in the opinion of management, collection of interest and/or principal is doubtful.

When a loan is classified as non-performing, any interest income previously recognised but not yet collected is reversed. Interest on non-performing loans and other income earning assets under Central Bank of Tunisia guidelines is recognised in the consolidated statement of income only to the extent of cash received.

(h) Fixed assets and depreciation

Fixed assets are stated at cost less accumulated depreciation. Expenditures which extend the future useful life of assets or provide further economic benefits are capitalised and depreciated. Fixed assets are depreciated using the straight line method over their estimated useful life.

3. BANK DEMAND AND CALL DEPOSITS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cash	679 760	802 786
Due from Banks	104 499 191	58 175 975
Less: Expected credit losses	(531)	(304)
	<u>105 178 420</u>	<u>58 978 457</u>

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	79 689 217			79 689 217
Standard quality	24 809 974			24 809 974
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	<u>104 499 191</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>104 499 191</u>

31 December 2020	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
Internal rating grade				
High quality	44 374 454			44 374 454
Standard quality	13 801 521			13 801 521
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	58 175 975	-	-	58 175 975

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
Opening ECL allowance				
	304			304
Impact due to transfer between stages				-
ECL allowance for the year	227			227
Amounts written off				-
Foreign exchange adjustments				-
Closing ECL allowance	531	-	-	531

4. TIME DEPOSITS

	2021	2020
Up to 3 months	124 356 104	195 685 448
From 3 months to 1 year	10 000 000	20 000 000
Less: Expected credit losses	(121 680)	(72 939)
	134 234 424	215 612 509

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
Internal rating grade				
High quality	15 000 000			15 000 000
Standard quality	119 356 104			119 356 104
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	134 356 104	-	-	134 356 104

31 December 2020	<i>Stage 1 USD</i>	<i>Stage 2 USD</i>	<i>Stage 3 USD</i>	<i>Total USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	44 813 600			44 813 600
Standard quality	170 871 848			170 871 848
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	215 685 448	-	-	215 685 448

31 December 2021	<i>Stage 1 USD</i>	<i>Stage 2 USD</i>	<i>Stage 3 USD</i>	<i>Total USD</i>
<i>Opening ECL allowance</i>	72 939			72 939
Impact due to transfer between stages				-
ECL allowance for the year	48 741			48 741
Amounts written off				-
Foreign exchange adjustments				-
Closing ECL allowance	121 680	-	-	121 680

5. FINANCIAL ASSETS AT FAIR VALUE THROUGH OTHER COMPREHENSIVE INCOME

A - By nature	2021	2020
Listed securities	3 174 691	13 264 342
Unlisted securities	27 535 647	20 112 659
	30 710 338	33 377 001
B - By currency	2021	2020
US Dollars	12 101 270	22 160 607
Pound Sterling	8 782 150	763 425
Tunisian Dinars	3 697 530	3 995 621
Bahrain Dinars	3 133 302	3 135 797
Kuwaiti Dinars	2 995 451	3 320 916
Jordanian Dinars	635	635
	30 710 338	33 377 001

6. FINANCIAL ASSETS MEASURED AT AMORTIZED COST

A - By nature	2021	2020
Government bonds and debt securities	39 622 191	26 526 771
Other bonds and debts securities	17 289 316	15 891 248
Less: Expected credit losses	(409 259)	(172 998)
	56 502 248	42 245 021

B - By currency	2021	2020
USD	40 200 432	28 932 573
EUR	16 711 075	8 554 804
KWD	-	4 930 642
Less: Expected credit losses	(409 259)	(172 998)
	56 502 248	42 245 021

C - By maturity	2021	2020
Up to 3 months	-	2 000 453
From 3 months to 1 year	4 981 090	4 930 642
Over 1 year	51 930 417	35 486 924
Less: Expected credit losses	(409 259)	(172 998)
	56 502 249	42 245 021

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality				-
Standard quality	46 239 799	10 671 708		56 911 507
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	46 239 799	10 671 708	-	56 911 507

31 December 2020	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	3 000 000			3 000 000
Standard quality	39 418 019			39 418 019
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities				-
Total	42 418 019	-	-	42 418 019

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Opening ECL allowance</i>				
	172 998			172 998
Impact due to transfer between stages	(54 707)	54 707		-
ECL allowance for the year	160 419	75 842		236 261
Amounts written off				-
Foreign exchange adjustments				-
Closing ECL allowance	278 710	130 549	-	409 259

7. INVESTMENTS IN ASSOCIATED COMPANIES

The Bank has a participation in Algeria Gulf Bank (AGB), a Bank incorporated in Algeria. The shares of AGB are not listed in any public exchange.

Summarised financial information of AGB is set out below:

	2021	2020
Total assets	2 218 992 068	2 023 460 323
Total liabilities	(1 956 672 735)	(1 781 655 158)
Net assets	262 319 333	241 805 165
Revenues	134 275 611	151 563 691
Profit for the year	36 071 433	36 166 563

8. LOANS AND ADVANCES, NET

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Bank and financial institutions	114 454 735	123 037 562
Corporate businesses, private and others	32 414 573	33 614 094
	<u>146 869 308</u>	<u>156 651 656</u>
Allowances for loan losses	(4 804 322)	(4 768 726)
	<u>142 064 986</u>	<u>151 882 930</u>

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	3 355 418			3 355 418
Standard quality	122 157 057	16 904 682		139 061 739
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities			4 452 151	4 452 151
Total	<u>125 512 475</u>	<u>16 904 682</u>	<u>4 452 151</u>	<u>146 869 308</u>

31 December 2020	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Internal rating grade</i>				
High quality	4 931 396			4 931 396
Standard quality	146 581 966	686 144		147 268 110
Past due but not impaired				-
Impaired Facilities			4 452 151	4 452 151
Total	<u>151 513 362</u>	<u>686 144</u>	<u>4 452 151</u>	<u>156 651 657</u>

31 December 2021	<i>Stage 1</i> <i>USD</i>	<i>Stage 2</i> <i>USD</i>	<i>Stage 3</i> <i>USD</i>	<i>Total</i> <i>USD</i>
<i>Opening ECL allowance</i>	752 093	637	4 015 996	4 768 726
Impact due to transfer between stages				-
ECL allowance for the year	(247 722)	123 318	160 000	35 596
Amounts written off				-
Foreign exchange adjustments				-
Closing ECL allowance	<u>504 371</u>	<u>123 955</u>	<u>4 175 996</u>	<u>4 804 322</u>

8.1 Geographical analysis

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Middle East/Africa	142 064 986	151 882 930
	<u>142 064 986</u>	<u>151 882 930</u>

8.2 Maturity analysis

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Up to 3 months	17 141 609	17 100 664
From 3 months to 1 year	66 766 584	60 940 858
Over 1 year	58 156 793	73 841 408
	<u>142 064 986</u>	<u>151 882 930</u>

8.3 Allowances for loan losses

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Specific provision	4 175 996	4 015 996
General provision	628 326	752 730
	<u>4 804 322</u>	<u>4 768 726</u>

The movements of allowance for loan losses are as follows:

	<u>Specific allowance</u>	<u>General allowance</u>	<u>Total</u>
Balance at 31 December 2020	4 015 996	752 730	4 768 726
Allowances of the year	160 000	-	160 000
Reclassification	-	(124 404)	(124 404)
Balance at 31 December 2021	<u>4 175 996</u>	<u>628 326</u>	<u>4 804 322</u>

In line with Central Bank instruction addressed to all banks in order to build up collective provision to cover potential risks arising from the ongoing, local as well as international, economic and financial environment. TIB has made a collective provision allocation amounting to 628 KUS\$. This amount has been calculated using, the maximum between, the model indicated in the CBT circular N°2012-02 of January 11th, 2012 followed by the circular N°2012-8 of March 2nd, 2012, the circular N°2012-20 of December 6th, 2012 and the circular N°2021-01 of January 11th, 2021 and ECL as per IFRS9.

8.4 Non-performing loans

	Loans and advances	Interest suspended	Provisions	Collateral against NPL
Bank and financial institutions	3 951 458	179 112	3 675 303	-
Corporate businesses, private and others	500 693	-	500 693	500 693
	4 452 150	179 112	4 175 996	500 693

9. ACCRUED INTEREST AND OTHER ASSETS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Accrued interest receivable	2 236 090	2 152 441
Prepayments	2 191 840	868 265
Deferred tax assets	1 696 294	1 736 710
	6 124 224	4 757 416

10. PROPERTY AND EQUIPMENT

	<u>Net value 2021</u>	<u>Net value 2020</u>
Land	700 000	700 000
Building	376 777	478 157
Office furniture and other fixed assets	623 742	841 054
Total net	1 700 519	2 019 211

11. DEPOSITS FROM BANKS AND FINANCIAL INSTITUTIONS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Repayable on demand	106 091	83 917
Up to 3 months	155 994 791	144 170 073
From 3 months to 1 year	11 331 000	24 534 000
	<u>167 431 882</u>	<u>168 787 990</u>

12. DEPOSITS FROM CUSTOMERS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Up to 3 months	182 384 177	214 412 604
From 3 months to 1 year	8 313 265	11 018 651
Over 1 year	500 000	-
	<u>191 197 442</u>	<u>225 431 255</u>

13. ACCRUED INTEREST AND OTHER LIABILITIES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Accrued interest payable	79 494	62 488
Provision for non-cash credit facilities	4 324	165 149
Waiting for settlement	1 222 067	1 644 654
Accrued expenses	4 883 430	3 145 740
Retirement benefits provision	4 463 931	4 570 288
Deferred tax liabilities	1 236 722	1 408 805
Other liabilities	7 284 825	6 524 788
	<u>19 174 793</u>	<u>17 521 912</u>

14. SHAREHOLDERS' EQUITY

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Share capital		50 000 000	50 000 000
Reserves	(a)	32 771 380	32 215 226
Foreign currency translation reserve	(b)	(37 455 245)	(33 754 418)
Retained earnings		124 994 271	113 919 878
<i>Part of reserve in associated company</i>		<i>64 579 323</i>	<i>54 695 707</i>
Net profit of the period		16 357 761	16 592 356
		<u>186 668 167</u>	<u>178 973 042</u>

a- Reserves are detailed as follows :

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Statutory Reserves	7 556 427	7 556 427
General reserve	22 658 734	21 658 734
Revaluation reserve	1 000 000	1 000 000
Fair value Reserve	1 556 219	2 000 065
	<u>32 771 380</u>	<u>32 215 226</u>

b- The foreign currency translation reserve represents the net foreign exchange gain (loss) arising from translating the financial statements of the associated companies from their functional currencies into United States Dollars.

15. INTEREST INCOME

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Interest on interbank placements	1 910 461	1 868 889
Interest on loans and advances	5 512 812	5 609 778
	<u>7 423 273</u>	<u>7 478 667</u>

16. OTHER INCOME

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Investment income (16.1)	3 475 293	3 753 569
Foreign exchange	2 003 048	2 354 227
Fees and commissions	3 159 272	2 708 876
	<u><u>8 637 613</u></u>	<u><u>8 816 672</u></u>

16.1 Investment income

	<u>2021</u>
Interest on financial assets at amortized cost	2 571 058
Dividends from financial assets at fair value through OCI	1 010 782
Losses on financial assets designated at fair value through P&L	-7 530
Investment fees	-99 017
	<u><u>3 475 293</u></u>

17. INTEREST EXPENSES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Interest expenses on deposits and collaterals	103 546	144 716
Interest expenses on interbank deposits	1 054 213	1 203 773
	<u><u>1 157 759</u></u>	<u><u>1 348 489</u></u>

18. SALARIES AND BENEFITS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Wages and salaries	3 069 367	2 833 294
Social security costs	692 866	577 610
Pension costs	160 000	300 000
Other	9 012	6 750
	<u><u>3 931 245</u></u>	<u><u>3 717 654</u></u>

19. GENERAL AND ADMINISTRATIVE EXPENSES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Depreciation	416 513	393 258
Premises costs	301 798	298 656
IT costs	304 022	309 356
Communication	255 936	250 948
Marketing & Advertising costs	63 111	59 022
Government donation COVID-19	-	1 382 890
Board fees	273 000	213 000
Tax	26 232	21 744
Administration costs	1 562 123	1 097 541
	<u>3 202 735</u>	<u>4 026 415</u>

20. EARNINGS PER SHARE

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Net profit attributable to ordinary equity holders	16 357 761	16 592 356
Weighted average number of ordinary shares	5 000 000	5 000 000
	<u>3,27</u>	<u>3,32</u>

21. COMMITMENTS AND CONTINGENCIES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Forward exchange contracts purchases	7 465 398	12 027 532
Forward exchange contracts sales	7 457 325	11 989 544
Letters of credit, guarantees and acceptances	9 322 119	11 124 742
	<u>24 244 842</u>	<u>35 141 818</u>

22. FAIR VALUE HIERARCHY

IFRS 7 specifies a hierarchy of valuation techniques based on whether the inputs to those valuation techniques are observable or unobservable. Observable inputs reflect market data obtained from independent sources; unobservable inputs reflect the Bank's market assumptions. These two types of inputs have created the following fair value hierarchy:

- **Level 1** – Quoted prices in active markets for identical assets or liabilities. This level includes listed equity securities and debt instruments on exchanges.
- **Level 2** – Inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices).
- **Level 3** – Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (unobservable inputs). This level includes equity investments and debt instruments with significant unobservable components.

This hierarchy requires the use of observable market data when available. The Bank considers relevant and observable market prices in its valuations where possible.

	<u>Level 1</u>	<u>Level 2</u>	<u>Level 3</u>	<u>TOTAL</u>
Financial assets designated at FV through P&L				
Equity Securities	856 466	-	-	856 466
Debt Securities	-	-	-	-
Financial assets at fair value through OCI				
Equity Securities	3 174 691	27 535 647	-	30 710 338
Debt Securities	-	-	-	-
Financial assets measured at amortized cost				
Equity Securities	-	-	-	-
Debt Securities	56 502 248	-	-	56 502 248
Investments in associated companies				
Equity Securities	-	87 100 659	-	87 100 659
Debt Securities	-	-	-	-
	<u>60 533 405</u>	<u>114 636 306</u>	<u>-</u>	<u>175 169 711</u>

23. INTEREST RATE RISK

Interest rate risk arises from the possibility that changes in interest rates will affect future profitability or the fair values of financial instruments.

The Bank's interest sensitivity position is based on maturity dates and contractual repricing arrangements. As at **31 December 2021** it was as follows:

	Up to 3 months	3 month to 1 year	Over 1 year	Non interest bearing items	TOTAL
Bank demand and call deposits	104 498 660	-	-	679 759	105 178 420
Time deposits	124 234 424	10 000 000	-	-	134 234 424
Financial assets designated at fair value through P&L	-	-	-	856 466	856 466
Financial assets at fair value through other comprehensive income	-	-	-	30 710 338	30 710 338
Financial assets measured at amortized cost	-	4 981 090	51 521 158	-	56 502 248
Investments in associated companies	-	-	-	87 100 659	87 100 659
Loans and advances, net	17 141 609	66 766 584	58 156 793	-	142 064 986
Accrued interest and other assets	-	-	-	6 124 224	6 124 224
Property and equipment	-	-	-	1 700 519	1 700 519
Total assets	245 874 693	81 747 674	109 677 951	127 171 965	564 472 284
Deposits from Banks and financial institutions	156 100 882	11 331 000	-	-	167 431 882
Deposits from customers	182 384 177	8 313 265	500 000	-	191 197 442
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	19 174 793	19 174 793
Shareholders' equity	-	-	-	186 668 167	186 668 167
Total liabilities and shareholders' equity	338 485 059	19 644 265	500 000	205 842 960	564 472 284

Currency wise interest rates are as follows:

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
US Dollars	%	%
Assets	0.03 - 10.50	0.02 - 10.50
Liabilities	0.06 - 2.15	0.06 - 2.95
Kuwaiti Dinars		
Assets	-	-
Liabilities	1.63 - 2.63	2.63 - 3.25
Tunisian Dinars		
Assets	6.43 - 8.75	7.10 - 14.00
Liabilities	2.00 - 8.00	3.00 - 10.50
Euros		
Assets	0.10 - 6.35	0.10 - 6.35
Liabilities	0.03 - 0.65	0.02 - 1.25
British Pounds		
Assets	-	-
Liabilities	0.15 - 0.55	0.25 - 0.25

24. CURRENCY RISK

Currency risk is the risk that the value of a financial instrument will fluctuate due to changes in foreign exchange rates. The Bank considers the US Dollar as its functional currency. Positions are monitored on a daily basis and hedging strategies are used to ensure positions are maintained within established limits. The Bank had the following net exposures denominated in foreign currencies as of 31 December 2021:

	<u>2021 - 000*USD</u>	
	<u>Long position</u>	<u>Short position</u>
Euros	-	-393
Tunisian Dinar	652	-
Saudi Riyals	46	-
Canadian Dollar	-	-1
Kuwaiti Dinar	-	-13
Bahraini Dinar	-	-81
Libyan Dinar	6	-
Algerian Dinar	4	-
Swiss Francs	-	-3
Arab Emirate Dirham	3	-
Japanese Yen	59	-
Pound Sterling	1	-
Other	5	-
	<u>776</u>	<u>-491</u>

25. LIQUIDITY RISK

The maturity profile of the assets and liabilities at **31 December 2021** was as follows:

	<u>Up to 3 months</u>	<u>3 month to 1 year</u>	<u>1 year to 5 years</u>	<u>Undated</u>	<u>TOTAL</u>
Bank demand and call deposits	105 178 420	-	-	-	105 178 420
Time deposits	124 234 424	10 000 000	-	-	134 234 424
Financial assets designated at fair value through P&L	856 466	-	-	-	856 466
Financial assets at fair value through other comprehensive income	-	-	-	30 710 338	30 710 338
Financial assets measured at amortized cost	-	4 981 090	51 521 158	-	56 502 248
Investments in associated companies	-	-	-	87 100 659	87 100 659
Loans and advances, net	17 141 609	66 766 584	58 156 793	-	142 064 986
Accrued interest and other assets	-	-	-	6 124 224	6 124 224
Property and equipment	-	-	-	1 700 519	1 700 519
Total assets	<u>247 410 918</u>	<u>81 747 674</u>	<u>109 677 951</u>	<u>125 635 740</u>	<u>564 472 284</u>
Deposits from Banks and financial institutions	156 100 882	11 331 000	-	-	167 431 882
Deposits from customers	182 384 177	8 313 265	500 000	-	191 197 442
Accrued interest and other liabilities	-	-	-	19 174 793	19 174 793
Shareholders' equity	-	-	-	186 668 167	186 668 167
Total liabilities and shareholders' equity	<u>338 485 059</u>	<u>19 644 265</u>	<u>500 000</u>	<u>205 842 960</u>	<u>564 472 284</u>

26. RELATED PARTY BALANCES & TRANSACTIONS

December 2021

	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Key management	Others Related Parties	Total
Assets					
Bank demand and call deposits	5 088 753	-	-	315 677	5 404 430
Time deposits	-	-	-	52 951 490	52 951 490
Financial assets designated at fair value through P&L	-	-	-	232 807	232 807
Financial assets at fair value through other comprehensive income	-	-	-	1 206 383	1 206 383
Financial assets measured at amortized cost	-	-	-	3 000 000	3 000 000
Investment managed by a related party	-	-	-	277 909	277 909
Investments in Associated Companies	-	87 100 659	-	-	87 100 659
Loans and advances, net	-	221	1 782 760	5 000 000	6 782 981
Accrued Interest receivable	-	-	12 578	248 081	260 659
	5 088 753	87 100 880	1 795 338	63 232 346	157 217 317
Liabilities					
Deposits from Banks and financial institutions	17 799 795	22	-	35 616 788	53 416 605
Deposits from customers	-	-	269	8 162	8 430
Accrued Interest payable	6 133	-	-	5 744	11 877
	17 805 928	22	269	35 630 693	53 436 912

December 2021

	Major shareholder "BB"	Associated companies "AGB"	Key management	Others Related Parties	Total
Income Statement					
Interest Income	-	-	31 614	1 541 114	1 572 728
Other Income, net	-	10 821 430	-	152 738	10 974 168
Interest Expense	-207 449	-	-	-121 696	-329 145
General & Administrative expenses	-	-	-	-590 000	-590 000
	-207 449	10 821 430	31 614	982 156	11 627 751

Key management compensation

Remuneration paid or accrued in relation to key management, including Directors and other Senior Officers was as follows:

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Short term employee benefits - including salary & bonus	917 244	686 273
Accrual for end of services indemnity	48 721	34 000
	<u>965 965</u>	<u>720 273</u>

27. SEGMENTAL INFORMATION

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Assets		
North America	44 985 195	41 294 349
Europe	63 546 658	83 815 396
Middle East/ Africa	455 940 431	465 604 454
	<u>564 472 284</u>	<u>590 714 199</u>
Liabilities		
Europe	33 331 000	49 534 000
Middle East/ Africa	344 473 117	362 207 157
	<u>377 804 117</u>	<u>411 741 157</u>
	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Investment Income		
Middle East/ Africa	2 530 411	2 768 825
North America	627 387	524 214
Europe	317 495	460 530
	<u>3 475 293</u>	<u>3 753 569</u>
Interest Income		
Europe	632 747	827 681
Middle East/ Africa	6 790 526	6 650 986
	<u>7 423 273</u>	<u>7 478 667</u>
Other Income		
Middle East/ Africa	5 162 320	5 063 104
	<u>5 162 320</u>	<u>5 063 104</u>

28. CREDIT RISK

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Bank manages credit risk by setting limits for individual counterparties, and groups of counterparties and for geographical and industry segments. The Bank also monitors credit exposures, and continually assesses the creditworthiness of counterparties. In addition, the Bank obtains security where appropriate, enters into master netting agreements and collateral arrangements with counterparties, and limits the duration of exposures.

For details of the composition of the assets by geographic segment refer to note 27.

Credit risk in respect of derivative financial instruments is limited to those with positive fair values.

29. CONCENTRATIONS

Concentrations arise when a number of counterparties are engaged in similar business activities, or activities in the same geographic region, or have similar economic features that would cause their ability to meet contractual obligations to be similarly affected by changes in economic, political or other conditions. Concentrations indicate the relative sensitivity of the Bank's performance to developments affecting a particular industry or geographic location.

The distribution of assets and liabilities by geographic region is disclosed in note 27.

30. MARKET RISK

Market risk is defined as the risk of loss in the value of on or off balance sheet financial instruments caused by a change in market.

Independent Auditor's Report

To the Shareholders of Tunis International Bank,

Report on the Audit of the Consolidated Financial Statements

Opinion

We have audited the accompanying consolidated financial statements of Tunis International Bank which comprise the consolidated balance sheet as at December 31st, 2021, the consolidated income statement, the consolidated statement of comprehensive income, the consolidated statement of cash flows, the consolidated statement of changes in shareholders' equity for the year then ended, a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Tunis International Bank as at December 31st, 2021 and of the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs).

Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* sections of our report. We are independent of the Group in accordance with the requirements of the IESBA Code of Ethics for Professional Accountants, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other Information in the Annual Report

The Board of Directors is responsible for the other information in the annual report. The other information comprises all information included in the annual report, but does not include the consolidated financial statements, the stand-alone financial statements of the Bank and our auditor's report thereon.

Our opinion on the consolidated financial statements does not cover the other information in the annual report and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the consolidated financial statements, our responsibility is to read the other information in the annual report and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the consolidated financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the Board of Directors for the Consolidated Financial Statements

The Board of Directors is responsible for the preparation of the consolidated financial statements that give a true and fair view in accordance with IFRS, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, the Board of Directors is responsible for assessing the Group's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concerns basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the Group or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Group's financial process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit, we also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive

to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the management.
- Conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Group's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Group to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Group to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the Group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the Board of Directors or its relevant committee with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

Tunis, March 10th, 2022

Walid MOUSSA

S.C.M.G

Foued AMIRI

ARC